JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMPTE RENDU IN EXTENSO DES SEANCES
QUESTIONS ECRITES ET REPOSES DES MINISTRES A CES QUESTIONS

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE :

MÉTROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 600 fr. ; ÉTRANGER : 1.600 fr.

(Compte chèque postal: 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7°

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1952 — COMPTE RENDU IN EXTENSO — 63^e SEANCE

Séance du Mercredi 19 Novembre 1952.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 1960).
2. — Transmission d'un projet de loi (p. 1960).
3. — Dépôt d'un rapport (p. 1960).
4. — Renvois pour avis (p. 1960).
5. — Approbation de budgets locaux et d'un budget spécial de la Nouvelle-Calédonie. — Adoption, sans débat, d'un avis sur un projet de loi (p. 1960).
6. — Approbation du budget local de la Réunion pour 1945. — Adoption, sans débat, d'un avis sur un projet de loi (p. 1961).
7. — Assainissement du marché du vin. — Discussion d'un avis sur une proposition de loi (p. 1961).
Discussion générale: MM. Périquier, rapporteur de la commission des boissons; Jean Durand, Georges Bernard, président de la commission des boissons.
Renvoi à la commission.
8. — Conversion du métayage au fermage. — Discussion d'un avis sur une proposition de loi (p. 1967).
Discussion générale: MM. Restat, rapporteur de la commission de l'agriculture; Jozeau-Marigné, rapporteur pour avis de la commission de la justice.
Passage à la discussion de l'article unique.
Contre-projet de M. Primet. — MM. Primet, le rapporteur. — Scrutin public nécessitant un pointage.
Ajournement de la suite de la discussion.
9. — Prix des baux à ferme. — Adoption d'un avis sur une proposition de loi (p. 1971).
Discussion générale: MM. Driant, rapporteur de la commission de l'agriculture; Jean Boivin-Champeaux, rapporteur pour avis de la commission de la justice; Martial Brousse, Georges Boulanger, Naveau.

Demande de renvoi à la commission. — Rejet.

Passage à la discussion de l'article unique.

Contre-projet de M. Primet. — MM. Primet, le rapporteur, Camille Laurens, ministre de l'agriculture. — Rejet, au scrutin public, de la prise en considération.

Contre-projet de M. Martial Brousse. — MM. Martial Brousse, le rapporteur, le ministre, le rapporteur pour avis. — Rejet, au scrutin public, de la prise en considération.

Amendement de M. Estève. — MM. Estève, le rapporteur. — Rejet.

Amendement de M. Naveau. — MM. Naveau, le rapporteur, le ministre, Restat. — Rejet au scrutin public.

MM. Primet, Naveau, le rapporteur.

Adoption, au scrutin public, de l'article et de l'avis sur la proposition de loi.

Modification de l'intitulé.

10. — Conversion du métayage en fermage. — Suite de la discussion et adoption d'un avis sur une proposition de loi (p. 1980).

Rejet, au scrutin public, après pointage, de la prise en considération du contre-projet de M. Primet.

Amendement de M. Jozeau-Marigné. — MM. Jozeau-Marigné, Restat, rapporteur de la commission de l'agriculture, Camille Laurens, ministre de l'agriculture; Primet. — Rejet.

Adoption, au scrutin public, de l'article et de l'avis sur la proposition de loi.

11. — Transmission d'un projet de loi (p. 1982).

12. — Transmission d'une proposition de loi (p. 1982).

13. — Dépôt d'une proposition de loi (p. 1982).

14. — Règlement de l'ordre du jour (p. 1982).

PRESIDENCE DE M. KALB,**vice-président.**

La séance est ouverte à seize heures quinze minutes.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance du dix-huit novembre a été affiché et distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté, sous les réserves d'usage.

— 2 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 563, distribué, et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des finances. (*Assentiment.*)

— 3 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Saller un rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer). (N° 528, année 1952.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 564 et distribué.

— 4 —

RENOIS POUR AVIS

M. le président. La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales demande que lui soit renvoyé pour avis le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — III. — Affaires économiques) (n° 554, année 1952), dont la commission des finances est saisie au fond.

La commission des moyens de communication, des transports et du tourisme demande que lui soit renvoyé pour avis le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement de services civils pour l'exercice 1953 (Postes, télégraphes et téléphones) (n° 558, année 1952), dont la commission des finances est saisie au fond.

Enfin, la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme demande que lui soit renvoyé pour avis le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale) (n° 559, année 1952), dont la commission des finances est saisie au fond.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Les renvois pour avis sont ordonnés.

— 5 —

APPROBATION DE BUDGETS LOCAUX ET D'UN BUDGET SPECIAL DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Adoption, sans débat, d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle le vote sans débat, conformément à l'article 34 du règlement, du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, approuvant les comptes défi-

nitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946 et 1947 et du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt (exercice 1940). (N° 335 et 519, année 1952.)

Le rapport a été distribué.

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Sont approuvés les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ci-après énumérés :

EXERCICE 1939.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de soixante millions huit cent soixante-quatorze mille sept cent quarante-huit francs douze centimes (60.874.748,12 francs) et en dépenses à celle de cinquante-deux millions neuf cent douze mille huit cent quatre-vingt-douze francs soixante-cinq centimes (52.912.892,65 francs) présente un excédent de recettes de sept millions neuf cent soixante et un mille huit cent cinquante-cinq francs quarante-sept centimes (7.961.855,47 francs) dont sept millions cinq cent dix-neuf mille quatre cent quatorze francs neuf centimes (7.519.414,09 francs) ont été versés à la caisse de réserve et le reste, soit quatre cent quarante-deux mille quatre cent quarante et un francs trente-huit centimes (442.441,38 francs) a été versé au Trésor pour rembourser une avance faite au territoire.

EXERCICE 1940.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinquante-sept millions cinq cent vingt-quatre mille cent seize francs cinquante-six centimes (57.524.116,56 francs). Mais, en réalité, les dépenses ont excédé les recettes de deux millions quatre cent vingt-neuf mille cinq cent cinquante-neuf francs vingt centimes (2.429.559,20 francs). Ce déficit a été couvert par un prélèvement sur la caisse de réserve.

EXERCICE 1941.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cinquante-neuf millions huit cent trente-cinq mille cinq cent soixante quatre francs soixante-dix-sept centimes (59.835.564,77 francs) et en dépenses à celle de cinquante-quatre millions six cent quatre-vingt dix-neuf mille cent quatre-vingts francs un centime (54.699.180,01 francs) présente un excédent de recettes de cinq millions cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt-quatre francs soixante-seize centimes (5.137.384,76 francs) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1942.

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de soixante-dix-sept millions cinq cent dix mille quatre cent quatre-vingt-quinze francs trente-trois centimes (77.510.495,33 francs) et en dépenses à celle de soixante-deux millions neuf cent dix-sept mille cent quatre-vingt quatre francs huit centimes (62 millions 917.184,08 francs) présente un excédent de recettes de quatorze millions cinq cent quatre-vingt treize mille trois cent onze francs vingt-cinq centimes (14.593.311,25 francs) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1943

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cent sept millions huit mille sept cent quatre-vingt-neuf francs treize centimes (107.008.789,13 francs) et en dépenses à celle de quatre-vingt-neuf millions cinq cent cinquante-sept mille cent quatre-vingt-neuf francs quatre-vingt-sept centimes (89.557.189,87 francs) présente un excédent de recettes de dix-sept millions quatre cent cinquante et un mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf francs vingt-six centimes (17.451.599,26 francs) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1944

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cent vingt-trois millions cinq cent sept mille cinq cent quarante-huit francs six centimes (123.507.548,06 francs) et en dépenses à celle de cent six millions neuf cent soixante-quatorze mille cent soixante-six francs quatre-vingt-huit centimes (106.974.166,88 francs) présente un excédent de recettes de seize millions cinq cent trente-trois mille trois cent quatre-vingt-un francs dix-huit centimes (16.533.381,18 francs) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1945

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de cent quatre-vingt-quatre millions cinq cent trois mille quatre-vingt-dix francs quarante-deux centimes (184.503.090,42 francs) et en dépenses à celle de cent soixante-deux millions trois cent quarante-deux mille cent soixante-neuf francs cinquante-cinq centimes (162.342.169,55 francs) présente un excédent de recettes de vingt-deux millions cent soixante et un mille vingt francs quatre-vingt-sept centimes (22.161.020,87 francs) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1946

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de deux cent trente-sept millions six cent cinquante et un mille trois cent vingt-cinq francs quatre-vingt-un centimes (237.651.325,81 francs) et en dépenses à celle de deux cent sept millions cinquante-trois mille cinq cent cinquante-cinq francs quatre-vingt-quinze centimes (207.053.555,95 francs) présente un excédent de recettes de trente millions cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent soixante-neuf francs quatre-vingt-six centimes (30.597.769,86 francs) qui a été versé à la caisse de réserve.

EXERCICE 1947

Compte définitif du budget local de la Nouvelle-Calédonie.

Ce compte, arrêté en recettes à la somme de deux cent cinquante-quatre millions quatre-vingt-quatorze mille sept cent cinquante-quatre francs quarante-neuf centimes (254.094.754,49 francs) et en dépenses à celle de deux cent quarante et un millions sept cent trente-huit mille deux cent quarante et un francs quarante centimes (241.738.241,40 francs) présente un excédent de recettes de douze millions trois cent cinquante-six mille cinq cent treize francs neuf centimes (12.356.513,09 francs) qui a été versé à la caisse de réserve. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Est approuvé le compte définitif des recettes et des dépenses du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt — exercice 1940 — arrêté en recettes et en dépenses à la somme de un million neuf cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-six francs quinze centimes (1.934.786,15 francs). » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur le projet de loi.

(Le Conseil de la République a adopté.)

— 6 —

APPROBATION DU BUDGET LOCAL DE LA REUNION POUR 1945

Adoption, sans débat, d'un avis sur un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle le vote sans débat, conformément à l'article 34 du règlement, du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du compte définitif du budget local de la Réunion (Exercice 1945). (N^{os} 373 et 520, année 1952.)

Le rapport a été distribué.

Je donne lecture de l'article unique.

« Article unique. — Est approuvé le compte définitif du budget local de la Réunion, exercice 1945, arrêté en recettes à la somme de deux cent soixante-six millions cinq cent onze

mille cent soixante-dix-sept francs (266.511.177 francs) et en dépenses à la somme de trois cent deux millions sept cent cinq mille cent cinq francs cinquante centimes (302.705.105,50 francs) faisant apparaître un dépassement des dépenses sur les recettes de trente-six millions cent quatre-vingt-treize mille neuf cent vingt-huit francs cinquante centimes (36.193.928,50 francs) qui a été couvert par une avance du Trésor, conformément aux dispositions de l'article 123 de la loi de finances du 31 décembre 1945. »

Je mets aux voix l'avis sur le projet de loi.

(Le Conseil de la République a adopté.)

— 7 —

ASSAINISSEMENT DU MARCHÉ DU VIN

Discussion d'un avis sur une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger l'article 1^{er} de la loi du 3 février 1941 et à remettre en vigueur les articles 67 à 74 du code du vin pour assurer l'assainissement total du marché du vin (N^{os} 452, 508 et 550, année 1952.)

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil, un décret nommant, en qualité de commissaire du Gouvernement pour assister M. le ministre de l'agriculture :

M. Quittet, inspecteur général de l'agriculture, conseiller technique au cabinet.

Acte est donné de cette communication.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur de la commission des boissons.

M. Péridier, rapporteur de la commission des boissons. Mes chers collègues, la proposition de loi qui nous est soumise intéresse au plus haut point la viticulture. Elle avait été votée sans débat à l'Assemblée nationale la veille des vacances parlementaires, ce qui montre bien que l'autre assemblée avait estimé que cette proposition de loi avait un caractère d'extrême urgence.

Effectivement, il semble bien qu'à ce moment-là tous les professionnels de la viticulture étaient d'accord sur le principe de cette proposition de loi et certainement, si nous avions eu le temps de l'examiner avant le départ en vacances du Parlement, nous l'aurions votée sans la moindre difficulté. Maintenant, nous allons le voir, il en sera peut-être différemment, parce que, depuis lors, certains ont examiné à fonds cette proposition de loi et ont considéré qu'elle risquait de porter atteinte à quelques intérêts. C'est pour cette raison que nous avons été saisis ces derniers temps d'un contre-projet présenté par la Fédération des associations viticoles.

Mais, avant d'aborder le fond même de cette proposition de loi qui a trait au rétablissement de ce qu'on appelle, dans le statut viticole, le « blocage prévisionnel », je voudrais rappeler quelques vérités qui me paraissent nécessaires et que certains parfois semblent ignorer lorsqu'on parle de la question viticole. Je voudrais rappeler ces quelques vérités pour montrer la nécessité qui s'impose, en dehors de tout esprit partisan, de tout esprit doctrinal, d'envisager des mesures d'extrême urgence pour la sauvegarde de notre viticulture française.

En effet, vous avez pu constater vous-mêmes que, parfois, il existe une certaine incompréhension à l'égard des viticulteurs. On les considère comme des paysans après au gain, qui voudraient réaliser des bénéfices extraordinaires, qui demanderaient parfois, paraît-il, des mesures d'assainissement antiéconomiques pour maintenir le prix du vin à un niveau élevé à la consommation.

Eh bien ! à ce propos, n'oublions pas que le vin est au coefficient 17 par rapport à 1938 et que, certainement, il n'y a pas un autre produit agricole — et à plus forte raison un produit industriel — qui soit à un coefficient aussi bas. Le vin est véritablement le seul produit qui ait subi une baisse effective et assez importante depuis un an, puisqu'au début de la dernière campagne on pouvait se procurer du vin à 35 ou 37 francs le litre, à la production, alors que, maintenant, on trouve facilement du vin de 10 degrés à 25 francs le litre. (Mouvements divers.)

Je rappelle que les travaux de la vigne sont des plus pénibles, que c'est la vigne qui est soumise, certainement, au plus grand nombre de calamités agricoles et que c'est la viticulture qui

connaît le décalage le plus grand entre les prix industriels et agricoles. C'est ainsi qu'on a pu voir en quelques mois, par exemple, le sulfate de cuivre augmenter de près de 200 p. 100.

Je rappelle encore que c'est certainement dans la viticulture que les frais de culture sont les plus élevés. J'ai cité dernièrement un chiffre officiel, puisqu'il émane de la commission centrale des contributions directes, qui a fixé à 191.000 francs par hectare le prix de revient de la vigne.

Je rappelle une fois de plus que, de toutes les boissons, c'est le vin qui paye les droits et les taxes les plus élevés. Lorsqu'on procède à des mesures d'assainissement, les viticulteurs font un lourd sacrifice à cet égard, puisque le vin qui est destiné à la distillation leur est payé à un prix absolument ridicule.

Enfin, je rappelle que les viticulteurs, contrairement à une fausse idée que l'on a parfois, constituent essentiellement des artisans agricoles puisque, sur 1.500.000 viticulteurs, il y en a 1.475.000 qui récoltent à peine 200 hectolitres: c'est dire, par conséquent, qu'il s'agit bien de tout petits paysans. Ceux-ci, pour la plupart, sont endettés auprès du crédit agricole et s'ils ne le sont pas, c'est parce que le crédit agricole n'a pas les crédits suffisants pour satisfaire leurs demandes.

Encore une fois, je tenais à rappeler ces quelques vérités pour bien montrer à ceux qui ne sont pas initiés aux questions viticoles la nécessité d'envisager des mesures énergiques d'assainissement, si l'on veut enrayer la crise viticole que nous connaissons en ce moment. Or, je crois qu'une des mesures les plus efficaces pour permettre justement, oh! non pas de résoudre entièrement la crise viticole, mais de l'enrayer dans une certaine mesure, c'est le blocage prévisionnel.

Qu'est-ce donc que ce blocage prévisionnel dont on parle beaucoup depuis quelque temps dans les milieux viticoles? Je voudrais tout d'abord, mes chers collègues, que vous ne vous y trompiez pas. Ce n'est pas, bien entendu, une mesure nouvelle, c'est une mesure qui existe déjà depuis pas mal de temps, qui existait avant 1938 et s'inscrivait dans le cadre du statut viticole, qui formait justement, avec les autres mesures du statut viticole, ce tout qui, fonctionnant dans son intégralité, permettait avant 1939, avec des récoltes qui dépassaient parfois 100 millions d'hectolitres, d'obtenir une stabilité du marché des vins. En ce qui concerne ce blocage prévisionnel, je vous en supplie, ne commettez pas l'erreur que commettent beaucoup de ceux qui s'intéressent aux questions viticoles et qui ont tendance à confondre ce blocage avec celui qui est imposé par le système de l'échelonnement prévu par l'article 55 du code du vin.

Vous avez là deux blocages absolument distincts. Que vous votiez pour ou contre la proposition de loi actuelle, que vous votiez, par conséquent, pour ou contre le blocage prévisionnel, il n'en restera pas moins que sera maintenu le blocage de l'échelonnement. Vous ne pourrez pas l'éviter, et vous allez voir que, dans une certaine mesure, ce blocage prévisionnel n'a certes pas pour but de supprimer l'échelonnement, mais de rendre indiscutablement cet échelonnement beaucoup plus large et beaucoup plus souple.

Qu'est-ce donc que ce blocage prévisionnel? Il n'intervient que lorsque sont connues les déclarations de récoltes, puisqu'en effet, d'après la loi qui nous est soumise, le taux du blocage prévisionnel est fonction des disponibilités du marché. Par conséquent, il est d'abord nécessaire de connaître ces disponibilités pour que le blocage prévisionnel fonctionne vraiment. Or, on ne peut les connaître exactement que lorsqu'on connaît réellement les déclarations de récoltes.

C'est à ce moment-là que, suivant certains taux progressifs, suivant l'importance de la récolte, on prévoit qu'une certaine quantité de vin sera bloquée chez certains viticulteurs qui, par principe, je l'indique tout de suite, sont, bien entendu, les gros producteurs. Puisque ce blocage prévisionnel intervient lorsque les disponibilités sont trop importantes, il est tout de même normal que ce soient les plus gros producteurs qui fassent les sacrifices de ce blocage.

M. Henri Maupoil. Très bien!

M. le rapporteur. De ce blocage sont seulement exonérés les producteurs dont le rendement à l'hectare accuse, comparativement à la moyenne des trois années précédentes, une diminution supérieure à 50 p. 100, et les producteurs d'appellation d'origine.

Quels sont donc, du point de vue viticole, les avantages de ce blocage prévisionnel? Vous allez voir qu'ils sont multiples. Tout d'abord, à la différence du système précédent, il présente le grand avantage de ne pas laisser le viticulteur dans l'incertitude pendant toute la durée de la campagne. Avec

le blocage prévisionnel, le viticulteur sait à quoi s'en tenir dès le début de la campagne sur l'organisation du marché. Cela n'a peut-être l'air de rien pour certains, mais ceux qui s'occupent des questions viticoles savent très bien que c'est une chose très importante. Le fait d'être fixé dès le début de la campagne a une grande influence psychologique sur la tenue du marché des vins.

D'ailleurs, à ce propos, je me permets de signaler un point non négligeable: autant la fédération des associations viticoles se déclare, quoi qu'elle en dise — je vais y revenir dans un instant — hostile au blocage prévisionnel, autant nous constatons que le commerce a pris nettement position en faveur de cette mesure. Il n'est pourtant pas de l'intérêt du commerce de diminuer le volume des vins jetés sur le marché, mais le commerce, comme d'ailleurs les viticulteurs, ne veut plus voir recommencer les erreurs et les incohérences de la dernière campagne. Il veut désormais savoir exactement à quoi s'en tenir. Grâce au blocage prévisionnel, on pourra désormais connaître indiscutablement dans quel sens s'orientera une campagne viticole.

Ce projet présente également un avantage budgétaire. En effet, le blocage n'oblige pas le Gouvernement à envisager, tout au moins au départ, l'ouverture des milliards de crédits qui seront nécessaires pour retirer de la circulation les vins bloqués, ceci à la différence de l'application stricte de l'article 76 du code du vin qui prévoit la distillation obligatoire.

Sans doute, disons-le franchement, si en fin de campagne il y a des excédents trop importants et si l'on décide de procéder à la distillation obligatoire, on ne manquera pas d'y affecter d'abord les vins faisant l'objet du blocage, mais cela n'aura absolument rien d'automatique, contrairement à ce qui se passerait en cas d'application stricte de l'article 76. Dans l'hypothèse d'une récolte déficitaire, par suite de mauvaises conditions atmosphériques ou de calamités agricoles, dans l'hypothèse de prévisions pessimistes pour la prochaine campagne ou si simplement la campagne en cours s'est bien tenue, le ministre de l'Agriculture peut, en fin de campagne, par décret décider le déblocage.

Par conséquent, il n'est pas douteux que, du point de vue budgétaire, cela donne une certaine liberté de manœuvre au Gouvernement. Il y aurait là une raison suffisante pour rétablir ce blocage prévisionnel.

Cette mesure présente d'autres avantages, à mon avis, des avantages beaucoup plus importants. Tout d'abord, je prétends que, grâce à cette mesure — qui faisait partie de ce tout: le statut viticole — on pourra enfin faire fonctionner convenablement ce statut. Celui-ci est actuellement l'objet de critiques violentes de la part de certains, qui semblent le découvrir pour la première fois.

A les entendre, il serait responsable de presque tous les maux frappant notre viticulture. Cependant il ne faudrait pas oublier que ses principes ne sont pas nouveaux et qu'ils ont fait leurs preuves avant 1939, avec des récoltes qui dépassaient 100 millions d'hectolitres, chiffre qui n'a jamais été atteint depuis la libération. Nos récoltes ont oscillé, depuis cette date, entre 60 millions et 70 millions d'hectolitres.

Par conséquent, ce n'est pas parce que certainement il faudra apporter des modifications à ce statut viticole, pour l'adapter à la structure actuelle du vignoble, pour permettre de réaliser l'assainissement qualitatif avant l'assainissement quantitatif, ce n'est pas, dis-je, pour cela qu'il faudrait en abandonner les grands principes, à savoir financement, échelonnement et assainissement, qui ont permis, avant 1939, dans des conditions beaucoup plus difficiles, d'obtenir la stabilité du marché.

Ceux qui critiquent le statut viticole oublient tout simplement que, depuis la Libération, on ne l'a jamais appliqué dans son intégralité. On s'est contenté de n'en retenir qu'un seul principe, celui de l'échelonnement qui, pris isolément, est la mesure la plus efficace, la plus stupide et aussi la plus gênante qui soit pour les viticulteurs.

C'est la mesure la plus inefficace et la plus stupide parce que l'échelonnement ne peut pas mener à un résultat sérieux s'il porte sur un marché qui n'est pas assaini, surtout si, par surcroît, on autorise ce que nous appelons le scandale des transferts, les ventes sur tranches futures, et si l'on permet des dérogations de toute nature.

C'est la mesure la plus gênante parce que, si par hasard n'est pas atteint le prix fixé pour la libération des tranches, les viticulteurs éprouvent de grosses difficultés de trésorerie. C'est notamment ce qui s'est produit au cours de la dernière campagne.

Certains me feront remarquer qu'on n'a pas appliqué seulement l'échelonnement, mais aussi l'assainissement en vertu de l'article 76 du code du vin. Certes, seulement, outre que cette mesure est intervenue trop tardivement, elle a été insuffisante.

On a prétendu qu'au fond il n'y avait pas lieu de prendre cette mesure d'assainissement de l'article 76, parce que, de nos jours, il ne permettrait qu'un assainissement partiel, par conséquent inutile. Je veux bien admettre qu'il y a là une part de vérité, à condition de ne pas oublier, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, que l'article 76, à aucun moment, même pas avant 1939, n'a permis de réaliser un assainissement intégral.

Mais, avant 1939, cette mesure partielle d'assainissement était complétée par une autre mesure d'assainissement: celle, précisément, du blocage prévisionnel. Ce sont deux mesures qui, réunies, avaient un effet réel sur le marché, permettant, je le répète — je ferai d'autres répétitions au cours de mon exposé — de réaliser la stabilité de celui-ci, avec des récoltes de 100 millions d'hectolitres.

Ainsi, vous le voyez, si l'on veut faire fonctionner le statut viticole, il est nécessaire de rétablir ce blocage prévisionnel. J'ajoute que, dans une certaine mesure, il contribuerait à réaliser cette politique de la qualité que certains réclament. En effet, l'un des grands reproches que l'on fait à l'article 76 du code du vin, c'est de nous permettre de distiller des vins loyaux et marchands alors que les vins médiocres ont déjà été livrés sur le marché. Cette remarque est exacte; mais à quoi cela tient-il? Cela tient à ce que, jusqu'à ce jour, on a laissé le viticulteur dans l'incertitude de ce qui serait fait des excédents. Par conséquent, ne sachant pas si la distillation interviendrait ou non, le viticulteur préférerait se débarrasser tout d'abord de ses vins médiocres, de ceux-là qui couraient un risque quelconque.

En revanche, si désormais, dès le début de la campagne, il sait qu'interviendra le blocage, comme il n'ignore pas qu'en cas de récolte excédentaire les vins bloqués feront les frais des mesures d'assainissement prévues par l'article 76, il aura tendance évidemment à garder par devers lui ses vins médiocres, pour les réserver, le cas échéant, à la distillation obligatoire. C'est ce qui se faisait avant 1939. Je suis persuadé que, si l'on rétablit le blocage prévisionnel, c'est une habitude que reprendrait vite le viticulteur.

D'ailleurs, je me demande si j'ai besoin d'invoquer tant de raisons pour justifier cette proposition de loi, alors que la nécessité du blocage s'est fait tellement sentir au cours des deux dernières campagnes qu'il a fallu, comme il n'y avait pas de texte permettant le blocage prévisionnel, trouver, malgré tout, un moyen, un subterfuge pour le réaliser.

On y est arrivé. Une partie de la récolte ancienne se trouve encore bloquée, et ce blocage, on l'a fait dans des conditions plus ou moins illégales. Autant donner désormais au Gouvernement la possibilité de réaliser un blocage légal.

Le Gouvernement semble bien, sur ce point, avoir compté sur notre compréhension, puisque, dans son décret du 10 octobre organisant la campagne, il a prévu l'éventualité du blocage.

Je comprends la préoccupation du Gouvernement car, sans le blocage prévisionnel, il ne lui sera pas possible de faire fonctionner le plan Bonave retenu pour l'organisation de la campagne. Ce fameux plan a donné des résultats au cours de la campagne 1949-1950 parce que, à cette époque-là, les ressources et les besoins s'équilibraient. Or, aujourd'hui, il en sera tout autrement avec des disponibilités qui sont de l'ordre de 80 millions d'hectolitres. Si, par conséquent, l'on veut vraiment que le plan Bonave aboutisse à un résultat, il faut rapprocher le plus possible les ressources des besoins et pour cela il est absolument nécessaire de rétablir le blocage prévisionnel, qui permettra de bloquer à la propriété un volume de vin assez important.

J'en aurai terminé en ce qui concerne les avantages du blocage prévisionnel lorsque j'aurai rappelé qu'il a aussi pour objet de limiter les abus des transferts. Pour certains de mes collègues, ce mot de transferts ne doit pas signifier grand-chose. Je voudrais leur donner quelques précisions. Ils seront étonnés de cette pratique des transferts. Vous le savez, en vertu du principe de l'échelonnement, les viticulteurs, tout au moins certains, ne peuvent pas commercialiser toute leur récolte; ils la commercialisent par tranches, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent — c'est une vérité de La Palice — vendre qu'une partie de leur récolte. Eh bien! ils ont la possibilité, par un moyen indirect mais légal, précisément basé sur le système du transfert, de livrer au commerce des quantités beaucoup plus importantes.

Qu'est-ce donc que le transfert? C'est la faculté pour un viticulteur qui, lui, ne commercialise pas sa récolte, de vendre à un autre viticulteur son droit de livrer sa part de récolte. Ceux qui ont les moyens nécessaires peuvent ainsi commercialiser des quantités beaucoup plus importantes que celles que leur donne le décret sur l'échelonnement, et vous entendez bien qu'une telle pratique fausse complètement le marché.

Je sais bien que nos collègues algériens, ne serait-ce que pour cette raison, ne sont pas tellement enthousiasmés par la proposition de loi qui nous est soumise. Je crois avoir le droit de dire que ce sont eux surtout qui ont pratiqué ce système de transferts. M. Chevalier, que nous avons entendu à la commission des boissons, nous rappelait que l'Algérie avait fait près de 3.500 millions de transferts.

Tout cela est bien joli, mais s'ils ont fait 3.500 millions de transferts, c'est qu'ils ont eu les moyens de les faire. On nous a dit que cela avait coûté des sacrifices importants à la viticulture algérienne. Je n'en disconviens pas, mais enfin, il faut croire que ces sacrifices n'ont pas été consentis en pure perte et qu'on a dû y trouver aussi un certain avantage.

On a dit aussi, pour essayer de justifier les transferts: mais, au fond, cela ne fausse pas le marché, car si nous n'avions pas nous-mêmes vendu cette récolte, c'est celui qui avait le droit de vendre le transfert qui aurait jeté sur le marché son propre vin.

On peut dire cela à ceux qui ne connaissent rien à la question viticole, mais non aux initiés de la viticulture. En effet, quels sont ceux qui font ces transferts? Ce sont, la plupart du temps, des récoltants qui font des vins médiocres, des vins de 6 degrés que, très souvent, ils ne peuvent commercialiser. Ce sont aussi ceux qui font des vins provenant de cépages prohibés, car je regrette beaucoup qu'une administration aveugle ait laissé faire des transferts massifs sur des vins de noah qui sont prohibés et qui ne peuvent pas circuler. C'est par de tels procédés que l'on fausse indiscutablement le marché.

Il est bien évident que cette situation ne peut durer. Or, il n'est pas douteux que le blocage prévisionnel qui interdit de commercialiser la partie de récolte bloquée ne peut pas permettre les transferts sur cette partie et si, véritablement, cette mesure du blocage prévisionnel ne devait avoir pour tout résultat que d'empêcher ce scandale des transferts, ce serait là une raison suffisante pour que nous votions le projet.

J'en aurai terminé en ce qui concerne mon rapport, si je ne devais répondre à certaines critiques qui ont été formulées par la fédération des associations viticoles.

Mes chers collègues, vous avez, en effet, tous reçu dernièrement une circulaire des associations viticoles vous demandant de soutenir un contreprojet. J'ai bien le droit, tout de même, de m'étonner un peu de la désinvolture des associations viticoles en cette matière.

En effet, voilà un projet qui est déposé au Parlement depuis bientôt quatre mois. Jusqu'à maintenant les associations viticoles n'avaient pas protesté; on nous avait même laissé entendre qu'on était partisan du projet. J'ai donc le droit de rappeler, comme je l'ai dit récemment à la commission des boissons, que dernièrement, à un banquet de l'institut technique du vin, me trouvant à côté de M. Martin, président de la fédération des associations viticoles, je lui demandai s'il était partisan de cette proposition de loi. Il me répondit que, non seulement il en était partisan, mais qu'il nous demandait de la voter le plus rapidement possible. Et c'est juste au moment où j'étais en train de développer mon rapport à la commission des boissons que nous avons reçu une communication téléphonique de la fédération des associations viticoles nous demandant de surseoir à toute décision, parce que, nous disait-elle, « elle demandait à être entendue avant qu'une décision fût prise ».

Nous avons accepté parce que nous avons estimé que nous devons nous renseigner complètement, d'autant que cette demande émanait d'une organisation professionnelle, et nous avons entendu les représentants de la fédération des associations viticoles. Ils nous ont fait part de leur point de vue dont je vais faire état dans un instant.

Je tiens à rappeler que certains de nos collègues, et notamment M. Bène, à maintes reprises ont demandé aux représentants de la fédération des associations viticoles s'ils avaient un contreprojet à opposer; il nous fut répondu qu'il n'y en avait pas. C'est à la suite de l'audition des représentants des associations viticoles que fut alors voté mon rapport, et maintenant, la fédération des associations viticoles nous saisit d'un contreprojet!

Je dis que c'est procéder d'une façon un peu légère et j'ai le droit de m'en étonner, comme j'ai le droit de me demander si la fédération des associations viticoles peut véritablement, en ce qui concerne tout au moins ce contreprojet, parler au nom de l'ensemble des viticulteurs. J'ai le droit de poser cette question, car nous savons qu'à l'heure actuelle, tout ne va pas pour le mieux au sein des associations viticoles.

J'ai lu dernièrement un article, que je n'aurais jamais osé écrire, craignant d'être taxé d'esprit partisan, un article qui devait évidemment avoir quelque autorité, puisqu'il émanait d'un des dirigeants de la fédération des associations viticoles. Il émanait de M. Philippe Lamour, qui se demandait s'il y aurait un prochain congrès des associations viticoles, si même il y aurait encore des associations viticoles, et qui se posait la question de savoir pourquoi les associations viticoles n'avaient pas l'oreille des pouvoirs publics. Il est évident qu'en procédant de cette manière, il ne faut pas que les associations viticoles s'étonnent de ne pas être toujours entendues comme elles le désiraient.

Mais, je le répète, j'ai le droit de me demander si la fédération des associations viticoles peut parler au nom de l'ensemble des viticulteurs à propos du contreprojet qu'elle a déposé.

À quel moment ce contreprojet a-t-il été discuté ? A un congrès de la fédération des associations viticoles ? Ce contreprojet a-t-il été soumis à un referendum des viticulteurs ? Je constate, alors que mon rapport est maintenant connu depuis longtemps, que je n'ai pas reçu une seule lettre s'opposant à ce rapport, tandis que j'ai reçu, par contre, de nombreuses délégations, de nombreuses lettres, de nombreuses motions émanant, soit de viticulteurs, soit de syndicats de viticulteurs comme celui de Limoux, dans l'Aude, et de nombreux syndicats du Gard et de l'Hérault, qui me demandent de rester ferme sur notre position. Pour quelle raison alors la fédération des associations viticoles vient-elle aujourd'hui prétendre qu'elle parle au nom de la viticulture en général ? Nous avons le droit de nous poser la question, surtout lorsque, par surcroît, nous voyons les critiques et les raisons qui sont invoquées pour essayer de faire repousser la proposition de loi telle qu'elle nous est soumise.

Deux raisons sont invoquées par la fédération des associations viticoles. D'abord, celle-ci nous dit qu'elle a fait déposer, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un projet connu sous le nom de projet Sourbet et elle estime que les articles de la proposition qui se rapportent au blocage prévisionnel doivent être harmonisés avec ce projet Sourbet. Je pense que cela n'est pas sérieux. Pouvons-nous, en effet, savoir quand ce projet Sourbet viendra en discussion devant le Parlement ? Sommes-nous seulement certains qu'il sera voté ?

Je ne crois pas trop m'avancer en disant que, s'il risque de ne pas rencontrer de difficultés en ce qui concerne l'extension des prestations vitiques se rapportant à l'assainissement qualitatif, il en ira tout autrement en ce qui concerne les modifications à apporter à l'article 76, ces modifications devant indiscutablement soulever des controverses passionnées. Je dis donc qu'il n'est pas sérieux de faire dépendre une proposition de loi que l'on juge urgente du vote aléatoire d'un autre projet.

Le deuxième prétexte qui est invoqué, c'est celui qui est contenu dans la lettre qui vous a été adressée. Il paraît que mon rapport irait à l'encontre du but que poursuit la proposition de loi, parce que, vous dit-on, en supprimant les articles 67 et 74, on supprime le blocage prévisionnel et on ne laisse subsister qu'un blocage définitif, puisque, même en supprimant l'article 74, on ne permet pas à un Gouvernement d'envisager un déblocage des vins. Je m'inscris en faux contre une telle argumentation.

Je voudrais tout d'abord vous dire pourquoi nous avons supprimé les articles 67 et 74 du code du vin. Nous les avons supprimés parce que ces articles n'entraient pas dans le cadre de la proposition de loi qui nous est soumise. Celle-ci a, en effet, pour but d'abroger l'article 1^{er} de la loi du 3 février 1941. Or, les articles 67 et 74 n'ont pas été abrogés par la loi du 3 février 1941, mais par un décret du 31 mai 1938.

On pourrait me dire que nous avons la possibilité de modifier l'intitulé de la proposition de loi. Mais, si l'on voulait maintenir ces articles 67 et 74, il fallait prévoir indiscutablement des modifications profondes à ces deux articles. Nous avons estimé, pour cette raison, que ce serait peut-être une erreur de vouloir envisager de trop grandes modifications qui risqueraient de nous entraîner trop loin et qui risqueraient surtout de faire échouer cette proposition de loi que nous jugeons urgente.

La fédération des associations viticoles déclare ne pas être contre le principe des blocages prévisionnels. J'ai tout lieu d'en douter, parce que ce groupement doit bien se douter que les modifications profondes qu'il propose risquent justement de faire échouer cette proposition de loi, que nous voudrions voir voter.

D'ailleurs, les arguments invoqués par la fédération des associations viticoles ne sont pas sérieux. Je conteste formellement que ce soit l'article 67 qui ait instauré le blocage prévisionnel. J'ai l'impression que l'on joue véritablement sur les mots, car le seul article qui instaure le blocage prévisionnel — et cet article seul contient le mot « blocage » — c'est indiscutablement l'article 68 ; c'est-à-dire l'article qui fixe le taux du blocage et qui le prévoit à partir des disponibilités de récolte. Or le blocage prévisionnel ne peut intervenir qu'à partir des déclarations de récolte. L'article 67, qui a été abrogé, je le répète, par une loi de 1938 et non pas par l'article 1^{er} de la loi de 1941, jouait à ce moment-là le rôle de l'échelonnement. On lui a substitué, en 1938, le système de l'échelonnement. Il devenait donc absolument inefficace.

Nous n'avons pas davantage besoin de l'article 74, le système d'échelonnement permettant d'obtenir exactement les mêmes résultats. D'après l'article 67, les producteurs, jusqu'à ce que soient connues les déclarations de récolte, ne pouvaient pas sortir une certaine quantité de vin. C'est ce qui se produit actuellement. En vertu du décret d'échelonnement, en effet, un viticulteur ne peut pas sortir plus du dixième de sa récolte. Quant au déblocage éventuel prévu par l'article 74 on peut également le pratiquer par l'application de ce système d'échelonnement. Il va de soi, en effet, que si, à la fin de chaque campagne, on ne recourt pas aux mesures d'assainissement, les vins bloqués seront automatiquement débloqués. Bien plus, M. le ministre de l'Agriculture a la possibilité, dans son décret d'échelonnement, de prévoir un prix social à partir duquel un déblocage pourra être envisagé.

C'est ce qui se produit à l'heure actuelle puisque, dans son décret du 10 octobre, M. le ministre de l'Agriculture a prévu que, si le prix de 330 francs était atteint, on pourrait, bien entendu, déblocuer la totalité de la récolte, ce déblocage portant tant sur la partie bloquée que sur la partie non bloquée. Vous voyez bien, mes chers collègues, que ces arguments ne sont pas sérieux.

Je ne veux pas, pour le moment, examiner au fond le contreprojet que les associations viticoles nous demandent, le cas échéant, de prendre en considération. Puisque certains de nos collègues ont déposé de nombreux amendements reprenant l'essentiel de ce texte, je démontrerai, lors de leur discussion, que les propositions qui nous sont faites vont à l'encontre du caractère social qu'avait toujours voulu présenter le statut viticole.

En tout cas, je crois avoir essayé de justifier de mon mieux cette proposition de loi. Je vous demande, encore une fois, de ne pas la considérer sous un angle doctrinal quelconque ; c'est un fait qu'à l'heure actuelle des mesures énergiques, des mesures dirigistes, disons-le, s'imposent si l'on veut arriver à assainir et à stabiliser le marché des vins. En terminant, je supplie certains, qui pourraient être effrayés par ce mot de blocage, en ayant à l'esprit la situation de la dernière campagne, de bien comprendre que les difficultés qu'ils ont connues alors, ne proviennent pas du tout de ce blocage prévisionnel — puisqu'il n'existait pas — mais simplement du mode d'application de l'échelonnement. Je leur demande de bien réfléchir. Si l'on ne veut pas envisager de mesures nouvelles comme celles qu'entraîne le blocage prévisionnel, que va-t-il se produire ? Nous connaissons à nouveau le système des deux dernières campagnes. C'est ce vers quoi nous allons, d'ailleurs. Je ne pense pas qu'on puisse apporter un démenti à ce sujet : on sera obligé d'appliquer exactement les mêmes mesures que pendant les deux campagnes précédentes.

Si certains veulent recommencer cette expérience, grand bien leur fasse ! Ils nous permettront, avec la majorité de la commission des boissons, de vouloir tenter, avec l'aide du blocage prévisionnel, une autre expérience qui, après tout, n'est que celle qui avait si bien réussi avant 1939, avec des récoltes dépassant 100 millions d'hectolitres. (*Applaudissements à gauche et sur quelques bancs au centre.*)

M. le président. La parole est à M. Jean Durand.

M. Jean Durand. Mesdames, messieurs, la crise viticole prend aujourd'hui la proportion d'une calamité nationale. Elle intéresse à la fois beaucoup de départements producteurs que la loi s'efforce de protéger et la totalité des départements consommateurs, aux dépens desquels cette même loi paraît jouer. Il

a suffi aussi que le dirigisme intervint qui, placé en face de que celle de 1951 ait été normale, celle de 1952, déficitaire. Il a suffi aussi que le dirigisme intervint qui, placé en face de l'abondance, n'a su jusqu'à présent qu'en faire une cause, ici de pauvreté, là de sécheresse.

Aujourd'hui, le Parisien, par exemple, croit que les vignerons séparatistes de la politique gouvernementale, sinon des vœux de la nation, se coalisent pour que le vin soit une denrée chère. Aux plaintes de la viticulture on mesure qu'un drame très ample se joue dans un secteur important de l'économie agricole où les bienfaits de la nature y sont synonymes de misère et de ruine.

Parlement et Gouvernement sont saisis en arbitrage. Pour peu que leur information soit parcellaire, ils risquent néanmoins de prendre des décisions graves, fût-ce sur des questions apparemment secondaires. Tel est le cas de la proposition de loi qui est soumise à vos votes. Si nous ne la situons pas dans le cadre général où elle prendrait place, nous nous exposons à l'approuver dans la nuit et peut-être, ce faisant, à aller à l'encontre de notre but qui est d'aider à la solution d'une crise. Faisons donc l'effort d'un peu de lumière.

Rétablir aujourd'hui le blocage c'est renforcer, sans en modifier les bases, les astreintes punitives que le statut viticole inflige au produit pour le raréfier. Il s'agit d'interdire au vigneron de vendre une partie de sa récolte jusqu'au moment où on l'oblige à la détruire; mais en arriver là c'est convenir du même coup que l'on est acculé à traiter comme un mal endémique une circonstance qui pourrait être évitée si les règles limitatives assignées à la production n'étaient édulcorées ou violées au point de perdre toute leur portée.

On dit pourtant qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Le drame du vin provient précisément de ce que, faute de prévenir, on double la dose curative, et pour peu que la médecine soit mauvaise on transforme le malade en incurable. Examinons rapidement ces deux points.

Premier point, la prévention défaillante. Est-il logique, est-il sain, de commencer par insérer dans le dispositif légal des mesures supplémentaires de contingentement du vin produit quand la production demeure anarchique, tant en quantité qu'en qualité ? A cette question primordiale, votre rapporteur ne fait qu'une trop brève allusion. En réalité, les 10 millions à 12 millions d'hectolitres qui, depuis 1950, encombrent en permanence le marché proviennent soit de vins illégaux, soit de vins mauvais bénéficiant de tolérances paradoxales.

Que faut-il entendre par vins illégaux ? Interdites par le décret du 30 juillet 1952, la vente, la détention et la circulation des vins de cépages prohibés s'effectuent librement au vu et au su de tout le monde.

L'article 1^{er} du statut viticole confère le nom de vin au seul produit de la fermentation du jus de raisin frais. Abstraction faite des tolérances inadmissibles permettant, dans certaines régions, de fabriquer des vins de grande consommation par addition de sucre de betterave à des liquides ne pouvant être vendus, il est reconnu que des quantités de vin infiniment plus importantes sont produites en fraude par addition illicite de sucre et livrées au commerce.

La vente et la circulation des vins sont réglementées; mais dans les départements non traditionnellement viticoles, acquits et congés sont ignorés au détriment de la régie et de la répression des fraudes.

Quels sont les vins mauvais ? Les prestations d'alcool vinique ont pour objet de prévenir la commercialisation des sous-produits de vinification, qui à eux seuls représentent 10 p. 100 de la récolte, pour peu qu'on y comprenne les vins de presse; mais ces prestations ne s'appliquent qu'aux producteurs de plus de 200 hectolitres. 50.000 viticulteurs produisant environ 25 millions d'hectolitres y sont assujettis, alors qu'y échappent 1 million 650.000 viticulteurs, produisant environ 35 millions d'hectolitres. Dans ces conditions, plus de 3 millions d'hectolitres de sous-produits sont, dès les vendanges, jetés sur le marché.

D'autre part, le taux d'acidité volatile est tellement élevé que quantité de vins piqués et nocifs pour la santé, achetés au rabais pour des coupages, vont tranquillement à la consommation. Enfin, le degré alcoolique minimum, uniformément relevé d'un demi-degré récemment, permet encore de commercialiser des vins de 7,5 degrés, qui surabondent dans certaines régions, et même, sous certaines conditions, des vins de 7 degrés ou de 6,5 degrés et également des vins de 6 degrés à l'intérieur des départements producteurs.

En résumé, par la carence des règles d'assainissement qualitatif — au demeurant simples règles d'hygiène publique — la

contribution des vins mauvais ou illégaux à la formation de ce qu'il est convenu d'appeler « excédents » se chiffre par un minimum de 8 millions à 10 millions d'hectolitres.

Quant à la surproduction quantitative, il me paraît inutile de rappeler que si la loi du 24 décembre 1934 interdit toute plantation nouvelle de vigne, les plantations d'un hectare ont été depuis autorisées et ont provoqué depuis la guerre ce déplacement de l'aire de la vigne, aujourd'hui dénoncée comme l'une des principales causes de la crise. Affranchis, en effet, de tout contrôle et de toute sujétion, ces vignobles secondaires, bien souvent cultivés dans des conditions déplorables, empoisonnent nos populations rurales jadis clientes de centres producteurs du Midi et, grâce à l'impunité dont ils jouissent, jettent sur le marché quantité de boissons indignes du nom de vin.

Du simple énuméré qui précède, il ressort que le statut viticole délaisse la plus importante de ses fonctions: la prévention de la surproduction par l'assainissement de la production. Les données du problème étant ainsi faussées, la solution ne peut être que déplacée. L'immense marée des mauvais vins ayant licence de pousser à la crise, il ne reste plus qu'à essayer d'en combattre les effets en renchérissant sur les mesures prises contre les bons vins. A l'échelonnement et à la distillation obligatoires qu'ils connaissent déjà, on vous demande donc aujourd'hui d'ajouter le blocage; mais autant valent ces deux premières médecines autant vaudra la troisième, si vous ne la rejetez pas.

Le deuxième point de mon intervention a trait à la médication inefficace et dangereuse que constituent l'échelonnement et le blocage.

Je n'insisterai pas sur l'échelonnement. Ses dernières prouesses l'ont signalé à l'attention de tous. Votre rapporteur lui-même souligne qu'envisagé tout seul il constitue la mesure la plus stupide et la plus inefficace qui soit. Mais je vous ferai remarquer que, dans ses plus récents exercices, l'échelonnement n'était pas tout seul: il s'est donné carrière dans le cadre d'un blocage sinon légal, du moins de fait, puisque, depuis le mois d'août dernier, les vins de la récolte 1951 promis à la distillation obligatoire sont bloqués. Si l'on a dû néanmoins libérer « en catastrophe » et sans conditions, c'est probablement parce que le tandem échelonnement-blocage relève plutôt du numéro de cirque que de la promenade conjugale (*Rires.*)

Le tandem blocage-distillation est-il promis à un sort meilleur ? Jaugeons les partenaires. Votre rapporteur concède assez volontiers que l'article 76 ne permet de réaliser qu'un assainissement partiel et par conséquent inutile. Il en déduit que le rétablissement du blocage prévisionnel confèrera à cet article 76 une nouvelle jeunesse. Je m'excuse d'avoir à lui répondre que l'inefficacité de l'assainissement quantitatif n'est nullement due à l'absence de blocage prévisionnel, mais à des causes infiniment plus déterminantes.

La première de ces causes c'est que le point d'application de l'assainissement quantitatif est faux, et nous avons vu pourquoi: tant que l'on n'aura pas, par priorité, empêché la production et la commercialisation des vins mauvais et illégaux, non seulement on laissera subsister un facteur permanent de surproduction et de sous-commission — car ces vins rebutent la clientèle — mais encore on encouragera cette surproduction, car plus les bons vins encourront les foudres de la loi, plus les mauvais vins auront intérêt à pulluler. Chaque goutte de vin détruite dans les départements traditionnellement producteurs confère une prime aux breuvages fabriqués ailleurs.

La deuxième cause d'inefficacité de l'assainissement quantitatif réside dans l'absurdité de son assiette. En raison des abattements divers prévus par le code — et dont le principal réside dans l'exemption des producteurs de moins de 225 hectolitres — ne sont en effet assujettis à la distillation obligatoire, comme ils le sont déjà aux prestations viniques, que 38.000 viticulteurs environ sur 1.700.000 récoltants, soit au moins 35 à 40 p. 100 de la production, et ce suivant une progressivité tellement aiguë que seule une infime minorité fournit les gros contingents d'alcool.

Bien plus: abattements et progressivité font fuir ce que M. Sourbet appelle la « matière alcooligène ». Régulièrement ou frauduleusement, les déclarations de récoltes se fractionnent de plus en plus soit par la multiplication des exploitants apparents d'un même vignoble, soit par la diminution des rendements, jusqu'aux seuils de taxation, grâce aux ventes à la vermoutherie. Véritable catoblepas se dévorant les pattes, la distillation obligatoire manque son but sauf celui de coûter très cher à l'Etat, de détruire de bons vins et, bien entendu, de laminer les assujettis qui, presque unanimement situés dans les départements traditionnellement producteurs, se voient aujourd'hui, par la répétition même de cette mesure absurde

et à cause de la seule récolte pléthorique de 1950, obligés de détruire qui sur trois, qui même sur deux récoltes, la valeur d'une récolte entière sans le moindre profit pour la communauté.

Le blocage devient la persévérance dans l'erreur. L'inefficacité, la nocivité de la distillation obligatoire étant devenues criantes, la fausseté de son point d'application, la stupidité de son assiette évidentes, que vous propose-t-on aujourd'hui ?

Tout simplement de voter un texte qui réintroduit mot pour mot, mais à titre prévisionnel cette fois, et cette fausseté et cette stupidité, alors que la stricte honnêteté intellectuelle devrait nous détourner d'apporter le moindre adjuvant à la distillation obligatoire tant que nous n'aurons pas, par priorité, établi les moyens de prévenir une surproduction, qualitativement et quantitativement anarchique. *Perseverare diabolicum*. Voyez plutôt ce qui se passerait si vous votiez le rétablissement de ce blocage.

En voici le scénario, depuis les vendanges jusqu'au blocage. Au moment où sont publiés les résultats des déclarations de récolte, c'est-à-dire en décembre, supposons, comme c'est sans doute le cas aujourd'hui, que l'état des disponibilités donne lieu à blocage. Une première tranche a déjà été libérée, mettant sur le marché un ou deux dixièmes de la récolte avec minimum de 50 ou 100 hectolitres. A ce titre, comme à présent, quelque 25 millions d'hectolitres sont à la vente. Parmi eux, la plupart des vins illégaux, des vins piqués, des lies, des bourbes, des queues de cave, puisque les uns sont incontrôlés et les autres exemptés d'assainissement qualitatif.

Le scénario est le suivant après le blocage. Dès la libération suivante, le commerce absorbe l'indistinct reliquat des vins exemptés dont tous ceux qui ne devraient pas aller à la consommation, c'est-à-dire le gros contingent de la surproduction. On assiste alors à un véritable transfert des vins bloqués au profit des vins mauvais. Que sont ces vins bloqués ? Ce sont ceux-là même que pourchasse l'article 76, c'est-à-dire pratiquement ceux qui proviennent des régions de monoculture où la production par exploitation est évidemment la plus importante puisqu'elle constitue l'unique ressource de l'exploitant, production au demeurant de qualité puisque le vigneron de métier sait faire le vin loyal et marchand.

Le film se déroule. Survient la fin de la campagne. Il y a longtemps que les véritables excédents sont partis. Mais grâce au prévoyant blocage, leur transfert sur les vins immobilisés a été opéré.

Dès lors le circuit se ferme. L'aveugle, l'inopérante, la désastreuse distillation obligatoire reçoit la matière première que l'aveugle, l'inopérant, le désastreux blocage lui avait réservée. Les principes sont saufs, mais le problème du vin reste entier et les assujettis succombent. Le seul avantage de la formule, c'est qu'elle dispense tout le monde de s'attaquer aux vraies racines du mal.

Dans ces conditions, ne cédon pas aux mirages d'un rapport habile. On nous dit que le blocage ne nécessitera pas un financement coûteux pour l'Etat. Allons donc ! si la distillation obligatoire n'est pas considérée comme la pierre angulaire du statut viticole, le blocage n'a aucune raison d'être. Non seulement les vins bloqués risquent d'être distillés, mais il est fatal qu'ils le soient dès l'instant qu'on s'en remet aux seules calamités agricoles du soin d'assainir le marché.

Je vais plus loin. J'imagine mal un gouvernement capable de résister aux pressions dont il serait l'objet s'il évoquait la possibilité de restituer au marché les vins implicitement promis aux flammes par le blocage. Bien au contraire, ce blocage constituera pour le budget un engagement de dépenses à terme, plus inéluçable que l'article 76 lui-même.

On nous dit encore que si l'on reproche à la distillation obligatoire de frapper les bons vins alors que les mauvais sont commercialisés, le blocage obtiendrait le résultat inverse.

Non ! si l'élimination prioritaire des mauvais vins n'est pas organisée par la loi, ces mauvais vins — compte tenu du point d'application et de l'assiette du blocage, identiques à ceux de la distillation — continueront de se vendre les premiers du fait des exemptés et des fraudeurs.

Il en sera de même du fait des assujettis au blocage, car, si malgré l'automatisme prévisible de la distillation des vins bloqués, ces assujettis conservent le plus léger espoir d'y échapper, ils garderont inévitablement dans leurs cuves les vins les plus susceptibles de se tenir. Ou alors il serait plus franc de dire que le blocage valait distillation à terme, les assujettis doivent tout de suite envisager de se transformer en vinaigriers partiels.

Quant à la combinaison du blocage et du plan Bonave, elle nous ramène au tandem blocage-échelonnement déjà évoqué. Comment penser que le blocage prévisionnel influencerait les prix alors que, peu après la dernière décision de blocage, les prix ont continué de s'effondrer, et qu'au lendemain même de la distillation des 60 p. 100 immobilisés de la récolte de 1950, la chute profonde des cours a, une fois de plus, démontré l'inefficacité du procédé ? Peut-on sérieusement penser qu'un blocage prévisionnel assis sur les mêmes bases inconsistantes que la distillation fera mieux qu'elle ? Ce n'est pas possible. En vérité, tant que l'on s'acharnera à raisonner sur des données tronquées, les plus belles spéculations intellectuelles sur le comportement des prix à l'intérieur d'un réseau dirigiste aux fuites béantes se heurteront au cruel démenti des faits.

Bien obscure enfin est l'argumentation du rapporteur sur le rôle du blocage à l'égard des transferts. Je comprends sans doute que la partie de la récolte bloquée n'ayant pas la possibilité d'être commercialisée, les victimes du blocage ne pourront pas acquérir des transferts en provenance de vins libres, comme elles avaient coutume de le faire, à grands frais, lorsqu'elles subissaient seulement un blocage de fait par les grâces d'un échelonnement assorti d'un prix de libération illusoire.

Il n'en reste pas moins que les transferts, enfants naturels du dirigisme, subsisteront pour les fractions de récolte échelonnées mais non bloquées. En ce qui concerne les vins bloqués, c'est-à-dire promis à la distillation, ils changeront simplement de nature. Les transferts de vin se transformeront simplement en transferts d'alcool. En définitive, les mêmes quantités de vin se retrouveront sur le marché.

Sur cette explication trop technique, je m'arrête. Je conclus. On nous dit qu'avant la guerre, le blocage remplissait son rôle, bien qu'on eût affaire, à l'époque, à des récoltes beaucoup plus importantes qu'aujourd'hui. Certes, mais avant la guerre, nous connaissions un échelonnement beaucoup plus souple que de nos jours. De plus, le problème du vin ne se posait pas dans les mêmes termes.

Nous ignorions ce pullulement des mauvais vins qu'ont développé conjointement le déplacement de l'aire de la vigne par suite de la pénurie issue de la guerre et les licences nouvelles du code. Pour néfastes qu'ils fussent, blocage, échelonnement, distillation jouaient à l'intérieur d'un vase clos : celui des producteurs traditionnels et ce que certains sacrifiaient sur leur récolte, ils le retrouvaient dans les prix. Rien de pareil aujourd'hui. Le vase clos éclate. Le statut viticole est devenu une passoire. Tout est à revoir.

Par manque d'imagination, on a ressuscité la distillation obligatoire. Ses preuves négatives sont sous nos yeux. On veut la ranimer par le blocage, les mêmes preuves nous attendent.

Ce n'est pas en appelant une momie au secours d'une autre momie que nous ferions œuvre utile. Bien au contraire. Nous ferions plus de mal en dispensant les responsables de penser.

Le Conseil de la République est une chambre de réflexion. Cela ne signifie point que nous devons nous accrocher aux vieilles lunes. Notre refus motivé serait certainement plus constructif que votre approbation résignée. Votre commission des boissons y a certainement songé, qui n'a accepté le rétablissement du blocage que par 6 voix contre 5 et une abstention. Les viticulteurs de nos départements producteurs en sont sûrs, qui se groupent en syndicats de plus en plus vigoureux dressés contre la distillation obligatoire. Tous les consommateurs le proclament qui accusent injustement la viticulture de vouloir seule dans l'économie française, maintenir la cartellisation des prix.

Il n'appartient donc pas à une Assemblée comme la nôtre de prêter la main, contre des volontés aussi affirmées, à l'adoption d'une mesure surannée, qui consacrerait notre adhésion à la loi du moindre effort sans souci des mauvais procédés qu'elle suggère. C'est pourquoi nous vous demandons de refuser vos votes au projet qui vous est soumis. (*Applaudissements sur les bancs supérieurs de la gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Il n'y a plus d'orateurs inscrits dans la discussion générale.

M. Georges Bernard, président de la commission des boissons. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des boissons.

M. le président de la commission. Monsieur le président, mesdames, messieurs, nous sommes saisis d'un nombre assez considérable de propositions nouvelles et d'amendements dont la

commission des boissons n'a pas toujours eu connaissance et par conséquent qu'elle n'a pas pu étudier.

En conséquence, je vous demande en son nom unanime le renvoi à la commission.

M. le président. Le renvoi, demandé par la commission, est de droit.

Pouvez-vous me dire, monsieur le président, quand la commission sera prête à revenir devant le Conseil de la République?

M. le président de la commission. Je demande le renvoi à une autre séance, monsieur le président.

M. le président. Je rappelle simplement que le délai légal expire le 6 décembre 1952.

— 8 —

CONVERSION DU METAYAGE EN FERMAGE

Discussion d'un avis sur une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage. (Nos 354 et 514, année 1952, avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

Avant d'ouvrir la discussion générale, je dois faire connaître au Conseil de la République que j'ai reçu de M. le président du conseil, un décret nommant, en qualité de commissaires du Gouvernement pour assister M. le ministre de l'agriculture :

MM. Trinsy, sous-directeur au ministère de l'agriculture, Lauras, chargé de mission au cabinet.

Acte est donné de cette communication.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Restat, rapporteur de la commission de l'agriculture. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, votre commission de l'agriculture a consacré deux séances à l'examen de la proposition de loi, votée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, relatif à la conversion du métayage en fermage.

Avant d'aborder une question aussi complexe que controversée, je voudrais rappeler aussi brièvement que possible ce qu'est le métayage et les textes juridiques qui le régissent.

Ce contrat est fixé par les dispositions de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural, titre IV, modifié par l'article 60 de la loi du 13 avril 1946, qui dispose :

« Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi et, notamment, les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, les alinéas 2 et 3 de l'article 11 et de l'article 13 de la loi du 18 juillet 1889 sur le code rural. »

L'article 1^{er} de la loi n'ayant pas été abrogé, il va nous fixer sur ce que l'on entend par « bail à métayage ».

« Le bail à colonat partiaire ou métayage est le contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet, pour un certain temps, à un preneur, qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager les produits avec le bailleur. »

Ainsi donc, nous sommes loin du bail à ferme ou du contrat de louage. Nous nous trouvons en présence d'une exploitation d'un bien rural où bailleur et preneur ont comme rémunération exclusive et commune le partage des produits récoltés.

Leur intérêt réciproque, c'est donc la productivité de la ferme et cette association ne peut rendre son plein effet que s'il y a collaboration étroite pour obtenir le rendement maximum.

Par contre, s'il y a désaccord, c'est au détriment des parties et la productivité de l'exploitation s'en ressentira très rapidement. Nous connaissons les critiques formulées à l'encontre du métayage; les répéter conduirait à de trop longues discussions. Qu'il nous soit simplement permis d'indiquer que dans certaines régions il est adapté aux usages locaux et que beaucoup d'habitants qui n'ont pas la possibilité de devenir fermiers préfèrent le bail à colonat partiaire au salariat.

Ayant ainsi très rapidement rappelé ce qu'est le métayage, examinons, au vu de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946, quels sont les droits des parties.

L'article 21 indique que la durée du bail ne saurait être inférieure à neuf ans; toutefois le bailleur peut, si la faculté lui en a été accordée, reprendre le bien loué à l'expiration de chaque période triennale pour y installer un fils ou une fille majeure dans les conditions fixées à l'article 33.

Cet article prévoit en outre les conditions que doit remplir le bailleur pour qu'il puisse s'opposer au renouvellement du bail.

L'article 34 envisage les sanctions auxquelles s'expose un bailleur qui, ayant demandé l'application de l'article 33, ne les exécuterait pas.

L'article 22 bis indique que la part du bailleur ne peut être supérieure au tiers de l'ensemble des produits, sauf décision contraire du tribunal paritaire.

L'article 23 est ainsi rédigé : « Le bailleur peut faire résilier le bail s'il justifie de l'un des motifs graves et légitimes définis comme il est dit à l'article 28 ci-après ».

Quels sont-ils ? Les retards réitérés à la mise à la disposition du bailleur de la part de produits lui revenant, les agissements du preneur qui seraient de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds, le refus du preneur d'appliquer les mesures d'amélioration de la culture et de l'élevage préconisées par la commission consultative des baux ruraux.

L'article 61, enfin, stipule que les exploitants de nationalité étrangère ne peuvent bénéficier des dispositions de la présente loi que si leurs enfants ont acquis la nationalité française ou si, antérieurement à la promulgation de la loi, ils ont autorisé leurs enfants de moins de dix-huit ans à la réclamer.

Pour être complet, je dois indiquer que la cour de cassation, tenant compte des traités d'établissement passés avec les Etats étrangers, a accordé aux exploitants belges, suisses et polonais le bénéfice de l'assimilation aux preneurs français.

Mesdames, messieurs, je m'excuse d'avoir rappelé peut-être trop longuement la législation actuelle, mais il me paraissait nécessaire de le faire avant d'aborder le fond du problème dont nous avons à discuter aujourd'hui et notamment la modification de l'article 56 sur la conversion du métayage en fermage.

Cet article est ainsi conçu :

« Sauf le cas de résiliation judiciaire, le bailleur ne peut refuser la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi.

« La reprise s'exerce alors dans les délais prévus à l'article 27 de la présente loi. »

Quelle est donc la signification de ces dispositions ?

Elles paraissent singulièrement claires; si on les rapproche des textes que je viens de rappeler. Elles signifient que la conversion ne peut avoir lieu s'il y a le cas de résiliation judiciaire prévu par les articles 23 et 28 ou si le bailleur reprend son bien en vertu de l'article 35 ou si, étant étranger, il ne remplit pas les conditions prévues à l'article 61.

Le législateur de 1946 a-t-il eu raison d'apporter ces restrictions à la conversion des baux de métayage et de fermage ?

Sans hésitation, nous devons répondre par l'affirmative. Il serait en effet paradoxal que, s'il y a des cas de résiliation judiciaire, la conversion puisse être accordée, qui aurait ainsi pour effet d'annuler les dispositions des articles 21 et 28. Il en est de même du droit de reprise prévu par l'article 33. L'article 56 est, en conséquence, indispensable, et il ne fait que renouveler les droits du bailleur, tout en maintenant ceux que le preneur détient du fait de l'article 51. Nous espérons vous avoir convaincus, mesdames, messieurs, de la nécessité de maintenir les dispositions de l'article 56.

Il nous reste à examiner l'interprétation de la cour de cassation en matière de conversion.

M. le rapporteur de la commission de la justice de l'Assemblée nationale s'exprimait en ces termes à la séance du 3 juillet dernier :

« Selon la jurisprudence de la cour de cassation, dont il a été souvent question dans ce débat, le fait, pour le métayer, de demander, au cours du bail, la conversion de son métayage en fermage, conformément à la loi, valait congé. Le métayer, en demandant la conversion, est considéré comme donnant congé à son bailleur et, par conséquent, le congé étant un acte unilatéral qui vaut par lui-même, le bail se trouve résilié. »

« La cour de cassation en a déduit que le propriétaire peut alors exercer le droit de reprise comme s'il était en fin de bail puisque, du fait de l'exercice du droit de conversion valant congé, le bail se trouve résilié. »

Nous pensons qu'il ne saurait en être autrement. En effet, si la conversion est accordée, il y a un nouveau bail. Celui de métayage est rompu; celui de fermage commence. Donc, en application de l'article 21, la durée est de neuf années. De plus, ce n'est plus l'article 22 bis qui joue dans ces conditions, mais l'article 22, et, dans la plupart des cas, l'article 55 également. Il s'agit donc d'un nouveau bail. Si la reprise est accordée, il est donc normal que cette rupture joue dans les mêmes conditions et que le bailleur puisse reprendre son bien. Nous maintenons ainsi l'égalité des droits entre les parties.

La majorité de votre commission de l'agriculture, ayant considéré qu'il n'y avait pas lieu de supprimer le droit de conversion ni le droit de reprise, mais de concilier l'exercice de ces deux droits, n'a pas cru devoir émettre un avis favorable au texte voté par l'Assemblée nationale, ainsi rédigé :

« Si, en opposition à la demande de conversion, le bailleur obtenait l'exercice du droit de reprise, le preneur pourra faire obstacle à cet exercice en renonçant à la demande de conversion. »

Ce texte annule, en fait, le droit de reprise que nous voulons conserver parallèlement au droit de conversion. J'ai indiqué les raisons, estimant qu'il serait anormal que le droit de conversion puisse faire échec à l'un des articles 23, 28, 33 et 61.

De plus, comment pourrait-on admettre qu'après une procédure souvent longue, toujours coûteuse, qui a accordé le droit de reprise, seule la volonté du preneur puisse faire obstacle à l'autorité qui s'attache à la chose jugée ? Certes, votre commission de l'agriculture souhaite qu'après un jugement, un nouvel accord puisse intervenir entre les parties; non seulement elle le souhaite, mais elle le désire ardemment. Mais ce nouveau bail doit être conclu en accord entre les intéressés et ne saurait être imposé à l'un d'entre eux par la loi.

Comme il est indiqué dans mon rapport, elle aurait désiré pouvoir augmenter les délais prévus à l'article 54 et les porter de un à quatre mois. En effet, un preneur, mal ou insuffisamment informé, formule sa demande de conversion. Le bailleur réplique par une demande de reprise. La procédure est engageante sans que l'un et l'autre aient eu un délai de réflexion suffisant.

Si la Constitution l'avait permis, monsieur le ministre, nous aurions présenté à l'approbation de cette assemblée une importante modification, en ce sens, de l'article 54, que j'ai notifiée dans mon rapport, mais nous sommes tenus de donner exclusivement un avis sur un texte voté par l'Assemblée nationale. Nous ne pouvons pas, par conséquent, envisager de modifier l'article 54 dont il est question.

Vous permettrez, je l'espère, à votre rapporteur d'exprimer le souhait de votre commission de l'agriculture de voir le plus tôt possible augmenter les délais de réflexion qui éviteraient ainsi beaucoup de malentendus et surtout beaucoup de procès.

M. Boisrond. Une fois de plus.

M. le rapporteur. Après avoir rejeté le texte de l'Assemblée nationale, votre commission a pris pour base de discussion celui de la commission de l'agriculture de cette assemblée, ne pouvant ignorer qu'il est le résultat d'un accord conclu entre bailleurs et preneurs au sein de la C. G. A. Il est ainsi rédigé :

« Sauf le cas de résiliation judiciaire, le bailleur ne peut refuser la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi.

« Dans ce cas, la reprise du fonds ne sera effective qu'à compter de l'expiration du bail en cours ou, si la demande de conversion a été formulée dans le délai prescrit à l'article 53, avant la fin de la première période triennale à l'expiration de la seconde période triennale.

« Dans toute la période intermédiaire entre la date de la demande de conversion et la date de la reprise, les rapports entre les parties restent réglés par le contrat de métayage en cours. »

Le premier paragraphe n'est que le maintien de l'article 56 actuel, sauf la suppression du dernier alinéa qui fixe le délai du droit de reprise, conformément à ceux prévus à l'article 27, c'est-à-dire après un délai de dix-huit mois à compter de la demande de conversion.

Votre commission désire le maintien de cet article, ainsi que la suppression du dernier alinéa, et ce pour les raisons suivantes: elle a considéré que ce délai de dix-huit mois partant de la date de la demande est une erreur car, dans la plupart des cas, il est employé par la procédure.

Certes, l'article 54 prescrit que le tribunal paritaire cantonal devra rendre sa sentence dans les deux mois à compter de la demande de conversion. Les délais d'appel et décisions du tribunal d'arrondissement doivent être rendus dans un délai de un mois, soit au total de trois mois environ.

L'expérience a démontré que ces délais ne sont jamais respectés. Que dire, alors, lorsqu'une des parties se pourvoit devant la cour de cassation ? Il en résulte que lorsque le jugement définitif accorde la reprise, le preneur n'a plus aucun délai pour se procurer une autre exploitation, et, considéré alors comme occupant sans titre, il peut être expulsé, ce qui a provoqué des incidents regrettables dont nous devons éviter le retour dans l'avenir, car il y a là un problème social et humain que nous devons nous attacher à résoudre.

Telles sont les raisons majeures qui nous ont fait élaborer un texte que nous proposons à votre approbation, dans lequel les délais pour la reprise du fond seront déterminés non plus par la date de la demande de conversion, mais par celle du jugement définitif. Nous éviterons ainsi les surprises des longueurs de procédure.

Ayant accepté ce principe, votre commission a dû discuter si elle devait maintenir le libellé de l'accord intervenu entre le bailleur et le preneur, fixant la reprise soit à la fin du bail, soit à la fin de la seconde période triennale si la demande avait été faite au cours de la première. Ce délai a paru trop long à votre commission, attendu qu'elle avait modifié la date de la reprise.

Tenant compte de l'esprit du contrat de métayage, considérant qu'il est souhaitable qu'il y ait collaboration entre les parties en cause, elle a estimé que si la reprise est ordonnée, il y a intérêt à ce qu'elle s'effectue dès que possible, tout en laissant un délai suffisant au preneur pour qu'il trouve une autre exploitation. C'est dans cet esprit qu'elle vous propose le texte suivant, qui a été adopté à la majorité: « La reprise du fonds ne s'effectuera qu'à l'expiration d'un délai de quinze mois à compter de la date du jugement définitif accordant la reprise, la sortie du preneur ne pouvant toutefois avoir lieu avant la fin de l'année culturale en cours à l'expiration de ce délai ».

En quelque sorte, le texte qui vous est proposé signifie: il y aura un délai minimum de quinze mois pouvant aller jusqu'à vingt-sept mois.

Voilà l'éventail qui est ouvert par le texte que nous présentons à votre approbation. Ces dispositions doivent permettre de concilier le droit de conversion et le droit de reprise. Elles réservent les droits du preneur qui, ainsi que je viens de l'indiquer, se voit accorder un délai variant de quinze à vingt-sept mois à compter du jugement définitif accordant la reprise et les droits du bailleur qui connaîtra ainsi la date à laquelle il peut prendre possession du fonds. Elles rejoignent et précisent utilement l'accord conclu entre preneurs et bailleurs au sein de la Confédération générale agricole, évitant ainsi, dans toute la mesure du possible, les conflits regrettables autant que douloureux qui se sont déjà produits au moment de la reprise du fonds.

Le troisième paragraphe que nous proposons à votre approbation précise que, dans la période intermédiaire, les rapports entre les parties restent réglés par le contrat de métayage. Ce paragraphe ne nous paraissait pas indispensable, mais il pourrait cependant être utile, d'autant qu'il figure dans le texte de la commission de l'agriculture de l'Assemblée nationale qui, nous le répétons, entérine l'accord intervenu entre les organisations professionnelles.

En présentant à votre approbation les textes issus de nos délibérations, votre commission de l'agriculture pense avoir fait œuvre utile en tâchant d'éclairer une question jusqu'à maintenant fortement controversée. Elle espère vous avoir convaincus et souhaite que ces dispositions permettent de retrouver le climat de collaboration nécessaire entre bailleurs et preneurs, dans le respect des droits de chacun et dans la compréhension des intérêts réciproques. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Jozeau-Marigné, rapporteur pour avis de la commission de la justice.

M. Jozeau-Marigné, rapporteur pour avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. Monsieur le ministre, mes chers collègues, après l'excellent et très complet rapport de notre collègue, M. Restat, je voudrais vous donner, au nom de la commission de la justice, quelques précisions et exprimer l'avis de cette commission en se plaçant sur le terrain juridique.

L'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946, a créé ce statut du fermage, dont le texte est complexe et a donné lieu à une très abondante jurisprudence.

Le titre IV est réservé uniquement à la conversion du métayage en fermage et, d'une manière plus précise, l'article 53 de ce statut a prévu qu'à dater du 1^{er} juillet 1947, le métayer pourra demander la conversion de son contrat de métayage en contrat de fermage, mais uniquement à l'expiration de chaque période triennale. La seule compensation accordée au propriétaire a été la possibilité consentie par l'article 56 qui permet au propriétaire agriculteur, et à celui-là seul, de faire échec à cette conversion, en reprenant sa ferme pour l'exploiter personnellement.

Il a semblé au législateur que l'article 56 originel du statut du fermage devait être modifié et c'est ainsi que l'Assemblée nationale a voté un texte aux termes duquel le droit de reprise du propriétaire subit une atteinte extrêmement profonde, puisque le métayer qui veut devenir fermier peut à tout moment, et même après un jugement définitif, paralyser le droit de reprise du propriétaire en exerçant en quelque sorte un droit de repentir de sa propre procédure. Et le métayer pourra déclarer : Vous voulez reprendre votre bien ? Dans ces conditions, moi-même je resterai métayer, mais ce droit de reprise qui vous a été accordé par un jugement définitif, vous ne pourrez l'exercer.

C'est dans ces conditions que le texte a été examiné au fond par la commission de l'agriculture de notre Assemblée. Celle-ci, à très juste titre nous est-il apparu, n'a pas voulu maintenir le texte de l'Assemblée nationale; elle a laissé au propriétaire son droit de reprise tel qu'il était prévu par le texte originel. Cette question de principe fait l'objet de l'alinéa premier du texte qui vous est soumis; je tiens au nom de la commission de la justice à donner notre plein et entier accord. En effet, le propriétaire ne pourrait pas exercer son droit de reprise, et si ce droit de repentir était donné d'une manière aussi large au métayer, nous irions au-devant de toutes les demandes aussi peu réfléchies que possible, puisque aucun frein, aucune limitation n'est accordé à de telles procédures.

La commission de la justice a donné aussi son plein accord au texte faisant l'objet de l'alinéa 3 du projet qui vous est soumis. En effet, il est parfaitement logique et normal que, pendant cette période intermédiaire, ce soit le contrat originel qui demeure en vigueur. La commission de la justice a fait une seule observation, qui fait d'ailleurs l'objet d'un amendement au texte du 2^e alinéa proposé.

Dans ce deuxième paragraphe, la commission de l'agriculture a cru devoir régler la date de reprise effective par le propriétaire et, ce faisant, elle a parfaitement agi. Il ne convenait pas, en effet, de garder le principe posé originellement par l'article 56 de la loi. En effet, ce principe renvoyait purement et simplement à l'article 27 du texte, qui accordait un délai de dix-huit mois, mais avec une telle imprécision, il faut bien le dire, qu'il donnait place à toutes les procédures, à toutes les difficultés. Il importe de profiter de la modification législative qui vous est soumise pour accorder une précision et quelques apaisements aux propriétaires et aux métayers.

Votre commission de l'agriculture a tout d'abord estimé que la reprise ne pourrait être effective qu'après un délai commençant à courir, non plus du début de la procédure, mais du jugement rendu. Je tiens à donner également sur ce point l'accord de la commission de la justice. Dans une deuxième pensée, parfaitement normale et parfaitement justifiée, elle a tenu à attirer l'attention sur la nécessité qui s'impose, en pareille matière, que l'expiration du contrat se place à l'expiration d'une année culturale.

Sur un certain point, la commission de la justice a apporté — elle s'en excuse presque — une dérogation au texte soumis par la commission de l'agriculture. En effet, pour fixer le point de départ, deux idées, semble-t-il, ont commandé votre commission de l'agriculture. Elle demande que, non seulement, un délai de grâce d'une année — et je crois interpréter l'idée de notre collègue, M. Restat — soit accordé à l'expiration de l'année culturale, mais qu'une deuxième condition soit remplie: il faudra que ce délai soit au moins de quinze mois à compter du jugement intervenu dans cette affaire.

Eh bien! votre commission de la justice n'a pas cru devoir retenir cette deuxième obligation. Pourquoi? Elle estime que s'il convient, dans un geste d'apaisement social, pour faciliter la tâche du métayer, de lui accorder un délai de grâce, il faut que celui-ci soit clair, simple et pratique. N'est-il pas vrai que nos ruraux, avant tout, désirent avoir un texte simple et d'une application facile?

Nous croyons, à la commission de la justice, qu'en fixant à une année ce délai de grâce supplémentaire commençant à courir à l'expiration de l'année culturale, nous avons atteint le but poursuivi, sans ajouter encore cette idée du délai de quinze mois.

Pourquoi introduire cette idée du délai de quinze mois, qui est un délai aussi peu habituel que possible? Une jurisprudence constante, aussi bien que la coutume, veulent qu'un délai de grâce soit d'une année, et d'une année commençant à courir à l'expiration de l'année culturale, car nous avons eu comme vous ce souci, messieurs de la commission de l'agriculture.

Enfin, puisque nous voulons laisser toute possibilité au métayer de retrouver une ferme, je me permets, mes chers collègues d'attirer votre attention sur un point.

En effet, l'article 53 du texte, lorsqu'il a laissé depuis le 1^{er} avril 1947 la possibilité au métayer de solliciter cette conversion, à l'expiration d'une période triennale, a précisé: « La demande devra être présentée un an avant la fin de la période triennale. » Dans ces conditions, il est bien certain qu'en fait, c'est d'un délai de près de deux ans, et non plus simplement de quinze mois, que bénéficieront les métayers pour se prémunir contre le risque éventuel de reprise engagé par la demande de conversion.

Permettez-moi un exemple pratique. Supposez un métayer qui présente sa demande de reprise dans une région où l'année culturale expire le 29 septembre, à la Saint-Michel, c'est le cas dans de nombreuses régions françaises. La demande présentée au mois d'août 1952 n'aboutira à un jugement qu'en novembre ou en décembre de l'année 1952 et, par application du texte que la commission de la justice vous soumet, non seulement il ne partira pas à la fin de son bail, le 29 septembre 1953, mais encore il jouira d'une année supplémentaire et ce n'est que le 29 septembre 1954 qu'il quittera sa ferme. En définitive, c'est plus de deux ans qu'il aura devant lui pour envisager la possibilité de faire une location ou un contrat quelconque pour se munir d'une exploitation.

Mais ce qui a guidé avant tout votre commission de la justice, c'est un souci de clarté, un souci de simplicité. Nous avons tenu même, dans notre texte, à ajouter deux simples mots qui ne font que concrétiser la pensée profonde de la commission de l'agriculture. Nous avons tenu à ce que le jugement soit « définitif ».

M. le rapporteur. En accord avec la commission de l'agriculture!

M. le rapporteur pour avis. Nous l'avons fait en plein accord avec la commission de l'agriculture, et nous avons pensé que, pour la clarté de la procédure et pour éviter des litiges, il devait en être ainsi.

Sous le bénéfice de ces observations — un peu longues, et je m'en excuse — nous vous demandons d'approuver le texte qui vous est soumis par la commission de l'agriculture du Conseil de la République. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?

La discussion générale est close.

Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(*Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.*)

M. le président. Je suis saisi du contreprojet suivant, présenté par M. Primet et les membres du groupe communiste:

« *Article unique.* — L'article 56 ajouté à l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage par l'article 21 de la loi du 13 avril 1945, est complété par les alinéas suivants:

« En aucun cas le fait pour un preneur de demander la conversion ne peut être considéré comme une rupture de bail et donner lieu à ouverture du droit de reprise pour le bailleur avant la fin du bail en cours au moment de la demande de conversion.

« Le bénéfice de cette disposition est de droit, nonobstant toute décision de justice non encore exécutée. »

La parole est à M. Primet.

M. Primet. Mesdames, messieurs, le contre-projet que nous avons déposé tend à empêcher l'abus de l'opposition du droit de reprise de la part du bailleur au moment de la demande de conversion de métayage en fermage par le métayer.

Il est ainsi libellé :

« En aucun cas, le fait pour un preneur de demander la conversion ne peut être considéré comme une rupture de bail et donner lieu à ouverture du droit de reprise pour le bailleur avant la fin du bail en cours au moment de la demande de conversion.

« Le bénéfice de cette disposition est de droit, nonobstant toute décision de justice non encore exécutée. »

A l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, il a été beaucoup parlé d'un accord qui serait intervenu entre la fédération des bailleurs et celle des preneurs accord qui, en quelque sorte, aurait encouragé le législateur à voter le texte qui vous est soumis, avec les modifications introduites par votre commission.

J'ai été très heureux, tout à l'heure, d'entendre notre collègue M. Périé, à propos d'une tout autre question, s'étonner qu'un organisme comme la fédération des associations viticoles ait pris l'initiative, sans en avoir référé à ses adhérents, de soumettre à une assemblée un texte dont on ne pouvait affirmer, dans de semblables conditions, qu'il représentât l'opinion générale des intéressés.

Dans le domaine de la conversion du métayage en fermage, nous assistons exactement au même phénomène. Certains représentants de la section nationale des preneurs de baux ruraux ont pris l'initiative, rue Scribe, de conclure avec certains représentants des bailleurs un accord tendant à apporter des aménagements à la loi. Inutile de dire qu'en cette affaire ce sont toujours les plus forts qui triomphent. Je veux faire remarquer à ces métayers ou fermiers de la rue Scribe qu'ils ne respectent pas du tout, en signant un tel accord, les décisions prises par les diverses fédérations.

Ils ont bien fait de m'envoyer, le 19 mars 1952, une lettre de laquelle j'extrai ce qui suit : « Nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint le texte des résolutions adoptées par la quatrième assemblée générale de la section nationale des preneurs de baux ruraux, les 11 et 13 mars dernier. Nous avons l'espoir que vous en tiendrez compte lors des prochaines discussions parlementaires relatives au statut des baux ruraux ».

Je leur réponds aujourd'hui que leur espoir n'était pas mal placé. Je vais, en effet, reprendre les arguments qui avaient été développés au cours de cette assemblée générale. Ce sont eux, les dirigeants, qui n'ont pas respecté les desiderata de la masse de leurs adhérents.

Je lis notamment, dans une résolution sur le métayage : « Considérant que l'intention du législateur de 1946 a été d'améliorer le sort des métayers en leur accordant une plus grande part dans les revenus de l'exploitation et en leur donnant la possibilité de se transformer en fermiers; considérant à cet effet que, dans son esprit, le but de la loi a été de revaloriser la part du métayer en la portant de la moitié aux deux tiers dans le partage des produits... » — je ne veux pas lire toute la résolution et j'arrive à la conclusion — « ... Le Congrès, considérant d'autre part que le métayage est un mode de faire valoir périmé ne correspondant pas à l'évolution sociale indispensable au progrès humain, souhaite la transformation généralisée du métayage en fermage par l'application d'un véritable droit de conversion; demande que le métayer obtienne la conversion lorsqu'il en fait la demande; qu'en aucun cas cette demande ne puisse rompre le contrat et mettre fin au bail; que le droit de reprise soit refusé à toute personne étrangère à la profession agricole; que des crédits soient accordés à des taux raisonnables par les caisses de crédit agricole aux métayers qui en feront la demande à la suite de l'exercice du droit de conversion ».

Si l'on considère le texte de la loi, article 56 — qui a déjà été énoncé ici à la tribune — on constate évidemment que chaque preneur d'un bail à colonat partiaire a le droit de faire une demande de conversion de son bail de métayage en fermage. Il est normal, il est humain qu'un exploitant qui vit avec beaucoup de difficultés, depuis des années, sur un domaine exploité en métayage, fasse cette demande quand il a la possibilité de prendre la même exploitation à ferme.

J'ai entendu M. le rapporteur de la commission de la justice parler d'un flot de demandes irréfléchies. En général cela ne se produit pas. Le métayer qui vit depuis un certain nombre d'années sur une exploitation, qui a fait péniblement quelques économies, n'introduit sa demande de conversion qu'au moment

où il lui apparaît possible de devenir fermier et d'exploiter dans ces nouvelles conditions.

Que se passe-t-il ? Dans la plupart des cas, le métayer est installé depuis longtemps. Je connais des familles qui ont exploité pendant des décennies sous la forme du métayage un même domaine. Les propriétaires n'y ont vu évidemment aucune espèce d'inconvénient; l'exploitant était un bon exploitant. Un jour, cet exploitant a cru possible de transformer le système d'exploitation et de devenir fermier. Il a suffi que ce métayer invoque un droit que lui donnait la loi, pour qu'aussitôt, par une sorte de chantage, le propriétaire fasse valoir son droit de reprise, c'est-à-dire s'oppose à l'application de la loi.

Nous connaissons bien ce droit de reprise. Suivant l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, le bailleur ne peut refuser la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 du même texte. Ces conditions sont, pour celui qui reprend, d'exploiter lui-même, de vivre sur l'exploitation pendant une durée déterminée.

En réalité, pour donner satisfaction apparente aux exigences légales, le bailleur, aussitôt après le jugement de reprise, s'installe sur l'exploitation, y habite même. Au bout de quelque temps, on voit cette exploitation, qui était un métayage de polyculture, se transformer rapidement en domaine d'herbage. Puis l'auteur de la reprise y installe un domestique.

On me rétorquera qu'en présence de cette inobservation des prescriptions légales le métayer chassé peut en requérir la stricte application devant le juge. Je réponds qu'il ne faut pas toujours voir les choses sur le plan légal, qu'il faut également les considérer sous l'angle pratique. Dans la pratique, le métayer chassé de l'exploitation a changé de situation; il est devenu domestique quelque part, il est parti pour la ville où il a trouvé un autre travail; il ne va donc pas entamer au bout d'un an ou deux un procès pour se faire réinstaller.

Nous voulons, par notre contre-projet, donner des garanties nouvelles aux preneurs afin d'éviter les difficultés d'application du texte légal. L'interprétation faite par la cour de cassation n'a jamais été conforme à la volonté du législateur car, dans la plupart des cas, c'est contre les preneurs qu'elle s'est prononcée.

En définitive, ces droits que l'on avait, au lendemain de la Libération, donnés aux fermiers et aux métayers, on est en train de les leur reprendre par petits morceaux. Agir comme le font certains bailleurs, avec une hostilité têtue, vouloir farouchement reprendre aux fermiers et aux métayers tous les droits et avantages légaux accordés par le statut du fermage et du métayage, c'est en définitive faire une politique qui se retournera un jour contre ces propriétaires. Ceux qui agissent ainsi ne sont d'ailleurs pas sans savoir que, dans certains pays où la propriété foncière a été trop féroce, elle a bien été obligée d'accepter des réformes agraires qui ne lui ont pas beaucoup plu par la suite. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur la prise en considération du contre-projet ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas eu à examiner le contre-projet, quoique M. Primet lui ait annoncé son intention de le présenter. Je puis dire, sans trahir la pensée de mes collègues, que ce contre-projet est tellement contraire aux principes qu'elle a émis au cours de la première et la seconde lecture que, si elle avait eu à l'examiner, elle l'aurait repoussé.

En effet, nous avons dit à maintes reprises — et je l'ai signalé au nom de la commission dans mon rapport déjà trop long et sur lequel je ne veux pas revenir — que deux droits existaient dans cet article 56, voté d'ailleurs à l'unanimité par les assemblées. Ces droits, nous voulons les maintenir, nous voulons simplement en concilier l'application. C'est dans ces conditions que la commission repousse le contre-projet.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte le Conseil de la République sur la prise en considération du contre-projet, repoussée par la commission.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe communiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. MM. les secrétaires m'informent qu'il y a lieu de procéder au pointage des votes.

Le Conseil voudra sans doute continuer à examiner son ordre du jour pendant cette opération. (*Assentiment.*)

— 9 —

PRIX DES BAUX A FERME

Adoption d'un avis sur une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme. (N^{os} 355 et 534, année 1952 et n^o 553, année 1952, avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.)

La parole est à M. le rapporteur de la commission de l'agriculture.

M. Driant, rapporteur de la commission de l'agriculture. Mes chers collègues, nous avons à examiner maintenant une proposition de loi qui a été adoptée par l'Assemblée nationale dans sa séance du 3 juillet dernier.

Cette proposition tend à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, et relative au prix des baux à ferme.

Dans le rapport qui vous a été distribué, j'ai essayé de rappeler, d'une part, la législation en vigueur, d'autre part, les dispositions nouvelles adoptées par l'Assemblée nationale, et j'ai dit pourquoi votre commission de l'agriculture, qui m'a chargé de ce rapport, donnait un avis défavorable, c'est-à-dire refusait de prendre en considération le texte de l'Assemblée nationale.

Je voudrais, à cette tribune, rappeler très rapidement la législation actuellement en vigueur.

Avant l'intervention de la loi du 31 décembre 1948, le statut du fermage, par l'ordonnance du 17 octobre 1945, prévoyait un blocage des fermages à ce qu'ils étaient au 1^{er} décembre 1938 et ceci pour chaque exploitation prise individuellement.

La situation s'expliquait au lendemain de la guerre, mais, par la suite, la loi de 1948 a mis fin à la période de stabilisation des fermages et posé le principe du retour à la liberté des contrats, sous le contrôle du juge.

Que se passe-t-il ? Si les parties s'entendent, le prix est fixé librement. S'il y a désaccord entre preneur et bailleur, le litige est porté devant le tribunal paritaire et certaines garanties sont alors accordées aux parties.

Un arrêté préfectoral, pris sur avis de la commission consultative des baux ruraux, fixe par région et par nature de culture les quantités de denrées représentant la valeur locative normale. Mais cet arrêté préfectoral ne fixe les quantités qu'à titre indicatif.

Lorsqu'il y a recours devant le tribunal paritaire, c'est-à-dire lorsqu'il y a des fermages inférieurs de 10 p. 100 au minimum ou supérieurs de 10 p. 100 au maximum fixé à titre indicatif par arrêté préfectoral, le tribunal paritaire donne satisfaction au demandeur et ramène le bail à un juste prix.

Ce texte de 1948 sauvegarde les droits des parties qu'il protège contre les abus. La commission de l'agriculture, dans sa majorité, le juge satisfaisant. Il offre, en effet, aux parties une possibilité de révision dans les six mois qui suivent l'entrée en jouissance.

Que nous propose actuellement l'Assemblée nationale ? Elle bouleverse cet article 22 et demande des conditions beaucoup plus précises.

Or, je tiens à signaler que la législation de 1948 a donné satisfaction, puisqu'une enquête prescrite par le ministère de l'agriculture, le 15 juin 1950, a prouvé que, dans 75 départements, on n'a pratiquement pas enregistré de hausse sur les fermages.

Cependant, nous avons aujourd'hui en discussion cette proposition de loi qui nous vient de l'Assemblée nationale.

Quels changements apporte-t-elle ? Ce qui n'était fixé par arrêté préfectoral qu'à titre indicatif le serait maintenant, dans le nouveau texte, à titre obligatoire, c'est-à-dire que l'arrêté pris par le préfet, après consultation de la commission des baux ruraux, fixerait un minimum et un maximum en se basant sur la référence de 1939.

C'est donc une obligation qui serait double. « L'arrêté préfectoral dressant les quantités de denrées représentant la valeur locative normale des biens loués, ne pourra », dit le

texte, « sauf exception expressément motivée, stipuler des quantités supérieures à celles de 1939.

« Le prix de chaque fermage devra obligatoirement s'inscrire dans la limite des quantités maxima et minima fixées par la commission consultative. »

Je prends un exemple : dans nos régions, il existe des baux que nous appelons baux familiaux. Souvent, un père loue sa ferme à l'un de ses enfants. En vertu du texte qui nous vient de l'Assemblée nationale, ce père de famille serait obligé de respecter les minima fixés par l'arrêté préfectoral, ce qui va à l'encontre de la liberté des contrats.

Le nouveau texte contient une autre clause d'après laquelle, au moment où des investissements dépassant les obligations normales sont faits par le bailleur en accord avec le preneur, la rente que le bailleur pourra réclamer au preneur correspondra au taux d'intérêt fixé par la caisse de crédit agricole. Cette mesure est contraire à l'amélioration de notre capital immobilier bâti. Nous avons souvent décrit, à cette tribune, l'état dans lequel se trouvait l'habitat rural. Nous pensons donc qu'il ne faut pas enfermer dans un texte rigide des accords qui surviennent entre preneurs et bailleurs, le preneur acceptant une participation plus importante lorsque son bailleur fait des investissements permettant au preneur d'exploiter plus rationnellement la ferme qu'il occupe.

Le texte proposé va donc à l'encontre même de la politique que le Gouvernement entend suivre actuellement en matière de crédit, puisqu'il laisserait au seul bailleur la totalité des amortissements, ne lui donnant comme garantie vis-à-vis de son preneur que le taux d'intérêt du crédit agricole.

Une dernière clause, enfin, mérite d'attirer votre attention : c'est que la révision qui était prévue et possible dans les six mois après la signature du bail n'est maintenant possible qu'au cours de la troisième année. C'est dire que pendant deux ans le bail n'est signé qu'à titre provisoire ; un grand nombre des baux ne deviennent pas définitifs, la révision n'étant possible qu'au cours de la troisième année.

J'ai inséré dans ce rapport un tableau comparatif ; en vous y reportant, vous pourrez constater la différence qui existe entre le texte actuellement en vigueur et celui qui est proposé par l'Assemblée nationale.

Votre commission de l'agriculture, mes chers collègues, a examiné avec beaucoup de soin le nouveau mécanisme de la fixation du prix des fermages. Elle n'a pas cru pouvoir retenir ce texte, pour des raisons d'ordre juridique, d'ordre économique et aussi d'ordre pratique. La commission de la justice, saisie pour avis, dira certainement, tout à l'heure, par l'intermédiaire de son rapporteur, notre collègue M. Boivin-Champeaux, ce qu'elle pense du projet au point de vue juridique. Je voudrais, au nom de la commission de l'agriculture, dire ce que nous en pensons au point de vue économique.

Comment peut-on admettre que la référence à l'année 1939 représente absolument la vérité ? Il peut y avoir, — et ce fut le cas souvent — une évolution heureuse dans les exploitations agricoles depuis 1939 ; c'est dire que la référence de 1939 ne donne pas satisfaction, même aux fermes qui auraient périéclité dans l'intervalle.

Nous pensons qu'en agriculture, comme dans le reste des activités de notre économie, il nous faut évoluer, et évoluer de façon dynamique. Il convient donc que cette évolution permette aux preneurs qui ont la satisfaction d'avoir une exploitation plus rationnelle de trouver des terrains d'entente avec leurs bailleurs, de façon à contracter des baux normaux, dans la respect toutefois des contrats et de la signature donnée.

On nous dira peut-être qu'il y a trop peu de fermes et qu'ainsi, lorsqu'une exploitation est à louer, il se produit une surenchère. Je ne conteste pas que tel soit le cas dans certaines régions de France. Je rappelle qu'hier soir nous terminions l'examen du budget de l'agriculture. Où se trouve la véritable solution ? Sachant qu'il y a des régions de France où l'on manque d'exploitants, l'effort de migration rurale qui a été évoqué au cours de cette discussion nous semble devoir remédier à ce déséquilibre.

Si l'on permettait aux exploitants trop nombreux dans certaines régions de prendre des fermes là où il y en a à louer, nous n'aurions pas cette surenchère. Il faut donc revenir à ce problème de migration, dont la solution serait un élément stabilisateur des fermages.

Votre commission de l'agriculture, pour ces différentes raisons, n'a pas cru devoir retenir le texte de l'Assemblée nationale. Cependant, reconnaissant que depuis le vote de la loi du 31 décembre 1948 il a encore été conclu des baux abusifs, con-

sidérant que certains preneurs, aussi bien que certains bailleurs, n'ont peut-être pas profité de cette disposition législative relative à la révision, mais désirant donner un texte en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, — respectant en cela la Constitution et mettant en œuvre le peu de pouvoir que nous avons, — la commission de l'agriculture a pensé qu'il était opportun d'ouvrir un nouveau délai. C'est pourquoi elle vous propose un autre texte, au lieu et place de celui qui nous est transmis par l'Assemblée nationale.

Nous voudrions tout de même que le Parlement ne revienne pas constamment sur ces textes. Jusqu'à présent, vingt-quatre textes ont été promulgués depuis la libération sur le statut du fermage. Il serait temps d'obtenir une stabilité et de laisser les parties aboutir à un accord qui, heureusement, dans la grande majorité des cas, est possible. A vouloir légiférer sur des cas qui sont souvent des exceptions, on ne fait que compliquer les problèmes, remettre les textes en chantier et évoquer la plupart des baux devant les tribunaux paritaires, au moment même où le garde des sceaux du présent Gouvernement, suggère la suppression de ces juridictions. (*Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission de la justice.

M. Jean Boivin-Champeaux, rapporteur pour avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. Mesdames, messieurs, je n'ai rien à ajouter aux excellentes observations qui viennent de vous être présentées par M. le rapporteur de la commission de l'agriculture. La commission de la justice s'est ralliée aux conceptions et au texte même de la commission de l'agriculture sans en changer un seul mot. Je me permets seulement d'insister sur deux points qui caractérisent le texte qui vous vient de l'Assemblée nationale.

Le premier point — que M. Driant a fait ressortir à juste raison — est celui-ci: vous savez que la loi du 31 décembre 1948 nous avait ramenés à la liberté des prix, alors que ceux-ci avaient été bloqués pendant la guerre. On comprenait très bien que pendant la guerre les prix du fermage fussent bloqués, et qu'à des temps exceptionnels correspondissent des mesures exceptionnelles. Il était temps, en 1948, de rétablir la liberté des contrats, et ce serait une véritable régression de revenir maintenant à des prix bloqués et à un contrat dont on a dit avec raison qu'en réalité il serait fait à la préfecture. Il y a là un premier point qui est de nature à nous faire repousser le texte voté par l'Assemblée nationale.

Il y en a un second qui est au moins aussi important que le premier et qui a trait aux investissements. Comment? Le propriétaire, lorsqu'il aura investi des fonds dans son exploitation, lorsqu'il aura fait un effort pour l'améliorer, n'aura droit qu'à une rente en argent, c'est-à-dire à une rente susceptible de varier suivant les événements et les fluctuations du franc? Si vraiment, on veut tuer l'habitat rural, on n'a qu'à voter des dispositions de ce genre.

Quand je vois un pareil texte, je ne peux m'empêcher de me rappeler les innombrables lois sur les loyers que nous avons votées avant la guerre et qui ont amené la ruine de l'habitat urbain. Pour toutes ces raisons, la commission de la justice vous demande avec la commission de l'agriculture de rejeter le texte voté par l'Assemblée nationale. (*Applaudissements au centre, à droite et sur quelques bancs à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Martial Brousse.

M. Martial Brousse. Mes chers collègues, le 3 juillet 1952, l'Assemblée nationale a voté une proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1948 concernant l'article 22 du statut du fermage. Notre commission de l'agriculture nous rapporte un texte bien différent de celui de l'Assemblée nationale et je veux vous indiquer les raisons pour lesquelles il ne me donne pas satisfaction.

L'Assemblée nationale a voté une proposition de loi, dont deux dispositions essentielles constituent, à mon avis, un ensemble cohérent et surtout efficace. C'est d'abord le retour à la référence de 1939, en y apportant des possibilités de dérogation indispensables, afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques depuis cette date. C'est ensuite la possibilité de corriger les abus qui se sont produits depuis l'application de la loi du 31 décembre 1948.

Ce texte n'a pas été adopté à la légère puisque, en dehors de la discussion générale, le débat sur l'article unique a rempli à peu près dix pages du *Journal officiel*.

Nous devons nous souvenir également qu'un texte à peu près semblable ayant trait à l'article 22 a été adopté en mars 1951 et qu'il avait été sérieusement discuté au cours de plusieurs séances à la commission de l'agriculture de l'Assemblée nationale.

La loi du 31 décembre 1948 prévoit bien sûr que les commissions consultatives se référeront aux prix appliqués en 1939; mais parce que, d'abord cette référence ne joue qu'à titre indicatif, et aussi parce que les dispositions de cette loi ne sont pas d'ordre public, aussitôt ce texte permet la manifestation de nombreux abus.

Je reconnais du reste bien volontiers, j'en suis très heureux, que la majeure partie des bailleurs n'a pas profité de cette latitude et que les augmentations abusives n'intéressent qu'un nombre relativement faible de contrats. Je croyais même qu'ils étaient inférieurs à 25 p. 100, pourcentage que tout à l'heure le rapporteur, M. Driant, nous a indiqué.

Je voudrais brièvement citer quand même deux exemples à ce propos. Un jeune cultivateur de trente-deux ans, métayer et père de deux enfants, demande la transformation de son bail en fermage. Le propriétaire fait jouer son droit de reprise; il prend possession de la ferme qui comprenait, sur 80 hectares, environ 20 hectares de terres labourables d'un seul tenant. Il clot cette grande parcelle, et sur son fonds transformé entièrement en herbage il fait de l'embouche. Le preneur, avec sa famille, son cheptel et son bétail, trouve, après recherche, une exploitation, louée en 1939 un quintal et demi. Il ne peut l'obtenir qu'au prix de 260 kilogrammes de blé à l'hectare. Désireux de ne pas tout perdre et de faire vivre sa famille, il a accepté de signer un tel bail.

Voici un autre exemple. Un jugement récemment rendu déboute un fermier qui avait présenté une demande en révision, parce que, dit un des attendus: « aux termes de la loi du 31 décembre 1948, les quantités fixées par les arrêtés préfectoraux ne sont données qu'à titre indicatif ». Ce jugement nous montre que les tribunaux peuvent ne pas réduire le nouveau fermage, même lorsque ce dernier est supérieur de plus de 10 p. 100 à celui de 1939. Nous avons ainsi donné satisfaction aux demandeurs, qu'ils soient bailleurs ou qu'ils soient preneurs.

Notre commission de l'agriculture reconnaît que des baux abusifs ont été conclus, que certains ne sont pas adaptés aux conditions économiques actuelles. Pour y parer, elle propose d'ouvrir, à partir du 1^{er} janvier 1953, un délai de six mois pour la révision de ces baux conclus du 1^{er} janvier 1948 au 31 décembre 1952.

Avant la loi du 31 décembre 1948, les bailleurs avaient, du reste, certaines raisons légitimes de tendre à l'augmentation des quantités de denrées demandées au preneur. En effet, pendant plusieurs années le prix du blé-fermage étant le prix moyen de cette denrée — et souvent très inférieur au prix réel, parce que le prix de cette céréale augmentait chaque année — le propriétaire touchait une somme inférieure à celle qu'il était en droit d'espérer. Il en était de même pour les baux conclus suivant la valeur d'autres denrées, puisque le fermier pouvait se libérer en diminuant de 15 p. 100 la valeur des produits livrés.

De nombreux propriétaires — on ne saurait leur en faire grief — ont donc, lors du renouvellement d'un bail, demandé pour compenser ces pertes, et ce, avant 1948, des quantités de denrées supérieures à celles prévues dans les baux antérieurs. Aujourd'hui, le prix du blé-fermage est celui fixé à l'échéance du terme. D'autre part, la réduction de 15 p. 100 ayant été supprimée, il serait normal que les quantités de denrées prévues dans ces baux fussent diminuées en conséquence.

Les propriétaires font état aussi du coût élevé des réparations par rapport au prix des produits servant de base au fermage. Ils ont certainement raison de se plaindre, mais les fermiers doivent-ils supporter à eux seuls les conséquences pécuniaires de cette situation, alors qu'ils n'en sont en rien responsables?

La loi du 31 décembre 1948, même complétée par le texte de notre commission, ne peut pas permettre la remise en ordre de la situation résultant des augmentations de prix que je viens de signaler. La référence à 1939 étant, non pas impérative, mais seulement indicative devient illusoire.

Pourquoi, nous dit-on, prendre la référence à 1939? Je ne pense pas que les preneurs et les bailleurs qui se sont mis d'accord tiennent essentiellement à l'année 1939, mais il faut bien reconnaître que c'est l'année la plus proche de nous pendant laquelle les conditions économiques aient été normales et que, depuis cette époque, surtout depuis la Libération, il y a, sur le marché du fermage, beaucoup plus de demandes que

d'offres pour de nombreuses raisons et, essentiellement, parce que la dépréciation continue de notre monnaie a rendu méfiants nombre de cultivateurs. Beaucoup de ces derniers, déjà âgés, continuent à exploiter leur fonds parce qu'ils craignent qu'en liquidant leur cheptel ils ne soient plus tard, par suite de la diminution du pouvoir d'achat du franc dans une situation pénible, et parce que l'épargne paysanne ayant diminué, les cultivateurs ne peuvent réaliser leurs économies qu'à un âge plus avancé que dans le passé.

Je suis le premier à reconnaître que le texte de l'Assemblée nationale n'est pas parfait et qu'il eût été nécessaire de l'amender, notamment en ce qui concerne la question des investissements. Je parle des investissements faits en cours de bail, et non des investissements faits avant bail. Le texte de l'Assemblée nationale permet d'en tenir compte non seulement en espèces, mais également en quantité de denrées. Mais je ne puis approuver le bouleversement complet que lui a fait subir la commission de l'agriculture.

Il ne faut pas s'exagérer les effets de ce que l'on tend à appeler le blocage du prix du fermage et surtout ne pas les comparer à ceux qui se sont manifestés à la suite du blocage des loyers d'habitation. Il ne s'agit pas de favoriser une baisse systématique des fermages pour éviter une hausse préjudiciable à l'ensemble de l'agriculture elle-même.

Le texte de l'Assemblée nationale lie le prix du fermage à celui des denrées agricoles et non pas à la valeur du franc comme le fait la loi sur les loyers d'habitation. La situation est loin d'être comparable.

Je connais de nombreux propriétaires de locaux d'habitation qui seraient satisfaits d'avoir des baux conclus dans les mêmes conditions que les baux ruraux.

La cause n'étant pas la même les effets en seront nécessairement différents.

Le texte de l'Assemblée nationale ne cristallise pas, non plus obligatoirement et définitivement le prix des fermages, puisque, d'une part, ce prix variera avec le prix des denrées prises comme base et que, d'autre part, il sera tenu compte pour les nouveaux baux et ceci en quantité de denrées supplémentaires, des impenses faites depuis 1939 par le bailleur, de même que les charges supportées en 1939 par les fermiers, mises par la loi à la charge des bailleurs, comme l'impôt foncier, peuvent être compensés par une augmentation du fermage.

Enfin, il est prévu une marge de 10 p. 100 pour donner aux contrats une souplesse indispensable.

Il est reproché, en outre, à la proposition de loi qui nous est soumise d'être fort compliquée. Il était possible de la simplifier, tout en maintenant, de façon impérative, le principe de la référence à 1939.

Croyez-vous vraiment que le texte proposé par votre commission qui ajoute un paragraphe à ceux déjà nombreux de la loi du 31 décembre 1948 simplifiera cette dernière ?

Quant à l'encombrement des tribunaux paritaires, je n'y crois guère, parce que je sais qu'il y a en France plus de propriétaires raisonnables et qu'une minorité d'entre eux seulement aura à majorer les baux de plus de 10 p. 100. Ce sont les seuls susceptibles d'être révisés.

Certes, il y a dans cette proposition de loi une réglementation indéniable des contrats, réglementation qui ne manque pas cependant de souplesse, grâce à son application dans le cadre départemental, grâce aussi aux possibilités qu'elle offre de dépasser d'un dixième les prix correspondants de 1939 et d'inclure, dans le nouveau prix, les améliorations apportées au fonds par le bailleur.

Mais est-ce qu'il n'y a pas, dans la vie économique du fermier, des réglementations jouant contre lui et légitimant la seule qui soit prise en sa faveur ? Quelle est, en effet, à l'heure présente, du point de vue économique, la situation du preneur ? Les prix de vente de ces produits sont stabilisés. S'il occupe quelques ouvriers, il doit leur assurer une rémunération convenable, réglementée à des prix au-dessous desquels il ne peut descendre. Personne ne trouvera à redire à cette réglementation, qui restreint la liberté du fermier du point de vue économique. Pourquoi n'accepterions-nous pas la seule réglementation qui, économiquement et socialement, le protège ?

En votant le texte de notre commission, vous allez continuer à permettre l'augmentation indéfinie des prix des fermages. Comme à ceux-ci sont liées diverses charges sociales, vous allez augmenter ces dernières. Comment ce fermier pourra-t-il, pris dans cet étau allant du blocage des prix à l'augmentation de ses charges, faire honneur à ses affaires ?

Il aura beau travailler de longues journées, lui et les siens n'y parviendront pas. Alors, ou bien il quittera la propriété pour trouver dans l'industrie ou le commerce de meilleures conditions d'existence, ou bien il n'arrivera pas à cultiver son bien en bon père de famille ni à payer son fermage, et le propriétaire en supportera les conséquences. Est-ce ainsi qu'aura été soutenu l'intérêt du bailleur ?

Dans tous les cas, en refusant cette référence de 1939, vous aurez fait de ce travailleur plein de bonne volonté, courageux et économe, un aigri, un mécontent. Je ne crois pas que vous aurez servi, du point de vue social, l'intérêt général.

J'estime, pour ma part, que l'entente que vous souhaitez avec raison voir se manifester entre bailleurs et preneurs ne peut se faire et se maintenir que si ni les uns ni les autres ont l'impression d'être les victimes d'une injustice. Ce n'est pas parce qu'aucune réclamation n'est extériorisée par l'une ou l'autre des parties que règne l'accord complet.

Je reconnais bien volontiers que la situation de beaucoup de propriétaires, avec les charges qui leur incombent, n'est pas exempte de soucis. Je suis prêt à protester quand on veut augmenter ces charges, comme voudraient le faire les propositions de réforme fiscale qui nous ont été annoncées. Mais le remède ne consiste pas à augmenter les charges du fermier. Il doit être recherché, à mon avis, dans une union de tous ceux qui vivent de la terre en vue d'augmenter la productivité agricole, de diminuer les frais de production et les frais d'entretien. Défendre tous ceux qui vivent de l'agriculture et non pas seulement une catégorie. Cette union n'est possible que dans la justice. Je suis du reste, en cela, d'accord avec un nombre respectable de bailleurs.

Le principal grief que je puisse faire au texte de votre commission, c'est qu'elle s'attaque aux effets en autorisant la révision de certains baux, mais ne s'attaque pas à la cause. Demain, les abus que nous avons constatés depuis 1949 se renouveleront, car la nature humaine n'est pas parfaite. Des baux abusifs seront signés tant que l'harmonie entre l'offre et la demande ne sera pas réalisée. Bientôt, nous serons appelés à nouveau à légiférer pour réformer ces abus, parce que nous n'aurons pas rendu, sous certaines conditions, obligatoire la référence 1939, assoupie, bien entendu, mais sans excès. Et de nouveau seront encombrés les tribunaux paritaires.

Tout à l'heure, on nous a dit que, dans la France entière, l'harmonisation pouvait se faire entre l'offre et la demande. C'est peut-être possible, mais je sais bien qu'elle ne sera pas entièrement faite du jour au lendemain. Si l'on veut faire partir les exploitants de l'Ouest pour les envoyer dans le Sud-Ouest ou ailleurs, il faudra un nombre d'années assez considérable pour cette opération.

Par conséquent, en attendant, il n'en existera pas moins entre les demandes et les offres une désharmonie et un déséquilibre qui provoqueront tous les abus que nous voudrions réprimer.

Je voudrais montrer également combien ces abus sont préjudiciables à toute l'agriculture. Vous savez que le revenu cadastral est calculé en fonction de la valeur locative, laquelle dérive du fermage. Si le prix de ce dernier augmente, le revenu cadastral augmente autant à plus ou moins brève échéance. Or, de nombreuses charges sociales de l'ensemble des exploitants sont liées au fermage par le truchement du revenu cadastral. C'est, par exemple, la cotisation aux allocations familiales, ce sont les cotisations d'assurance vieillesse, ce sont aussi certains impôts comme l'impôt foncier aujourd'hui, et demain, peut-être, l'impôt sur les bénéfices agricoles.

En conséquence, ces augmentations inconsidérées de fermage provoqueront une élévation de toutes ces charges supportées par les fermiers, assurément, mais aussi par tous les exploitants agricoles.

Réprimer les abus, légiférer pour les éviter, est parfaitement raisonnable. Nombre de bailleurs le comprennent. Je suis persuadé que c'est de cette façon que l'on défend le mieux l'intérêt général et l'intérêt permanent de l'agriculture.

En résumé, je vous demande, mes chers collègues, de ne pas voter le texte de la commission de l'agriculture, parce qu'il laisse aux abus que nous condamnons tous, la possibilité de se perpétuer en refusant de rendre d'ordre public des dispositions rendant obligatoire la référence 1939 et en maintenant cette obligation à titre simplement indicatif. Or, cette obligation seule peut, dans les conditions actuelles de la location des terres maintenir un juste prix des fermages, harmonisant l'intérêt des bailleurs raisonnables et des preneurs ; seul moyen aussi pour que notre terre de France ne soit pas en partie cul-

tivée par des étrangers qui acceptent des prix élevés parce qu'ils sont souvent mieux équipés et ont reçu une formation professionnelle qui n'est encore en France qu'à l'état embryonnaire.

Je vous demande de le repousser aussi et surtout parce qu'il ne résout rien, s'attaquant aux effets et non à la cause, parce qu'il est antiéconomique en permettant une élévation sans frein d'un élément des frais de production et va à l'encontre de la politique de stabilisation du Gouvernement actuel.

Enfin, ayant toujours eu à cœur de défendre les exploitations familiales, je ne puis voter un texte qui ne permettrait pas à une catégorie particulièrement intéressante de ces exploitations d'être, malgré leur travail pénible et absorbant, rémunérées équitablement de leurs efforts, texte qui aurait encore pour résultat de freiner l'évolution économique et sociale non seulement des preneurs, mais par ses répercussions fiscales et paralysantes, aurait pour résultat, dis-je, de nuire à l'ensemble des exploitants agricoles alors que l'intérêt général du pays exige — et vous le savez bien, mes chers collègues — que notre agriculture soit de plus en plus prospère afin de rémunérer plus largement qu'aujourd'hui le travail de tous les paysans. *(Applaudissements sur divers bancs.)*

M. le président. La parole est à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Mes chers collègues, c'est assez brièvement que je vais m'efforcer de vous dire les raisons pour lesquelles je ne puis pas être d'accord avec le texte proposé par la commission de l'agriculture.

Je serai assez bref, parce que l'orateur précédent a donné toutes les raisons que justifie une position à laquelle je me rallie assez facilement.

Je dois reconnaître que notre rapporteur de la commission de l'agriculture a dans son rapport écrit, posé d'une façon très claire, le problème. Je crois que nous devons lui en savoir gré. Il précise que « dans la législation de 1948, si les parties s'entendent, le prix des baux est fixé librement ». Il ajoute que « lorsqu'il y a désaccord, certaines garanties sont accordées ». Il note que le texte de la loi de 1948 donne satisfaction à l'immense majorité.

C'est sur ce dernier point que je me permettrai de ne pas être totalement d'accord sur les faits et avec les conséquences que le rapporteur en tire.

En effet, dans la loi de 1948, c'était le régime de la liberté totale. Dans la mesure où il est possible, nous l'admettrions volontiers. Mais, d'une part, lorsqu'il y a désaccord et que les parties vont devant les tribunaux paritaires, les garanties qui leur sont données sont assez réduites — comme d'ailleurs on vient de le préciser — puisque le texte de 1948 ne donne la référence 1939 qu'à titre indicatif et que les tribunaux peuvent fort bien permettre des limites dépassant les incidences 1939.

D'autre part, le rapporteur précise que le texte de 1948 donne satisfaction à la grande majorité, mais je crois que nous ne devons pas légiférer uniquement pour la majorité.

En effet, il arrive bien souvent, mes chers collègues, que vous êtes amenés à voter un texte de loi pour réagir contre des abus qui sont le fait d'une minorité. Certes, je ne voudrais pas laisser penser qu'un grand nombre de propriétaires abusent de leur force économique à l'égard de leurs locataires. Je ne pense pas que 25 p. 100 des propriétaires en abusent ainsi et il ne saurait s'agir que d'une minorité bien plus faible. Mais enfin, lorsqu'un texte interdit l'assassinat, il n'empêche que la grosse majorité des Français ne sont pas des assassins, mais on estime devoir se prémunir contre les abus de quelques-uns.

Je crois donc, puisqu'il est prouvé, démontré, reconnu par tous, qu'il existe des abus et même des abus criants, bien que très limités dans leur nombre, je crois indispensable d'appor-ter toute notre attention à cette question et de chercher à faire régner la paix par la justice dans nos campagnes.

Je ne vous donnerai pas à mon tour d'exemples de ces abus, que je pourrais prendre dans mon département. Vous en trouverez de nombreux dans les débats à l'Assemblée nationale et notre collègue M. Brousse vous en a cité d'autres. D'ailleurs, le fait a été reconnu par notre rapporteur et, dans son exposé, M. le rapporteur pour avis de la commission de la justice déclare : « Il est vrai qu'il y a des fermages abusifs ». Il en donne comme raison la rareté des exploitations, l'abondance de la demande. En conclusion : « ... il est bon, dit-il, d'y mettre fin ».

Je crois donc que tout le monde, même ceux qui ne sont pas d'accord avec le texte voté par l'Assemblée, reconnaît qu'il y a des abus, mais qu'ils sont peu nombreux. Or, il est facile de les comprendre; il suffit de connaître un peu comment les choses se passent dans nos campagnes.

Lorsqu'un fermier entre en difficultés avec son propriétaire, s'il a affaire à un propriétaire qui n'y met pas une suffisante bonne volonté, il risque de perdre sa ferme et, dans ce cas, il sait bien que, actuellement, il lui serait très difficile d'en retrouver une autre.

Je sais qu'il pourrait peut-être, comme le proposait notre rapporteur, se transporter à l'autre bout de la France. En fait, cette solution répugne à beaucoup qui ont leurs habitudes et leurs attaches familiales et qui, également, ont une compétence pour certaines cultures, mais pas pour d'autres. De ce fait, pour ne pas entrer en difficultés graves avec le propriétaire, pour ne pas perdre son gagne-pain et pour ne pas être acculé à abandonner sa profession et à aller en ville constituer un fonctionnaire de plus, ce cultivateur continue à exploiter dans des conditions anormales. De ce fait, apparemment, il n'y a pas de litiges, mais en fait, il y a une injustice.

L'Assemblée nationale avait voulu dans son texte apporter un remède à cette situation. Elle estimait que, puisque la loi de 1948 d'une part ne prévoyait pas de maxima aux baux dans les accords entre les parties et d'autre part ne donnait aucune limite aux juges lorsqu'il y avait litige, une garantie manquait et elle a voulu, par le texte qui a été voté, donner une limite absolue aux baux.

Certes, il existe encore une liberté, la liberté en dessous d'une limite qui paraissait raisonnable, et comme cette limite devait varier suivant les circonstances économiques et monétaires, on avait voulu la lier à la référence aux prix normaux des baux en 1939.

Je ne suis pas, pour ma part, d'accord avec l'intégralité du texte de l'Assemblée nationale et j'aurais aimé qu'on le corrige sur certains points, et notamment en ce qui concerne l'indemnisation des investissements du propriétaire. Mais, à ces modifications près, je crois que le texte, avec ses limites, ne peut gêner que les propriétaires qui ont envie d'abuser. Nous avons dit, et nous sommes tous d'accord pour dire, que ceux-ci sont une minorité.

De fait, les propriétaires raisonnables — et c'est le grand nombre — appliquent les limites basées sur les références 1939, et dans la plupart des baux la loi que l'Assemblée nationale a votée est appliquée avant la lettre. Donc ce texte ne nous gêne pas, avec les réserves que j'ai faites concernant certains points de détail et un point important: l'indemnisation des investissements des propriétaires. Ce texte ne nous gêne pas parce que la limite des libertés en général, c'est précisément leur abus et c'est le droit des autres.

Je crois, messieurs, que nous ferions à la fois une œuvre de sagesse et, également, une œuvre de justice en nous rapprochant beaucoup du texte de l'Assemblée nationale. En effet, dans la solution qui est préconisée par le rapporteur de la commission de l'agriculture, nous ne voyons pas de garantie solide.

Tout d'abord des abus, il y en a eu et il y en aura toujours, parce qu'il y aura toujours une minorité de gens qui chercheront à utiliser le fait qu'ils sont les plus forts. La solution qu'on vous propose c'est la limitation à trois ans. Alors tant pis pour les abus antérieurs à ces trois ans et tant pis pour ceux qui se produiront dans l'avenir. Précisément, cela ne constitue pas pour nous une garantie sérieuse.

D'autre part, la solution qui consiste simplement à aller devant les tribunaux paritaires ne constitue pas non plus pour nous une garantie suffisante. En effet, de nombreux locataires préféreront subir cette injustice que d'aller devant le tribunal paritaire, car ils ne sont pas libres, en fait, d'entrer en conflit avec leur propriétaire. Tous ceux qui connaissent la vie dans nos campagnes savent bien qu'on ne peut pas, à la légère, entrer en conflit avec son propriétaire, même si l'on souffre d'une injustice grave, parce qu'on risque de tout perdre.

Considérant, en conséquence, qu'en face d'un texte qui pouvait, certes, être retouché, mais qui était une œuvre de sagesse et de justice, on vous proposait, au nom d'une liberté totale et sans limite, de retirer ces garanties, nous ne pourrions abonder dans le sens de notre ami le rapporteur de la commission de l'agriculture. *(Applaudissements à gauche.)*

M. le président. La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Mes chers collègues, le groupe socialiste m'a chargé de vous exprimer son désaccord sur les textes qui vous sont présentés par les rapporteurs de vos commissions de l'agriculture et de la justice.

Les modifications apportées par l'Assemblée nationale, dans sa séance du 3 juillet, aux dispositions de la loi du 31 dé-

cembre 1948 en matière des prix des baux à ferme, résultaient d'un accord intervenu entre la section des preneurs et la section des bailleurs de la fédération nationale des syndicats d'exploitants. Ce qui différencie ces textes, c'est que, d'après la loi de 1948, l'arrêté préfectoral, pris après avis de la commission consultative des baux ruraux, fixant par région et par nature de culture les quantités de denrées représentant la valeur locative normale, n'avait qu'un caractère indicatif, alors que dans le texte qui nous est soumis, ces quantités ne pourront être supérieures aux quantités représentant en 1939 le prix normal des baux dans la région considérée. En pratique, il faut admettre que ce caractère indicatif n'avait qu'une valeur toute relative. Par contre, cette référence à 1939 peut être discutable et même discutée, mais il faut bien partir sur une base, il nous faut bien nous rapprocher d'une époque que l'on peut juger moyennement heureuse et stable, celle de 1939.

Les propriétaires bailleurs ont d'ailleurs été les premiers à bénéficier d'une certaine échelle mobile, échelle mobile des revenus lorsque, en application des lois de stabilisation de 1943 et 1946, on a transformé le prix des baux à ferme, payable en espèces, en une quantité de denrées déterminée.

Prétendre que l'on doit revenir aujourd'hui au libre passage des contrats entre bailleurs et preneurs, c'est méconnaître totalement la situation du marché des fermes à louer, c'est vouloir ignorer les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs en raison du maintien en exercice des vieux exploitants qui ne peuvent, et pour cause, prendre un repos, une retraite qu'ils ont bien gagnée. C'est, en un mot, vouloir ignorer l'appétit exagéré de certains bailleurs se trouvant en présence de nombreux candidats preneurs.

Quel que puisse être notre peu d'entrain à légiférer dans ce domaine, à défaut d'un accord total et complet entre les parties, il nous appartient cependant de réprimer certains abus. C'est pourquoi, bien que le texte qui nous vient de l'Assemblée nationale ne soit pas parfait, nous le préférons de beaucoup à celui du contre-projet que nous présente le rapporteur de la commission de l'agriculture.

Par ailleurs, le texte de l'Assemblée nationale prévoyait des dispositions spéciales en faveur des baux payables en lait et en beurre. Ces dispositions avaient déjà été admises par l'Assemblée nationale en février 1951. Elles spécifiaient que lesdits fermages tiendraient compte de l'indice pondéré de la production.

Il s'agit, en effet, monsieur Boivin-Champeaux, d'une mesure ayant un caractère local et je me permets de vous expliquer ce dont vous avouez, dans votre rapport, ne pas comprendre exactement la portée. Toutes les régions n'ont pas le climat tempéré de la Normandie, où le bétail passe une partie de l'hiver dehors et où la production laitière, au cours de cette période, n'est que sensiblement inférieure à la production d'été.

Mais je connais une région herbagère aux confins des Ardennes, la Thiérache, où l'hiver dure cinq mois, où la production laitière est presque nulle, très onéreuse et où le prix du beurre a une incidence fâcheuse sur le coût des fermages. On ne peut pas légiférer par région, certes, mais adresser à la commission consultative des baux ruraux une simple invitation, c'est un coup d'épée dans l'eau.

Quant à pénaliser le bailleur qui, de bonne foi, a fait un bail en beurre ou en lait, par rapport à celui qui l'a fait en blé, vous faites erreur, mon cher collègue; le premier, celui qui baille en beurre, reçoit actuellement un tiers du rendement total de la terre qu'il afferme, alors que le second, dont les fermages sont payables en blé, perçoit le septième ou le huitième du rapport total.

C'est avec plaisir que je note vos conclusions, de même que l'a fait mon collègue Boulanger. Cependant, vous dites: « Il est vrai qu'il y a des fermages abusifs » — je m'excuse de répéter Boulanger — « le problème est à la vérité inhérent à certaines régions déterminées, aux plus riches en particulier; la rareté des exploitations, l'abondance de la demande font monter outre mesure certains loyers; il est bon d'y mettre fin ». Mais alors, pourquoi adopter la proposition de M. Driant ?

Nous, socialistes, nous sommes prêts à œuvrer dans ce sens; et c'est pourquoi nous voterons contre le projet de M. Driant. (Applaudissements à gauche.)

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Puisque M. Naveau m'a mis en cause, je voudrais lui répondre d'un mot, et lui dire que, s'il croit faciliter l'arrivée des jeunes à la ferme par des mesures de ce genre, il se trompe complètement; car déjà le statut du fermage a produit assez de ravages, vous le savez bien, et, pour échapper aux dangers de ce statut, nombre de propriétaires ont fait tout ce qu'ils ont pu pour reprendre leurs exploitations. Et vous croyez qu'avec une loi de ce genre, qui déterminera le prix entre le fermier et le bailleur, vous trouverez beaucoup de propriétaires pour consentir des baux? Au contraire, le mouvement de reprise par les propriétaires s'accéléra. Voilà quel sera le résultat de votre loi.

En second lieu, voulez-vous me permettre une question relative à la fixation du fermage en lait et en beurre. Je vous ai dit que je ne comprenais pas. Peut-être allez-vous m'éclairer. Le texte de la loi dit qu'il faudra rechercher le prix normal en 1939. Si vous décidez que, pour calculer ce prix normal, on prendra un quart du prix d'hiver et trois quarts du prix d'été, il faudra nécessairement augmenter le nombre de litres de lait déterminant le prix du produit. Je ne vois vraiment pas le résultat pratique.

M. Charles Naveau. Vous accepterez donc la référence à 1939 sur ce point ?

M. le rapporteur pour avis. Pas plus dans ce cas que dans d'autres !

M. Charles Naveau. Mais si, puisque vous vous en servez comme argument contre moi !

M. le rapporteur pour avis. Je vous explique seulement pourquoi je ne comprends pas le texte de la loi.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?

La discussion générale est close.

Avant de consulter le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique, je donne la parole à M. Georges Boulanger.

M. Georges Boulanger. Mes chers collègues, je demande le renvoi à la commission pour prise en considération du texte de l'Assemblée nationale.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. Mesdames, messieurs, la commission de l'agriculture a délibéré sur la question de la prise en considération du texte qui nous vient de l'Assemblée nationale. Il y a déjà eu, en commission de l'agriculture, un changement de rapporteur. J'ai rapporté le point de vue de la majorité de la commission. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de retourner devant cette commission pour trouver un accord que nous n'arriverons pas à réaliser. Je crois donc rester objectif et traduire le sentiment de la majorité de la commission de l'agriculture en demandant au Conseil de la République de ne pas décider le renvoi en commission, mais de passer à la discussion de l'article unique. (Applaudissements sur plusieurs bancs au centre et à droite et sur quelques bancs à gauche.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte le Conseil de la République sur la demande de renvoi à la commission, renvoi auquel celle-ci s'oppose.

(Le renvoi n'est pas ordonné.)

M. le président. Je consulte le Conseil de la République sur le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(Le Conseil décide de passer à la discussion de l'article unique.)

M. le président. M. Primet et les membres du groupe communiste ont présenté un contre-projet (n° 1) ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — L'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, est de nouveau modifié.

« Pour les baux à ferme, le préfet demande à la commission consultative des baux ruraux de dresser pour les diverses régions du département la liste des denrées de la production locale ou régionale (au maximum 4) qui serviront exclusivement de base au calcul du prix des baux et les quantités de denrées représentant par nature de culture la valeur locative en 1939 des biens loués.

« Dès réception de l'avis de la commission et en cas de carence de cette dernière, deux mois après sa demande d'avis, le préfet fixe par arrêté la liste et les quantités de denrées conformément à l'alinéa précédent.

« Ces quantités ne pourront, en aucun cas, être supérieures aux quantités représentant en 1939 le prix normal du bail considéré.

« Le prix de chaque fermage, évalué sur ces bases en une quantité de denrées, est réglable soit en nature, soit en espèces. Les parties optent pour le mode de paiement à la conclusion du bail. Le paiement en espèces s'effectuera au cours moyen d'échéance. La fixation du cours moyen est faite par arrêté préfectoral, après avis de la commission consultative.

« Le prix de chaque fermage, calculé selon les alinéas précédents, ne peut comprendre, en sus, aucune redevance, prestation ou service de quelque nature que ce soit. Cette disposition est applicable aux baux en cours et prend effet dès sa promulgation.

« Les dispositions des alinéas ci-dessus sont d'ordre public.

« Les prix des baux déterminés suivant les dispositions précédentes subissent une diminution de 15 p. 100.

« Le preneur ou le bailleur qui, lors de la conclusion du bail, a accepté un prix supérieur ou inférieur à la valeur locative normale du bien loué, peut saisir le tribunal paritaire. Celui-ci fixera le prix du fermage suivant les modalités ci-dessus.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux baux des domaines de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics lorsqu'ils portent sur des établissements agricoles.

« Art. 2. — L'article 22 bis ajouté à l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 est de nouveau modifié comme suit :

« Dans le bail à part de fruit ou colonat partiaire, la part du bailleur ou prix du bail ne peut être supérieure au tiers des principaux produits, y compris ceux du cheptel vif, des productions viticoles, tabacoles et fruitières. Les produits qui n'étaient pas partagés conformément aux usages locaux antérieurs demeurent exclus du partage.

« Le partage des frais d'exploitation se fera entre les parties dans les proportions définies au précédent alinéa.

« En aucun cas, la part réservée à un métayer par un bail antérieur ne pourra être diminuée en application de la présente loi. Les avantages précédemment acquis par le preneur ne pourront être mis en cause.

« Le preneur ne peut être astreint, en sus de la part des produits revenant au bailleur, à aucune redevance, prestation ou service, soit en nature, soit en argent, soit en travail, quelle qu'en soit la forme ou l'origine.

« Le propriétaire ne peut en récupérer le montant par une modification des conditions de partage.

« Les dispositions du présent article sont d'ordre public; elles sont applicables aux baux en cours. »

La parole est à M. Primet.

M. Primet. A propos de ce deuxième projet, il a encore été fait allusion à un accord qui serait intervenu entre les représentants des preneurs et des bailleurs. Cet accord, intervenu rue Scribe, est exactement le même que celui qui avait été conclu en ce qui concerne la conversion du métayage en fermage.

En effet, si j'examine les résolutions du quatrième congrès national de la section nationale des preneurs de baux ruraux des 11 et 12 mars 1952, j'y trouve des demandes contraires aux accords qui ont pu être passés par certains dirigeants sur le plan national. Je lis notamment :

« ...Réaffirmation leur attachement au statut actuel du fermage et du métayage qu'ils estiment d'ailleurs défiguré par l'interprétation de la cour de cassation, ainsi que leur attachement aux tribunaux paritaires; demandant, par suite de l'augmentation abusive des charges qui pèsent sur eux, de reprendre d'urgence les dispositions assurant sans équivoque la référence à 1939 pour le montant du fermage, le partage effectif aux deux tiers et la possibilité réelle de conversion ».

Dans une autre résolution d'un caractère plus général, je trouve ce membre de phrase : « ...que les fermages soient obligatoirement basés sur la valeur locative normale des baux en 1939, avec possibilité de révision des baux anormalement élevés ou anormalement bas ».

L'immense majorité des fermiers de France, au cours de ce congrès, a marqué son attachement à la référence 1939, et on se demande comment les dirigeants ont pu passer un accord avec les bailleurs sans l'accord préalable, dans un congrès exceptionnel ou normal, de ceux qui les ont mandatés à la direction de l'organisation.

Pour défendre le projet inacceptable qu'il nous a soumis, le rapporteur a déclaré que, dans 75 p. 100 des départements français, les fermages n'ont pas subi d'augmentation. Je ne sais à quelle source il s'est référé, mais je lui demande de réfléchir sur le fait suivant : une revue de caractère officiel, *Etudes et conjoncture*, a publié un compte rendu très intéressant, indiquant la part de la rente foncière dans le revenu agricole; voici les chiffres : en 1946, 35 milliards de francs; en 1947, 60 milliards de francs; en 1948, 100 milliards de francs; en 1949, 140 milliards de francs; en 1950-1951, 160 milliards de francs. Ainsi, les revenus de la rente foncière, c'est-à-dire les revenus des fermages, ont augmenté, par rapport à 1946, dans une proportion de quatre fois et demie.

M. Chaintron. C'est très juste.

M. Primet. La loi du 31 décembre 1948 est responsable de cette situation. On a voulu rétablir par cette loi la liberté des fermages dans une période où la liberté n'est pas possible et où cette liberté établit une véritable loi de la jungle dont les fermiers sont les victimes.

A l'occasion de ces discussions, on invoque toujours le droit de propriété des propriétaires fonciers, mais on oublie toujours, et de plus en plus, d'invoquer un certain droit de propriété, le droit de la propriété culturale des fermiers, cette propriété du travail et de l'épargne que nous trouvons aussi légitime que l'autre.

Je dois de suite dire au Conseil de la République que j'ai déposé ce contreprojet parce que le groupe communiste ne peut accepter ni le texte de l'Assemblée nationale, ni celui du Conseil de la République. Au cours des années qui se sont écoulées depuis la libération, nous avons toujours défendu cette même position. Une certaine année, nous sommes arrivés à faire triompher un contreprojet dans cette enceinte, alors que l'Assemblée nationale s'était prononcée dans un sens différent. Ce contreprojet, que j'avais déposé moi-même, qui avait été rapporté par notre collègue Minvielle, et qui fut voté par le Conseil de la République, demandait la stabilisation des prix des fermages, parce que nous constatons déjà, à ce moment, que la situation des fermiers et des métayers allait toujours en s'aggravant. Devant l'indication qui avait été fournie par le Conseil de la République, c'est à l'unanimité que l'Assemblée nationale s'était par la suite prononcée pour une stabilisation des prix des baux à ferme en tenant compte de la référence à 1939.

Mais, petit à petit, à la faveur des diverses élections qui ont amené dans les assemblées des représentants de la grosse propriété foncière, les avantages qui avaient été accordés aux fermiers et aux métayers au lendemain de la libération furent rognés, et c'est ainsi que fut votée cette loi du 31 décembre 1948 qui a permis des contrats de fermage abusifs.

Le texte qui nous est soumis n'envisage pas la révision de tous les baux abusifs, mais seulement d'une certaine partie. En cela, il n'est pas acceptable. Outre cette première raison, ce qu'on peut lui reprocher, comme le disait notre collègue Brousse, c'est de s'attaquer aux effets du mal, mais non aux causes, et la cause réelle de ces abus, la raison essentielle de l'existence de tels baux, c'est bien cette loi du 31 décembre 1948 qui a abandonné la référence à 1939.

Pourquoi cette référence à 1939 ? Chacun le sait parfaitement : on voudrait aujourd'hui feindre d'ignorer ce qu'elle représente. On nous en a parlé pendant des années et la situation économique n'a pas tellement changé depuis un an ou deux. Jamais on ne mettait en cause cette référence. Elle se justifie, car elle correspond à une époque où l'offre et la demande en matière de fermage s'équilibraient, ce qui permettait de réaliser des contrats normaux et loyaux entre preneurs et bailleurs.

Mais, depuis, les choses ont changé du point de vue économique. Notre collègue Driant disait fort justement qu'il faut évoluer pour tenir compte de la situation économique. Seulement, vous évoluez dans le sens exactement contraire, c'est-à-dire qu'à l'occasion de difficultés économiques beaucoup plus grandes pour les fermiers et les métayers, vous voulez faire voter un projet qui va encore accroître ces difficultés dans une période où il n'est pas possible à un fermier ou à un métayer, en raison de l'afflux considérable des demandes, d'obtenir un fermage. On comprend très bien qu'il arrive finalement à composition et qu'il soit obligé d'accepter les condi-

tions qui lui sont imposées par un bailleur à l'appétit féroce. La notion des maxima et des minima contenue dans le projet de l'Assemblée nationale, nous savons ce que cela veut dire. Elle permet, en définitive, au bailleur d'augmenter, une fois de plus, la valeur actuelle des baux, et nous ne doutons pas que les bailleurs pratiquent le taux maximum.

Ce que nous reprochons également à ce projet, dans un autre domaine, c'est que la liste des denrées établies sur proposition de la commission consultative des baux ne soit plus, comme dans l'ancien texte du statut du métayage et du fermage, limitée à un certain nombre d'articles. La liste initiale limitait à quatre le nombre des denrées; il n'y a plus aucune limitation. Dans ces conditions, certaines régions de polyculture — je ne veux pas dire dans toutes: les régions où l'on cultive le blé et la betterave ne sont pas visées — risquent de connaître de grosses difficultés, car on pourra prendre pour base d'établissement des baux des denrées qui, leur cours étant en hausse, feront augmenter le prix des fermages. D'ailleurs, le seul fait de choisir une denrée qui n'avait pas été prévue pour fixer le nouveau prix du bail à ferme n'entraînerait-il pas automatiquement la disparition de toute référence à 1939 ?

Dans le texte de l'Assemblée nationale est inscrite la faculté de réclamer la révision quand le maximum est dépassé de 10 p. 100. Cela veut dire que déjà l'on accepte le maximum et qu'ensuite on tolère même 10 p. 100 au-dessus du maximum. De toute façon, quand le fermier demandera la révision, celle-ci ne pourra intervenir qu'après trois ans.

Devant les difficultés que va apporter à nos fermiers et à nos métayers le texte proposé, notre groupe présente un contre-projet qui prévoit, sans aucune espèce d'échappatoire possible, la référence à 1939.

On nous dit que nous ne respectons pas les contrats, mais je demande quelle est la valeur d'un contrat signé dans les conditions actuelles. Nombreux sont nos collègues, tant M. le rapporteur pour avis de la commission de la justice que M. le rapporteur de la commission de l'agriculture qui ont reconnu qu'il n'était pas possible de considérer comme loyal un contrat signé dans les conditions économiques actuelles. Le fermier, placé dans l'alternative d'accepter l'augmentation du fermage ou d'abandonner l'exploitation, accepte évidemment les conditions draconiennes qui lui sont faites par son bailleur.

La migration paysanne pour rétablir l'équilibre est une vue de l'esprit. Demander à une famille de paysans, qui a l'habitude des cultures pratiquées dans les départements de l'Ouest, d'abandonner ces cultures pour faire de la viticulture, cela ne ressemble à rien. En France, on trouve des cultures régionales auxquelles, de père en fils, on s'est habitué. Nos paysans sont qualifiés pour faire de la bonne culture, mais les charges qui écrasent les fermiers et les métayers ne le permettent pas, non plus d'ailleurs que les perspectives, chaque jour renouvelées, de reprise par des propriétaires.

Ceux-ci, pour ce qui est de l'économie agricole française, nous ont montré comment bien souvent les conditions dans lesquelles ils exploitent. Ce sont beaucoup plus les chardons que le bon blé qui poussent sur certaines terres des départements de l'Ouest. La terre peut être reprise par certains hobereaux qui n'ont jamais tenu la charrue; il n'en reste pas moins que l'économie agricole française en souffrira encore plus. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission de l'agriculture n'a pas eu à discuter du contreprojet présenté par M. Primet et les membres du groupe communiste, M. Primet ayant indiqué en commission que, comme pour la proposition de loi précédente, il déposerait son contreprojet en séance.

Je tiens cependant à faire remarquer au Conseil que le texte proposé par M. Primet va beaucoup plus loin que le texte qui nous vient de l'Assemblée nationale. En premier lieu, la référence à 1939 est non seulement obligatoire, mais il n'y a pas d'exception, alors que le texte de l'Assemblée nationale prévoit cette exception.

Deuxièmement, le contreprojet aggrave le texte en ce sens qu'il réduit de 15 p. 100 le prix des baux légalement déterminé.

Troisièmement, aucune disposition n'est prévue en cas d'investissements dépassant les obligations du propriétaire. Enfin aucun délai n'est fixé pour la révision des baux.

D'autre part, nous trouvons un article 2 qui vise une modification de l'article 22 bis. Il s'agit là d'un texte qui n'a pas été

discuté par l'Assemblée nationale et que reprend le contreprojet de M. Primet.

Pour toutes ces raisons je pense être l'interprète de la commission en disant qu'elle n'aurait pas accepté ce contreprojet si elle avait eu à en discuter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Camille Laurens, ministre de l'agriculture. Le Gouvernement s'en rapporte à l'avis de la commission.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur le contre-projet ?..

Je consulte le Conseil sur sa prise en considération, repoussée par la commission et par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par M. Primet et le groupe communiste.

Le scrutin est ouvert.

(*Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.*)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants.....	305
Majorité absolue	153
Pour l'adoption	71
Contre	234

(*Le Conseil de la République n'a pas adopté.*)

M. le président. Je suis saisi d'un second contreprojet, présenté par MM. Brousse, Lemaire, Georges Boulanger, Naveau, Durieux, Tellier, Boudet et Vandaele, qui tend à reprendre, en le modifiant, le texte voté par l'Assemblée nationale.

Je donne lecture de l'article unique de ce contreprojet :

« Article unique. — L'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi n° 48-2010 du 31 décembre 1948, est de nouveau modifié comme suit :

« Pour les baux à ferme, la commission consultative dresse, pour les diverses régions du département et, s'il y a lieu, par type d'exploitation, la liste des denrées de la production locale ou régionale qui serviront exclusivement de base au calcul du prix des baux et les quantités maxima et minima de ces denrées représentant, par nature de cultures et suivant leur classe, la valeur locative normale des biens loués.

« Dès la réception de l'avis de la commission et, en cas de carence de cette dernière, deux mois au plus tard après sa demande d'avis, le préfet fixe par arrêté la liste et les quantités de denrées dont il est parlé ci-dessus.

« Ces quantités ne pourront être supérieures aux quantités représentant en 1939 le prix normal des baux dans la région considérée. Toutefois, la fixation de quantités supérieures ou inférieures à celles de 1939 pourra être admise à condition d'être expressément motivée.

« Dans les régions où, en raison du petit nombre d'exploitations louées par bail à ferme antérieurement à l'année 1939, la commission consultative jugera cette référence insuffisante, la valeur locative normale pourra être fixée par comparaison avec les exploitations similaires des régions voisines.

« Le prix de chaque fermage évalué sur ces bases en une quantité déterminée de denrées, sous réserve éventuellement des impenses du bailleur ayant apporté des améliorations au fonds depuis 1939, devra obligatoirement s'inscrire dans le cadre des quantités maxima et minima fixé par la commission consultative; ce prix est réglable soit en nature, soit en espèces, soit partie en nature et partie en espèces. Les parties optent pour le mode de paiement à la conclusion du bail.

« Le fermage ne peut comprendre, en sus du prix calculé comme il est indiqué aux alinéas précédents, aucune redevance, prestation ou service de quelque nature que ce soit. Cette disposition est applicable à tous les baux antérieurs à la présente loi et prendra effet dès sa promulgation. Si la suppression des redevances, prestations ou services rend indispensable le rajustement du prix du bail, il y sera procédé, à défaut d'accord entre les parties, par le tribunal paritaire.

« Les dispositions des alinéas ci-dessus sont d'ordre public.

« Sauf convention contraire entre les parties, le paiement en espèces s'effectuera au cours en vigueur au jour de l'échéance pour les denrées dont le prix est fixé pour un an, et au cours moyen, d'échéance à échéance, pour les denrées à cours variable. La fixation du cours moyen est faite par arrêté préfectoral, après avis de la commission consultative.

« Pour les baux spécifiés tout ou partie en lait ou en beurre, la commission consultative départementale pourra décider que le prix moyen du lait et du beurre sera calculé en tenant compte au maximum pour trois quarts du prix moyen pratiqué pendant la période du 1^{er} avril au 30 septembre et pour un quart du prix moyen pratiqué pendant la période du 1^{er} octobre au 31 mars.

« Le preneur ou le bailleur qui, lors de la conclusion du bail, a accepté un prix supérieur ou inférieur d'au moins un dixième à la valeur locative normale du bien particulier donné à bail peut, au cours de la troisième année de jouissance, et une seule fois, saisir le tribunal paritaire. Celui-ci fixera, pour la période du bail restant à courir à partir de la demande, le prix normal du fermage suivant les modalités ci-dessus.

« La même faculté est accordée et une seule fois pour le même motif, aux bailleurs et preneurs liés par un bail en cours, auquel cas la révision devra être demandée dans l'année qui suivra la publication de l'arrêté préfectoral prévu à l'alinéa 2 ci-dessus.

« Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux baux ayant déjà fait l'objet d'une révision.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au cas où le prix du bail résulte d'une adjudication rendue obligatoire par la loi. »

La parole est à M. Brousse.

M. Martial Brousse. Mesdames, messieurs, je ne m'attarderai pas longuement puisque j'ai pu exposer tout à l'heure pour quelles raisons je préférerais le texte de l'Assemblée nationale à celui de la commission. Notre contreprojet modifie le texte de l'Assemblée nationale sur deux points.

D'abord, en ce qui concerne le rôle des commissions consultatives, au lieu de donner au préfet la possibilité de provoquer l'intervention de la commission consultative, nous pensons plus raisonnable de laisser à la commission elle-même le soin de dresser, pour diverses régions du département, la liste des denrées servant de base au calcul du prix normal des baux.

Je rappelle que, lors de la discussion de la loi du 31 décembre 1948, j'avais présenté un amendement en même sens et que le Conseil de la République avait bien voulu me suivre.

Ensuite, nous estimons que la question des investissements en cours de bail n'est pas au point. Nous proposons donc la suppression du paragraphe correspondant afin qu'ultérieurement, par des amendements judicieux, nous puissions reprendre entièrement le problème. En effet, nous n'avons aucun amour propre d'auteur; si notre texte était pris en considération, des amendements pourraient alors être déposés et le Conseil de la République serait évidemment libre de le modifier comme il l'entendrait.

M. le président. Je rappelle à ce propos que la question soumise au Conseil est celle de la prise en considération.

Si le contreprojet était pris en considération, il serait renvoyé pour examen à la commission.

Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas eu à connaître de ce contreprojet. Les différentes discussions qui ont eu lieu en son sein ont été largement suffisantes. D'ailleurs, certains des auteurs de ce contreprojet ont défendu leur manière de voir devant elle.

Je ne pense pas devoir modifier l'attitude que j'ai prise ici, quant au maintien du texte que je rapporte au nom de la commission. C'est la raison pour laquelle je ne peux pas donner un avis favorable à la prise en considération du contreprojet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement, monsieur le président, s'en remet à la sagesse du Conseil de la République.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie pour avis ?

M. le rapporteur pour avis. Le contreprojet présenté par M. Brousse aurait un double inconvénient.

Si j'ai bien compris, il a pour objet de supprimer l'intervention du préfet. C'est la commission consultative uniquement qui établira la liste des denrées. Mais si elle n'arrive pas à un accord ? Le préfet, précisément, n'est là que pour dégager cet accord de la commission consultative. En l'absence du préfet, on risque de ne pas pouvoir s'en tirer.

Ma seconde observation est peut-être plus grave encore. Là encore, si j'ai bien compris le sens du contreprojet de M. Brousse, il n'est plus question de tout des investissements. Cette disposition disparaît complètement, de telle sorte qu'avec votre texte, monsieur Brousse, un propriétaire qui aura pu investir des sommes importantes sera pris et bloqué par les prix de 1939, sans pouvoir obtenir quoi que ce soit de plus. Cela me paraît impossible.

M. Martial Brousse. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Brousse.

M. Martial Brousse. Je répondrai tout d'abord à M. Boivin-Champeaux en lui faisant remarquer que, tout à l'heure, m'a-t-il semblé, il s'est lui-même étonné que les baux soient fixés par la préfecture. Aussi ai-je pensé qu'il était plus raisonnable de demander à la commission consultative de se saisir des baux, plutôt que de les laisser à la merci de l'administration.

Sur le second point, j'indique également à M. Boivin-Champeaux que, si je supprime la question des investissements, cela ne veut pas dire que ceux-ci n'existeront pas, car il y a toujours la possibilité, pour le bailleur ou le preneur, de se mettre d'accord. Avec le texte actuel, on permettra au propriétaire de ne toucher qu'une somme déterminée, tandis que, si preneur et bailleur se mettent d'accord, il sera parfaitement possible de régler la question. Je précise, d'ailleurs, qu'il ne s'agit pas des investissements faits avant la conclusion du bail, mais de ceux qui seront faits en cours de bail.

Je voudrais enfin répondre d'un mot à notre honorable collègue, M. Driant. Je sais bien que la commission de l'agriculture a beaucoup discuté, mais je dois faire connaître au Conseil de la République que le texte présenté par M. Driant n'a été accepté que par neuf voix contre sept et une abstention, ce qui laisse peut-être la possibilité à des collègues qui n'étaient pas présents à la commission de revenir sur cette discussion et d'y prendre part.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je consulte le Conseil de la République sur la prise en considération du contre-projet, repoussé par la commission.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe socialiste.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombr.e de votants	302
Majorité absolue	152
Pour l'adoption	123
Contre	179

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Nous abordons l'article unique. J'en donne lecture :

« Article unique. — L'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, est complété par la disposition suivante :

« Exceptionnellement, pour les baux conclus entre le 1^{er} juillet 1948 et le 31 décembre 1952, le preneur ou le bailleur qui, lors de la conclusion du bail, a accepté un prix supérieur ou inférieur d'au moins un dixième à la valeur normale du bien loué, peut dans les six mois, à dater du 1^{er} janvier 1953, saisir le tribunal paritaire. Celui-ci fixera, pour la période du bail restant à courir, à partir de la demande, le prix normal du fermage suivant les modalités stipulées ci-dessus. »

Par voie d'amendement (n° 2), M. Estève propose, au début du deuxième alinéa de cet article, de remplacer les mots :

« Exceptionnellement, pour les baux conclus entre le 1^{er} juillet 1948 et le 31 décembre 1952,

Par les mots :

« Exceptionnellement, pour les baux conclus à une date antérieure à la promulgation de la présente loi, sous réserve que ces derniers n'aient pas fait déjà l'objet d'une révision amiable ou judiciaire ». (Le reste sans changement.)

La parole est à M. Estève.

M. Estève. Mes chers collègues, personnellement, peut-être par déformation professionnelle, je suis en principe opposé à

toute revision des contrats, car j'estime qu'ils doivent faire la loi des parties et qu'ils devraient s'exécuter suivant leur forme et teneur. Mais je comprends fort bien que les circonstances économiques sont telles qu'actuellement certains preneurs de baux à ferme se trouvent dans une situation difficile.

La discussion du budget de l'agriculture, à laquelle nous venons d'assister, a permis à l'Assemblée d'entendre, de divers bancs, de sévères doléances sur la situation actuelle de nos exploitants agricoles. Il paraît donc équitable que ces derniers ne soient astreints à régler les fermages qu'au juste prix et « sans cru », comme le dit l'usage, à la valeur loyale et marchande. Et, puisque les deux commissions de l'agriculture et de la justice sont d'accord pour accepter le principe d'une revision, je me rallierai bien volontiers à leur avis, mais avec une certaine réserve. Revision, d'accord, mais qu'elle soit possible pour tous et pour tous les baux, en faveur des bailleurs comme des preneurs.

En outre, il paraît nécessaire que les intéressés sachent bien que le Parlement veut en finir avec ces lois d'exception, sources de foyers continuels de discorde entre bailleurs et preneurs, comme elles sont sur un plan général la cause première de l'immoralité et de la négation générale des signatures dans les conventions entre les particuliers, dans les rapports des créanciers et des débiteurs. On accepte allégrement des charges avec la pensée que le législateur vous en déchargera ultérieurement.

Sur le plan particulier que nous étudions, je sais fort bien que les baux conclus à une date antérieure au 1^{er} juillet 1948 ont pu faire l'objet d'une demande de revision, en vertu d'une législation datant d'ailleurs du 4 septembre 1943; mais ceux postérieurs à cette date ont également pu faire l'objet d'une revision, en vertu d'une loi beaucoup plus récente et beaucoup plus connue, celle du 31 décembre 1948.

Pourquoi donc vouloir les différencier ? Vraiment, je ne comprends pas. Au contraire, il eût été peut-être plus sage de ne permettre la revision qu'aux baux ayant acquis date certaine avant la loi du 31 décembre 1948, à ceux conclus dans une période d'euphorie et lorsque les prix des denrées devant servir de bases aux fermages étaient inférieurs à la valeur réelle au moment de l'échéance des termes, comme le rappelait d'ailleurs tout à l'heure très justement M. Brousse.

En fait, et pour ces baux, de nombreux preneurs ont accepté en contrepartie des bases de denrées supérieures aux quantités normales, précisément en raison des cours inférieurs pratiqués pour leur libération. Aujourd'hui ils sont victimes de leur honnêteté morale. Dans la presque unanimité des cas — et je tiens à le souligner —, dès que les prix des denrées ont été stabilisés sur la base de la valeur au moment de l'échéance, en dehors de la loi qui n'existait plus, mais par souci d'une juste morale, les bailleurs ont eux-mêmes rectifié les prix. Il faut leur rendre cet hommage. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une petite, pour ne pas dire une infime minorité, arguant que la loi du 31 décembre 1948 ne lui était pas opposable, fait la sourde oreille aux demandes et je dirai même aux prières de certains preneurs.

Dans ces conditions, il faut donner à ces derniers une possibilité efficace qui doit, d'ailleurs, être la dernière. C'est ce que vous ferez en votant l'amendement que j'ai l'honneur de défendre devant votre Assemblée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas délibéré sur cet amendement. Que demande notre collègue M. Estève ? Il demande que la disposition qui est en discussion actuellement s'applique à tous les baux antérieurs à la loi de 1948. Nous avons, dans le texte proposé par la commission de l'agriculture, limité cette rétroactivité au 1^{er} juillet 1948. Pourquoi ? Parce que c'est la date prévue dans la loi de 1948. Autrement dit, nous reprenons exactement la législation de 1948 et nous ouvrons un nouveau délai pour la revision.

Notre collègue M. Estève a dit lui-même, et je n'insisterai pas sur ce point, qu'il était hostile au principe de rétroactivité. Il est très possible que dans certaines régions il y ait eu des abus. Ceux-ci ne concernent — ce sont là les paroles de M. Estève — qu'une infime minorité.

La commission de l'agriculture n'ayant pas pris position, je laisse le Conseil juge, mais je précise qu'il s'agit de la revision possible de tous les baux passés antérieurement à la promulgation de la loi de 1948.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'amendement.

(Après une première épreuve à main levée, déclarée douteuse par le bureau, le Conseil, par assis et levé, décide de ne pas adopter l'amendement.)

M. le président. Je mets aux voix le texte de la commission.
(Ce texte est adopté.)

M. le président. Par voie d'amendement (n° 4), M. Naveau et les membres du groupe socialiste proposent de compléter l'article unique par les dispositions suivantes :

« Exceptionnellement les fermages échus ou à échoir entre le 15 mai 1952 et le 15 mai 1953 ne pourront être supérieurs aux fermages exigibles aux échéances correspondantes de l'année précédente.

« Pour les fermages échus, le trop payé pourra être déduit par le preneur du montant des fermages à échoir.

« Les dispositions ci-dessus sont d'ordre public ».

La parole est à M. Naveau.

M. Naveau. Mes chers collègues, je ne voudrais pas être plus gouvernemental que le président du conseil lui-même (*Souviens*), mais l'amendement que j'ai présenté et que j'ai l'honneur de défendre s'intègre parfaitement dans le cadre de la politique actuelle.

Si nous sommes d'accord pour lutter contre l'inflation, pour défendre la stabilisation, il faut que les sacrifices soient scrupuleusement répartis sur toutes les classes de la société.

Depuis mai 1952, les prix du beurre ont subi, malgré certains efforts du Gouvernement, une hausse anormale due à la sécheresse et à la fièvre aphteuse.

Cette augmentation des prix n'a rien rapporté aux producteurs puisqu'elle est la conséquence directe de l'amenuisement de cette production. Que l'on ne vienne pas nous dire que cette disposition revêt un caractère injuste et illégal; elle n'est pas plus injuste et illégale que ne le sont les mesures prises par décrets par M. le président du conseil, lorsqu'il a maintenu le prix du blé de 1952 au prix de 1951, lorsqu'on stabilise les prix à la date du 31 août 1952 sans se soucier des éléments du prix de revient de l'une ou de l'autre des denrées en cause.

J'aimerais connaître l'opinion du Gouvernement et des groupes qui forment sa majorité sur l'objet et la portée de mon amendement. Sont-ils prêts à consacrer par un vote plutôt que par des discours leur position sur la stabilisation des prix ? C'est une occasion unique que je leur procure de le prouver. (*Applaudissements à gauche.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission considère que cet amendement tend à un blocage général des fermages. Je ne vois pas très bien comment ce texte peut s'ajouter à l'article unique proposé.

Nous visons, nous, la revision possible des baux conclus entre le 1^{er} juillet 1948 et le 31 décembre 1952, alors que l'amendement prévoit exceptionnellement les fermages échus ou à échoir entre le 15 mai 1952 et le 15 mai 1953.

Je crois que nous nous éloignons assez du texte. M. Naveau lui-même a reconnu que son amendement posait le principe du blocage des fermages; j'ajoute qu'il s'agirait d'un blocage général.

Je m'en remets à la sagesse du Conseil, mais je considère que ce texte additionnel ne trouve pas sa place à la suite de l'article unique sur lequel nous délibérons actuellement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre. Le Gouvernement s'en rapporte à la sagesse du Conseil de la République.

M. Restat. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Restat.

M. Restat. Puisque notre collègue M. Naveau a demandé quelle était l'opinion des groupes qui votaient avec le Gouvernement, je vais le lui dire tout de suite.

Je n'ai pas l'habitude de légiférer pour un an. Or, l'amendement qu'il a déposé concerne exclusivement une période d'une année, du 15 mai 1952 au 15 mai 1953. Il n'est pas sérieux d'insérer dans un texte de loi une disposition valable seulement pour un an.

M. Naveau. Comment le Gouvernement a-t-il fait pour bloquer le prix du blé au prix de l'année dernière ?

M. Restat. Nous avons assez protesté à ce moment !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Naveau.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par le groupe socialiste.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants.....	300
Majorité absolue.....	151
Pour l'adoption.....	112
Contre	188

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Avant de mettre aux voix l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi, je donne la parole à M. Primet, pour expliquer son vote.

M. Primet. Mesdames, messieurs, le groupe communiste ne votera pas la proposition de loi qui vous est soumise et qui constitue une aggravation du texte qui nous est venu de l'Assemblée nationale.

Si, tout à l'heure, nous avons accepté de voter la prise en considération du contreprojet de notre collègue, M. Brousse, ce n'est pas parce que nous étions décidés à adopter ce texte, mais parce qu'il nous était ainsi possible, lors du retour du contreprojet devant la commission de l'agriculture, d'essayer de faire triompher notre point de vue en déposant des amendements.

Nous avons émis également un vote favorable aux divers amendements qui ont été discutés mais le texte restant ce qu'il est, c'est-à-dire une atteinte au principe du statut du fermage et du métayage qui avait fait naître dans la paysannerie française un grand espoir, nous nous opposons formellement au vote de la proposition de loi.

M. le président. La parole est à M. Naveau pour expliquer son vote.

M. Naveau. Le groupe socialiste votera contre le texte de M. Driant, considérant que l'évolution qu'il a préconisée dans son rapport va absolument en sens inverse.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je tiens simplement à préciser à M. Naveau qu'il ne s'agit pas d'une proposition de M. Driant, mais d'un texte présenté par la commission de l'agriculture...

M. Naveau. Oui, c'est entendu!

M. le rapporteur. Au nom de cette commission, je demande un scrutin public sur l'ensemble.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par la commission de l'agriculture.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants.....	285
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.....	160
Pour l'adoption	189
Contre	96

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

La commission de l'agriculture propose de rédiger comme suit l'intitulé de la proposition de loi :

« Proposition de loi tendant à compléter l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme. »

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

— 10 —

CONVERSION DU METAYAGE EN FERMAGE

Suite de la discussion et adoption d'un avis sur une proposition de loi.

M. le président. Le Conseil reprend la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage.

Voici, après pointage, le résultat du dépouillement du scrutin sur le contreprojet présenté par M. Primet :

Nombre de votants.....	296
Majorité absolue	149
Pour l'adoption	71
Contre	225

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — L'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par la loi du 13 avril 1946, est modifié ainsi qu'il suit :

« Sauf le cas de résiliation judiciaire, le bailleur ne peut refuser la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi.

« La reprise du fonds ne s'effectuera qu'à l'expiration d'un délai de quinze mois à compter de la date du jugement définitif accordant la reprise, la sortie du preneur ne pouvant, toutefois, avoir lieu avant la fin de l'année culturale en cours, à l'expiration de ce délai.

« Dans toute la période intermédiaire entre la date de la demande de conversion et la date de la reprise, les rapports entre les parties restent réglés par le contrat de métayage en cours. »

Par voie d'amendement (n° 1), M. Jozeau-Marigné, au nom de la commission de la justice, propose de rédiger comme suit le deuxième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 :

« La reprise du fonds ne s'effectuera qu'à l'expiration de l'année culturale qui suivra celle en cours à la date du jugement devenu définitif accordant la reprise. »

(Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur pour avis de la commission de la justice.

M. Jozeau-Marigné, rapporteur pour avis de la commission de la justice. Mes chers collègues, je ne voudrais pas revenir sur l'amendement que j'ai déposé au nom de la commission de la justice, puisque j'en ai trop longuement exposé les motifs lors de la discussion générale. Je vous demande, au nom de la commission de la justice, d'adopter cet amendement car il apportera plus de simplicité et de clarté aux règles devant lier métayers et propriétaires.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Restat, rapporteur de la commission de l'agriculture. Mesdames, messieurs, vous savez que j'ai eu la tâche très lourde de combattre mon excellent collègue et ami M. Jozeau-Marigné et surtout la commission de la justice. Je demanderai à cette commission, à cette pauvre commission, de bien vouloir se rallier au texte de la commission de l'agriculture, car il ne faut pas oublier que, si vous accordez un an, les fermes se donnant un an à l'avance, avec votre texte, mon cher collègue, le métayer n'aura pas la possibilité de trouver une ferme dans beaucoup de départements.

Je vais vous citer un exemple pour vous démontrer la différence résultant de l'application des deux textes. Supposons un jugement rendu au mois de juillet. Qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre cas, il sera signifié et deviendra par suite définitif, par exemple au 1^{er} août. Avec le texte de la commission de l'agriculture, le délai sera de quinze mois, tandis qu'avec celui de votre commission ce délai ne sera que de douze mois, ce qui est très insuffisant, car il arrivera très souvent que les fermes seront prises.

En première lecture, la commission de l'agriculture avait adopté le texte qui est maintenant devenu le vôtre, mais, à l'occasion d'une seconde lecture, dans un but de conciliation et d'apaisement — j'en appelle ici à M. Brousse et à certains collègues du mouvement républicain populaire — nous avons transformé et modifié notre texte en adoptant le délai de quinze mois, de façon à rallier la majorité des suffrages sur un texte qui, sans être parfait du point de vue juridique — je le reconnais, mon cher collègue — représente tout de même des dispositions complètes qui, dans la majorité des cas, permettront d'éviter les expulsions que nous voulons éviter. Ce n'est pas parce qu'un bailleur attendra trois mois de plus pour reprendre sa ferme qu'il y aura péril en la demeure. Nous préférons un délai supérieur plutôt qu'inférieur, de façon à ne pas revoir ce que nous avons vu en maintes circonstances.

Voilà pourquoi je demande très amicalement à la commission de la justice de bien vouloir se rallier, elle aussi, au texte de la commission de l'agriculture.

M. le rapporteur pour avis. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. le rapporteur pour avis. Je suis absolument désolé — car j'aurais été ravi de pouvoir donner satisfaction à mon excellent ami, M. Restat — de ne pouvoir malheureusement le suivre dans son argumentation.

Il nous objecte : « Vous aurez un délai supplémentaire de trois mois. Trois mois, c'est bien peu de chose ».

Je vous répons : dans le monde rural il y a une règle simple et absolue. Il n'est pas question de quinze mois ou de trois mois, cette législation, dans les conditions que l'on déplorait tout à l'heure, va d'année culturale en année culturale. C'est fort simple. Si l'on introduit cette notion de délai de quinze mois, on va créer une confusion.

Enfin, permettez-moi de rappeler ce que je disais tout à l'heure : la demande de conversion de métayage en fermage doit être présentée au moins un an avant l'expiration de la période triennale. Si elle est présentée dans ce délai, nous accordons un autre délai de grâce d'un an. En réalité, lorsque le métayer aura fait sa demande, il aura au moins deux ans, sinon plus, devant lui. Vous savez que nous sommes dans le cadre d'une règle normale.

Je rappelle que la procédure de l'article 54 doit être suivie, théoriquement, je veux bien, dans des conditions très rapides. Mais je crois être sincère et aller dans l'intérêt du monde rural en vous demandant d'accepter le texte de la commission de la justice. Je prie le Conseil et surtout mon ami M. Restat de m'excuser de ne pas pouvoir répondre à son appel.

M. Camille Laurens, ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs, la différence n'est pas grande entre l'amendement de la commission de la justice et la proposition de M. Restat. Je demanderai, cependant, au Conseil de la République de suivre uniquement M. Restat pour la raison suivante : M. le rapporteur a repris une proposition qui avait reçu l'accord des preneurs et des bailleurs de la C. G. A.

J'estime qu'à partir du moment où un accord peut se faire entre des organismes représentatifs des intérêts en présence, le ministre de l'agriculture a le devoir d'essayer d'obtenir satisfaction et de faire adopter les textes qui ont reçu l'accord de ces organismes.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je suis au regret, une fois de plus, et je m'en excuse auprès de mon collègue M. Jozeau-Marigné, de ne pouvoir répondre à son appel, mais je crois que lui aussi commet peut-être une confusion.

Lorsqu'on parle d'année culturale, nous pensons aussi à la fin de l'année culturale. Il n'y a pas de délai de quinze mois plus une année culturale. Il y a un délai minimum de quinze mois à compter de la fin de l'année culturale. Pour qu'il n'y ait pas de confusion dans l'esprit de personne, si un jugement est signifié au mois de juillet, le délai sera de quinze mois. S'il est signifié au mois de juin, le délai sera de seize mois, de dix-sept mois en mai, de dix-huit mois en avril, de dix-neuf mois en mars, de vingt mois en février, de vingt et un mois en janvier, de vingt-deux mois en décembre, de vingt-trois mois en novembre, de vingt-quatre mois en octobre, de vingt-cinq mois en septembre, de vingt-six mois en août.

Votre texte, en prenant les mêmes dates, part de douze mois pour finir à vingt-trois. Vous rencontrerez, dans cette période des mois de juin et juillet, des difficultés insurmontables. Des expulsions et des menaces pèseront sur les preneurs. Si bien qu'il y aurait intérêt, mon cher collègue — je vous le dis en toute amitié — même si le texte n'est pas très juridique, que nous lui donnions le maximum d'efficacité.

Voilà pourquoi, une fois de plus étant au regret de le faire, je demande au Conseil de la République de suivre sa commission de l'agriculture.

M. Primet. Je demande la parole pour expliquer mon vote.

M. le président. La parole est à M. Primet.

M. Primet. Je ne suis pas juriste, mais je crois vraiment que le texte qui nous est soumis n'est pas juridique du tout.

L'un des alinéas du texte que nous avons voté stipule : « Sauf le cas de résiliation judiciaire, le bailleur ne peut refuser la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi. »

Dans la deuxième partie, il est prévu : « La reprise du fonds ne s'effectuera qu'à l'expiration d'un délai de... etc... »

Quel était l'ancien texte ? Celui-ci : « Sauf le cas de résiliation judiciaire, le bailleur ne peut refuser la conversion que s'il reprend l'exploitation dans les conditions prévues à l'article 33 de la présente loi. La reprise s'exerce alors dans les délais prévus à l'article 27 de la présente loi. »

Cet article 27 de la loi, que vous n'abrogez pas, subsiste. L'article 27 dispose :

« Le propriétaire qui entend s'opposer au renouvellement doit notifier congé au preneur dix mois au moins avant l'expiration du bail. Ce congé peut être valablement donné par lettre recommandée avec avis de réception. Il doit mentionner expressément les motifs allégués par le propriétaire. A défaut de congé, il s'opère un nouveau bail dont la durée est de neuf ans. »

Il y aura une nouvelle contradiction et, en définitive, je crois que le Conseil serait sage de ne pas voter le texte.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. M. Primet oublie simplement que dans le texte voté nous avons supprimé précisément la référence à l'article 27.

M. Primet. Vous avez supprimé la référence, mais l'article reste.

M. le rapporteur. Je vous demande pardon ! Il reste en ce qui concerne le renouvellement du bail, mais il ne reste plus en ce qui concerne la conversion du bail en fermage.

L'article 27 subsiste donc en ce qui concerne, je le répète, les demandes de non-renouvellement de bail, fermage et métayage, mais il s'agit de la conversion, article 56 A. Nous prenons non plus la date du début de la procédure ; nous prenons une nouvelle date — un principe tout à fait nouveau — c'est la date du jugement définitif.

Il n'y a par conséquent aucune corrélation entre l'article 27 qui fixe la question du bail ou le non-relèvement de bail ou la conversion du métayage en fermage, qui est une chose tout à fait nouvelle, puisque nous prenons le jugement définitif.

Je ne comprends donc pas l'observation de M. Primet.

M. Primet. Il ne m'est pas possible de voter un texte qui porte atteinte à d'autres articles existants et non abrogés du statut du fermage et du métayage.

M. le rapporteur. C'est autre chose !

M. Primet. Quand on est législateur, on doit légiférer en mettant chaque texte en harmonie avec les autres. Il vous faut abroger les autres parties du texte, sinon vous portez atteinte à des clauses fixées à l'article 28 du statut du fermage et du métayage.

Je ne peux voter un texte semblable qui n'est pas en harmonie avec le reste de la législation. En effet, l'article 28 dispose qu'un contrat ne peut être rompu que s'il y a retard réitéré du paiement du fermage ou de la part de produits revenant au bailleur, à moins qu'il ne soit dû à une cause de force majeure dans les agissements du preneur.

Vous proposez des clauses qui ne sont pas prévues par le statut du fermage et du métayage et c'est pourquoi le groupe communiste ne votera pas ce texte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement de M. Jozeau-Marigné.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi.

M. le rapporteur. La commission demande un scrutin public.

Je suis saisi d'une demande de scrutin présentée par la commission de l'agriculture.

Le scrutin est ouvert.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en font le dépouillement.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants.....	273
Majorité absolue	160
Pour l'adoption	200
Contre	73

Le Conseil de la République a adopté.

Conformément à l'article 57 du règlement, acte est donné de ce que l'ensemble de l'avis a été adopté à la majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.

— 11 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la convention concernant les stagiaires signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 567, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission du travail et de la sécurité sociale. *(Assentiment.)*

— 12 —

TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de l'Assemblée nationale une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 568, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des finances. *(Assentiment.)*

— 13 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de MM. Leccia et Morel une proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter certains articles de la loi n° 52-895 du 26 juillet 1952, concernant la législation des jardins familiaux.

La proposition de loi sera imprimée sous le n° 565 et distribuée. Conformément à l'article 14 de la Constitution, elle sera transmise au bureau de l'Assemblée nationale.

— 14 —

REGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de la séance de demain jeudi 20 novembre, à quinze heures et demie :

Discussion des conclusions du rapport supplémentaire du 3^e bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Saône (élection de M. Perrot-Migeon). — M. Jozeau-Marigné, rapporteur.)

Discussion des conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner trois demandes en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, n°s 465, 466, 467 et 526, année 1952. — M. Marciilhacy, rapporteur.)

Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions, tendant à modifier l'article 15 du règlement du Conseil de la République. (N°s 321, année 1952. — M. Michel Debré, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (santé publique et population). (N°s 506 et 541, année 1952. — M. Clavier, rapporteur, et n° 561 rectifié, année 1952; avis de la commission de la famille, de la population et de la santé publique. — M. Vourc'h, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (présidence du conseil) (N°s 498 et 540, année 1952. — MM. André Boutemy et Georges Laffargue, rapporteurs; avis de la commission de la production industrielle.)

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. (N°s 374 et 545, année 1952. — M. Pinton, rapporteur.)

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'ordre du jour est ainsi réglé.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt heures trente-cinq minutes.)

*Le Directeur du service de la sténographie
du Conseil de la République,
CH. DE LA MORANDIÈRE.*

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE
LE 19 NOVEMBRE 1952

Application des articles 84 à 86 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 84. — Tout sénateur qui désire poser une question orale au Gouvernement en remet le texte au président du Conseil de la République, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions orales doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés; sous réserve de ce qui est dit à l'article 87 ci-dessous, elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur.

« Les questions orales sont inscrites sur un rôle spécial au fur et à mesure de leur dépôt.

« Art. 85. — Le Conseil de la République réserve chaque mois une séance pour les questions orales posées par application de l'article 84. En outre, cinq d'entre elles sont inscrites, d'office, et dans l'ordre de leur inscription au rôle, en tête de l'ordre du jour de chaque mardi.

« Ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une séance que les questions déposées huit jours au moins avant cette séance.

« Art. 86. — Le président appelle les questions dans l'ordre de leur inscription au rôle. Après en avoir rappelé les termes, il donne la parole au ministre.

« L'auteur de la question, ou l'un de ses collègues désigné par lui pour le suppléer, peut seul répondre au ministre; il doit limiter strictement ses explications au cadre fixé par le texte de sa question; ces explications ne peuvent excéder cinq minutes.

« Si l'auteur de la question ou son suppléant est absent lorsqu'elle est appelée en séance publique, la question est reportée d'office à la suite du rôle.

« Si le ministre intéressé est absent, la question est reportée à l'ordre du jour de la plus prochaine séance au cours de laquelle doivent être appelées des questions orales. »

349. — 19 novembre 1952. — M. Fernand Auberger signale à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale que les services du budget et de la comptabilité de son ministère réclament à de nombreux cultivateurs qui ont utilisé de la main-d'œuvre « prisonniers de guerre de l'AXE », entre les années 1916 et 1918, des indemnités qui « seraient dues à l'Etat à titre de compensation pour l'emploi de prisonniers de guerre »; s'étonne que lesdites indemnités soient réclamées aux employeurs plus de cinq années après la cessation d'utilisation de ladite main-d'œuvre, cependant que les intéressés n'ont jamais été informés et que les sommes qui sont réclamées équivalent à un supplément de paiement à des prix primitivement fixés et nettement établis; demande qu'il soit sursis à toutes poursuites dont sont menacés les cultivateurs intéressés et sollicite de M. le ministre du travail et de la sécurité sociale l'application de mesures qui régleront rapidement et définitivement cette regrettable situation.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE LA REPUBLIQUE
LE 19 NOVEMBRE 1952

Application des articles 82 et 83 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 82. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Conseil de la République, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés; elles ne peuvent être posées que par un seul conseiller et à un seul ministre.

« Art. 83. — Les questions écrites sont publiées à la suite du compte rendu in extenso; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel,

qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

PRESIDENCE DU CONSEIL (Secrétariat d'Etat.)

3904. — 19 novembre 1952. — M. Jacques Debû-Bridel demande à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique): 1° quels sont les pouvoirs de la direction de la fonction publique eu égard aux décisions ministérielles concernant les divers personnels des administrations centrales; 2° si, en cas de désaccord avec la direction de la fonction publique sur une décision à prendre à l'égard d'un fonctionnaire, le ministre est tenu de se conformer aux volontés de ladite direction, se trouvant ainsi privé de l'exercice de ses prérogatives ministérielles par le veto d'un organisme irresponsable, ou bien, peut passer outre et prendre la décision qui lui paraît convenable; notamment si, en cas de refus par la direction de la fonction publique de désigner, pour quelque raison que ce soit, un représentant à une des commissions prévues par les règlements sur l'administration des personnels, le ministre, faute d'avoir pu réunir ladite commission, peut prendre une décision valable.

AGRICULTURE

3905. — 19 novembre 1952. — M. Roger Carcassonne demande à M. le ministre de l'agriculture: 1° si, dans le projet de plan quinquennal de l'agriculture, il est prévu une participation financière de l'Etat au titre de la réserve spéciale de Serre-Ponçon, Haute-Durance; 2° si son département a marqué au département de l'industrie et du commerce une préférence pour le projet de la Durance parmi les projets dont la réalisation est prévue dans le plan quinquennal et souhaitée par toute la population des départements méridionaux.

3906. — 19 novembre 1952. — M. Jean Reynouard demande à M. le ministre de l'agriculture si une collectivité ayant chargé un ingénieur d'un projet d'alimentation en eau potable peut, après que ledit projet a été étudié par le technicien, approuvé par l'Assemblée municipale ou syndicale, transmis par le service du contrôle local avec avis favorable à M. le ministre de l'agriculture aux fins de subvention, verser au technicien un acompte sur honoraires d'études à valoir sur les honoraires d'ensemble de la mission confiée et dans la limite des proportions fixées par le décret n° 49-165 du 7 février 1949.

DEFENSE NATIONALE

3907. — 19 novembre 1952. — M. Jean Coupigny expose à M. le ministre de la défense nationale qu'en vertu de l'article 35 de la loi de finances n° 48-1516 du 26 septembre 1948, le statut des sous-officiers de carrière (loi du 30 mars 1928) a été rétabli provisoirement après avoir été aboli par Vichy; le même article 35 précise: « dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Gouvernement déposera sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi fixant le statut définitif des sous-officiers des forces armées »; depuis cette date (26 septembre 1948), les sous-officiers attendent dans l'incertitude et dans l'inquiétude le sort qu'une nouvelle loi doit leur fixer; cet état de choses, aggravé par le système des échelles de soldes, la cascade des examens exigés des sous-officiers, le fait que certains brevets ont été arbitrairement déclarés nuls et sans valeur, est préjudiciable au moral et au recrutement d'un cadre de la valeur duquel dépend en grande partie la qualité des forces armées; et demande quelles mesures il compte prendre, d'une part, pour mettre fin à l'incertitude dans laquelle est laissé le corps des sous-officiers, et, d'autre part, pour faire respecter la volonté du législateur qui avait, en 1948, fixé à six mois la période de transition.

INTERIEUR.

3908. — 19 novembre 1952. — M. Jacques Gadoin expose à M. le ministre de l'intérieur que, dans certaines communes, l'exécution du service est confiée à deux sortes d'employés, des permanents et des temporaires. Les employés permanents sont, depuis l'application de la loi du 28 avril 1952, répartis eux-mêmes en deux catégories: 1° des employés permanents titulaires, soumis à cette loi qui fixe leur statut; 2° des employés permanents non titulaires, dits auxiliaires permanents, dont le salaire journalier est calculé sur le traitement des titulaires et qui sont soumis au régime de la sécurité sociale. Ces employés, en général, n'ont pu être titularisés parce que leur âge y mettait obstacle. Les instructions concernant les congés payés à accorder à cette deuxième catégorie d'employés étant contradictoires, il demande: a) si ces agents peuvent prétendre aux mêmes congés que les titulaires (vingt-six jours ouvrables par an) et, dans la négative, quel est le régime à leur appliquer; b) si, en ce qui concerne les congés de maladie, on doit ou on peut les soumettre au régime des titulaires.

JUSTICE

3909. — 19 novembre 1952. — M. Marcel Lemaire expose à M. le ministre de la justice que les articles 2 et 8 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et 12 janvier 1950, décident qu'il existe un seul tribunal d'appel par arrondissement judiciaire; que, d'autre part, les assesseurs qui doivent siéger sont élus par un vote unique pour l'ensemble de la circonscription; que cette règle, parfaitement normale pour des tribunaux d'appel, ne comprenant que les cantons de l'arrondissement, ne répond pas à l'esprit de la loi lorsqu'un tribunal d'appel comprend plusieurs arrondissements; qu'en effet, le législateur a voulu que le tribunal d'arrondissement soit formé de cultivateurs de la région où se situe le conflit; qu'il a prévu deux titulaires et deux suppléants dans chaque catégorie (bailleurs et preneurs); et que la constitution d'un tribunal comprenant plusieurs arrondissements ne répond pas à ce désir; que des conflits surgissant dans l'un des arrondissements risquent d'être tranchés par les assesseurs d'un autre arrondissement; que les assesseurs qui sont, par surcroît, des experts, ne peuvent, semble-t-il, donner un avis pertinent, lorsqu'il s'agit, par exemple, de décider du prix du fermage de terres situées dans un autre arrondissement; et demande, au cas où les errements actuels pourraient être redressés autrement que par une loi, s'il serait possible, sachant que le tribunal d'appel visé comprend: deux propriétaires, deux fermiers de la juridiction de ce tribunal (dont un suppléant pour chaque catégorie), deux propriétaires, deux fermiers suppléants, de l'arrondissement privé de tribunal (dont un suppléant de chaque catégorie), de faire en sorte que lorsqu'une affaire émanant de l'arrondissement privé de tribunal sera appelée devant le tribunal d'appel, les assesseurs du tribunal rattaché soient appelés à siéger au lieu et place des assesseurs faisant partie, du fait de la situation géographique de leur commune, de l'arrondissement, siège du tribunal d'appel.

ANNEXES AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du mercredi 19 novembre 1952.

SCRUTIN (N° 147)

Sur la prise en considération du contre-projet (n° 2) opposé par M. Primet à la discussion de la proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage. (Résultat du pointage.)

Nombre des votants..... 296
Majorité absolue..... 149

Pour l'adoption..... 71
Contre 225

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Assailit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.

Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozili.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.

Carcassonne.
Chaintron.
Champaix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descamps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.

Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpiéd.

Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhadès.
Vanrullen.
Verdeille.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Alic.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiba Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Bertaud.
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisron.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.
Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Martial Brousse.
Charles Brune (Eure-et-Loir).
Julien Brunhes (Seine).
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
André Cornu.
René Coty.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Cozzano.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Delalande.
Claudius Delorme.
Deirieu.
Deutschmann.

Mme Marcelle Devaud.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulim.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fournier (Niger).
Franck-Chante.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuin.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gianque.
Gilbert Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Harthmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Jozeau-Marigné.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Lafargue.
Henri Lafleur.
Lagarrosse.
de La Gontrie.
Landry.
René Laniel.
Lassagne.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Claude Lemaître.
Le Sassièr-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahé Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Marcou.
Jean (Maroger, Maroselli).
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montallé.
Charles Morel.
Motaïs de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissampouillé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Pauquelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Rivierez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Saincau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafér.
Séné.
Sid-Cara Cherif.
Tamzali Abdennour.

Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternyck.
Tharradin.
Mme Jacqueline
Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.

Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
Vourc'h.
Voyant.

Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zussy.

S'est abstenu volontairement :

M. Marcel Lemaire.

N'ont pas pris part au vote :

MM.

Ajalon.
Armengaud.
Berlioz.
Biaka Boda.
Mamadou Dia.
Fousson.

de Fraissinette.
Gondjout.
Haïdara Mahamane.
Louis Ignacio-Pinto.
Kalenzaga.
Raliijaona Laingo.

Le Gros.
Mostefai El Hadi.
Saller.
Yacouba Sido.
Diongolo Traore.
Zéle.

Absent par congé :

M. de Villoutreys.

N'ont pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Kalb, qui présidait la séance.

SCRUTIN (N° 148)

Sur la prise en considération du contre-projet (n° 4) opposé par M. Primet à la discussion de la proposition de loi relative au prix des baux à ferme.

Nombre des votants.....	307
Majorité absolue.....	154
Pour l'adoption.....	72
Contre	235

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.

Assaillit.
Auberger.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (territoire de Belfort).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilbert Pierre-Brossolette.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.

Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont (Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Grégory.
Hauriou.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.

Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpied.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Vanrullen.
Verdeille.

Ont voté contre :

MM.

Abel-Durand.
Ajalon.
Alric.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Augarde.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles-Barret (Haute-Marne).
Rataille.
Beauvais.
Bois.

Benchija Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Bertaud.
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Champeaux.
Raymond Bonnéfous.
Bordeneuve.
Beorgeaud.
Pierre Boudet.
Boudinot.

Georges Boulanger (Pas-de-Calais).
Bouquerel.
Bousch.
André Boutomy.
Boutonnat.
Brizard.
Charles Brune (Eure-et-Loire).
Julien Brunhes (Seine).
Capelle.
Mme Marie-Hélène Cardot.
Jules Castellani.

Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier (Sarthe).
Paul Chevallier (Savoie).
de Chevigny.
Claireaux.
Claparède.
Clavier.
Clerc.
Colonna.
Henri Cordier.
André Cornu.
René Coty.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Cozzano.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaul.
Mamadou Dia.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand (Cher).
Jean Durand (Gironde).
Durand-Réville.
Enjaltbert.
Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier (Côte-d'Or).
Gaston Fourrier (Niger).
Fousson.
Franck-Chante.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Gatuing.
Jules Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Giauque.
Gilbert Jules.
Gondjout.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Léo Hamon.
Hartmann.

Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Jozeau-Marigné.
Kalenzaga.
Koessler.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Laffleur.
Lagarrosse.
de La Gontrie.
Landry.
René Laniel.
Lassagne.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Le Gros.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léanec.
Claude Lemaître.
Le Sassièr-Boisauné.
Liot.
Litaïse.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcihacy.
Marcou.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Macpeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
de Menditte.
Menu.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Mostefai El Hadi.
Motaïs de Narbonne.
Léon Muscatelli.
Novat.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Paquirissamypoullé.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.

Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrol-Migeon.
Peschaud.
Ernest Pezet.
Piales.
Pidoux de la Maduère.
Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
Alain Poher.
Poisson.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Razac.
Restat.
Réveillon.
Reynouard.
Rivièrez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
François Ruin.
Marcel Rupied.
Sahouba Gontchomé.
Saller.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafér.
Séne.
Sid-Cara Cherif.
Yacouba Sido.
Tamzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternyck.
Tharradin.
Mme Jacqueline Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Diongolo Traore.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vauthier.
Vourc'h.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Michel Yver.
Joseph Yvon.
Zafimahova.
Zéle.
Zussy.

N'ont pas pris part au vote :

MM.

Armengaud.
Biaka Boda.

Martial Brousse.
de Fraissinette.
Haïdara Mahamane.

Raliijaona Laingo.
Marcel Lemaire.
Emilien Lieutaud.

Absent par congé :

M. de Villoutreys.

N'ont pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Kalb, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	305
Majorité absolue.....	153
Pour l'adoption.....	71
Contre	234

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 149)

Sur la prise en considération du contre-projet opposé par M. Martial Brousse à la discussion de la proposition de loi relative au prix des baux à ferme.

Nombre des votants.....	303
Majorité absolue.....	152
Pour l'adoption.....	125
Contre	178

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM. Ajavon. Assailit. Auberger. Aubert. Augarde. de Bardonnèche. Henri Barré (Seine). Jean Bène. Berlioz. Pierre Boudet. Marcel Boulangé (territoire de Belfort). Georges Boulanger (Pas-de-Calais). Bozzi. Brettes Mme Gilberte Pierre-Brossolette. Martial Brousse. Nestor Calonne. Canivez. Capelle. Carcassonne. Mme Marie-Hélène Cardot. Chaintron. Champeix. Gaston Charlet. Chazette. de Chevigny. Chochoy. Claireaux. Clerc. Pierre Commin. René Coty. Courrière. Courroy. Darmanthé. Dassaud. Léon David. Denvers. Paul-Emile Descomps. Mamadou Dia.	Amadou Doucouré. Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône). Mme Yvonne Dumont (Seine). Dupic. Charles Durand (Cher). Durieux. Dutoit. Estève. Ferrant. Fousson. Franceschi. Galtung. Jean Geoffroy. Giauque. Mme Girault. Gondjout. Robert Gravier. Grégory. Haidara Mahamane. Léo Hamon. Hauriou. Houdet. Louis Ignacio-Pinto. Yves Jaouen. Kalenzaga. Koessler. Lachèvre. Louis Lafforgue. Albert Lamarque. Lamousse. Lasalarié. Le Digabel. Le Gros. Léonetti. Waldeck L'Huillier. Jean Malonga. Georges Marrane. Pierre Marty. Hippolyte Masson. Mamadou M'Bodje. de Menditte. Menu.	Méric. Minvielle. Montpied. Mostefaj El Hadj. Métais de Narbonne. Marius Moutel. Namy. Naveau. Arouna N'Joya. Novat. Charles Okala. Alfred Paget. Paquissamypoullé. Pauly. Perdureau. Péridier. Général Petiz. Ernest Pezet. Pic. Alain Poher. Poisson. Primet. Ramette. Razac. Alex Roubert. Emile Roux. François Ruin. Saller. Yacouba Sido. Soldani. Southon. Symphor. Edgard Tailhades. Gabriel Tellier. Diongolo-Traore. Vandaele. Vanrullen. Vauthier. Verdeille. Voyant. Wach. Maurice Walker. Joseph Yvon. Zéle.
--	---	---

Ont voté contre :

MM. Abel-Durand. Alic. Louis André. Philippe d'Argenlieu Robert Aubé. Baratgin. Bardon-Damarzid. Charles Barret (Haute-Maine). Bataille. Beauvais. Bels. Benchiha Abdelkader. Benhabyles Cherif. Georges Bernard. Bertaud. Jean Berthoin. Biatarana. Boisroné. Jean Boivin-Champeaux. Raymond Bonnefous. Bordeneuve. Borgeaud. Boudinot. Bouquerel. Bousch. André Boutemy. Boutonnat. Brizard. Julien Brunhes (Seine).	Jules Castellani. Frédéric Cayrou. Chambriard. Chapalain. Chastel. Robert Chevalier (Sarthe). Paul Chevallier (Savoie). Claparède. Clavier. Colonna. Henri Cordier. Coupigny. Cozzano. Mme Crémieux. Michel Debré. Jacques Debû-Bridel. Mme Marcelle Delabie. Detalande. Delrieu. Deutschmann. Mme Marcelle Devaud. Jean Doussot. Driant. René Dubois. Dulin. Jean Durand (Gironde). Durand-Réville. Enjalbert. Ferhat Marhoun. Fléchet. Pierre Fleury.	Bénigne Fournier (Côte-d'Or). Gaston Fournier (Niger). Frank-Chante. Jacques Gadoin. Gaspard. Julien Gautier. Etienne Gay. de Geoffre. Giacomoni. Gilbert Jules. Hassen Gouled. Grassard. Jacques Grimaldi. Louis Gros. Harthmann. Hoefel. Houcke. Alexis Jaubert. Jézéquel. Joseau-Marigné. Jean Lacaze. de Lachomette. Georges Lafargue. Henri Laffeur. Lagarrosse. de La Gontrie. Landry. René Laniel. Lassagne. Laurent-Thouvery. Le Basser. Le Bot.
---	---	---

Leccia. Robert Le Guyon. Lelant. Le Léanec. Claude Lemaître. Le Sassié-Boisauné. Emilien Lieutaud. Liot. Litaise. Lodéon. Longchambon. Longuet. Mahci Abdallah. Georges Maire. Malécot. Gaston Manent. Marcilhacy. Marcou. Jean Maroger. Maroselli. Jacques Masteau. de Maupeou. Henri Maupoil. Georges Maurice. Michelet. Milh. Marcel Molle. Monichon. Monsarrat. de Mortullé.	Charles Morel. Léon Muscatelli. Jules Olivier. Hubert Pajot. Parisot. Pascaud. François Patenôtre. Liot. Paumelle. Pellenc. Georges Pernot. Perrot-Migeon. Peschaud. Piales. Pidoux de La Maduère. Raymond Pinchard (Meurthe-et-Moselle). Jules Pinsard (Saône-et-Loire). Pinton. Marcel Plaisant. Piait. Plazanet. de Pontbriand. Gabriel Puaux. Rabouin. Radius. de Raincourt. Ramampy. Restat. Réveillaud.	Reynouard. Rivierez. Paul Robert. Ruchereau. Rogier. Romani. Rotinat. Marc Rucart. Marcel Rupied. Sahoulba Gontchomé. Satineau. Schwartz. Sclafér. Séné. Sid-Cara Cherif. Tanzali Abdennour. Teisseire. Ternynck. Tharradin. Mme Jacqueline Thome-Patenôtre. Jean-Louis Tinaud. Henry Torrès. Amédée Valeau. Henri Varlot. Vourc'h. Michel Yver. Zafimahova. Zussy.
---	---	--

N'ont pas pris part au vote :

MM. Armengaud. Biaka Boda. Charles Brune (Eure-et-Loir).	André Cornu. Coudé du Foresto. Claudius Delorme. Roger Duchet. de Fraissinette.	Ralijaona Laingo. Marcel Lemaire. de Montalembert. François Schleiter.
---	---	---

Absent par congé :

M. de Villoutreys.

N'ont pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Kalb, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	302
Majorité absolue.....	152
Pour l'adoption.....	123
Contre	179

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 150)

Sur l'amendement (n° 4) de M. Naveau à l'article unique de la proposition de loi relative aux prix des baux à ferme.

Nombre des votants.....	300
Majorité absolue.....	151
Pour l'adoption.....	112
Contre	188

Le Conseil de la République n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM. Ajavon. Assailit. Auberger. Aubert. Augarde. de Bardonnèche. Henri Barré (Seine).	Jean Bène. Berlioz. Pierre Boudet. Marcel Boulangé (territoire de Belfort). Georges Boulanger (Pas-de-Calais). Bozzi. Brettes.	Mme Gilberte Pierre-Brossolette. Martial Brousse. Nestor Calonne. Canivez. Carcassonne. Mme Marie-Hélène Cardot. Chaintron.
--	--	---

Champeix.
Gaston Charlet.
Chazette.
Chochoy.
Claireaux.
Clerc.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.
Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Mamadou Dia.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont
(Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont
(Seine).
Dupic.
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Fousson.
Franceschi.
Gatuing.
Jean Geoffroy.
Giauque.
Mme Girault.
Gondjout.
Grégory.

Léo Hamon.
Hauriou.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Kalenzaga.
Koessler.
Louis Lafforgue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Le Gros.
Marcel Lemaire.
Léonetti.
Waldeck L'Huillier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.
Pierre Marty.
Hippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
de Menditte.
Menu.
Méric.
Minvielle.
Montpiéd.
Motais de Narbonne.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joy.
Novat.
Charles Okala.

Alfred Paget.
Paquirissampoullé.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Ernest Pezet.
Pic.
Alain Poher.
Poisson.
Primet.
Ramette.
Razac.
Alex Roubert.
Emile Roux.
François Ruin.
Saller.
Yacouba Sido.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Diongolo Traore.
Vandaele.
Vanrullen.
Vauthier.
Verdeille.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Joseph Yvon.
Zéle.

Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline
Thome-Patenôtre.

Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Henri Varlot.

Vourc'h.
Michel Yver.
Zafimahova.
Zussy.

N'ont pas pris part au vote :

Armengaud.
Biaka Boda.
Charles Brune (Eure-
et-Loir).
Capelle.
de Chevigny.

André Cornu.
Coudé du Foresto.
Courroy.
Roger Buchet.
Charles Durand
(Cher).

de Fraissinette.
Robert Gravier.
Haïdara Mahamane.
Ralljaona Laingo.
Mostefai El Hadi.

Absent par congé :

M. de Villoutreys.

N'ont pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, et M. Kalb, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance ont été reconnus, après vérification, conformes à la liste de scrutin ci-dessus.

Ont voté contre :

MM.
Abel-Durand.
Alic.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Robert Aubé.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-
Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Bertaud.
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisron.
Jean Boivin-Cham-
peaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Georgeard.
Boudinot.
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Julien Brunhes
(Seine).
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier
(Sarthe).
Paul Chevallier
(Savoie).
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
René Coty.
Coupigny.
Cozzano.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debù-Bridel.
Mme Marcelle Delabie
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.

Jean Durand
(Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier
(Côte-d'Or).
Gaston Fourrier
(Niger).
Franck-Chante.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Jozeau-Marigné.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Lafargue.
Henri Lafleur.
Lagarrosse.
de La Gontrie.
Landry.
René Laniel.
Lassagne.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léanec.
Claude Lemaitre.
Le Sassièr-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaïse.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Marcou.

Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montulé.
Charles Morel.
Léon Muscatelli.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de la Maduère.
Raymond Pinchard
(Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-
et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Restat.
Réveillaud.
Reyncaud.
Rivierez.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafér.
Séné.
Sid-Cara Cherif.
Tanzali Abdennour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.

SCRUTIN (N° 151)

Sur l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi relative au prix des baux à ferme.

Nombre des votants.....	268
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.....	160
Pour l'adoption.....	185
Contre	83

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Alic.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-
Marne).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Benhabyles Cherif.
Georges Bernard.
Bertaud.
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisron.
Jean Boivin-Cham-
peaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Charles Brune (Eure-
et-Loir).
Julien Brunhes
(Seine).
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier
(Sarthe).
Paul Chevallier
(Savoie).
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.

André Cornu.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Cozzano.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debù-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Jean Durand
(Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier
(Côte-d'Or).
Gaston Fournier
(Niger).
Franck-Chante.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Jozeau-Marigné.
Jean Lacaze.
de Lachomette.
Georges Lafargue.

Henri Lafleur.
Lagarrosse.
de La Gontrie.
Landry.
René Laniel.
Lassagne.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Leccia.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léanec.
Claude Lemaitre.
Le Sassièr-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaïse.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahdi Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Marcou.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.
Georges Maurice.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montulé.
Charles Morel.
Léon Muscatelli.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.

Perrot-Migeon.
Feschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard
(Meurthe-et-Moselle)
Jules Pinsard (Saône-
et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.

Ramampy.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Rivière.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.

Sclafer.
Séné.
Sid-Cara Cherif.
Tamzali Abdenour.
Teisseire.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline
Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Henri Varlot.
Michel Yver.
Zafimahova.
Zussy.

Ont voté contre :

MM.
Assailit.
Aubergier.
Aubert.
de Bardonnèche.
Henri Barré (Seine).
Jean Bène.
Berlioz.
Marcel Boulangé (ter-
ritoire de Belfort).
Georges Boulanger
(Pas-de-Calais).
Bozzi.
Brettes.
Mme Gilberte Pierre-
Brossollette.
Martial Brousse.
Nestor Calonne.
Canivez.
Carcassonne.
Chaintron.
Champaix.
Gaston Charlet.
Chazette.
de Chevigny.
Chochoy.
Pierre Commin.
Courrière.
Darmanthé.
Dassaud.

Léon David.
Denvers.
Paul-Emile Descomps.
Amadou Doucouré.
Mlle Mireille Dumont
(Bouches-du-Rhône).
Mme Yvonne Dumont
(Seine).
Dupic.
Charles Durand
(Cher).
Durieux.
Dutoit.
Ferrant.
Franceschi.
Jean Geoffroy.
Mme Girault.
Robert Gravier.
Grégory.
Haïdara Mahamane.
Hauriou.
Louis Laffargue.
Albert Lamarque.
Lamousse.
Lasalarié.
Le Bot.
Marcel Lemaire.
Léonetti.
Waldeck L'Huilier.
Jean Malonga.
Georges Marrane.

Pierre Marty.
Ippolyte Masson.
Mamadou M'Bodje.
Méric.
Minvielle.
Montpiéd.
Mostefai El Hadi.
Marius Moutet.
Namy.
Naveau.
Arouna N'Joya.
Charles Okala.
Alfred Paget.
Pauly.
Péridier.
Général Petit.
Pic.
Primet.
Ramette.
Alex Roubert.
Emile Roux.
Soldani.
Southon.
Symphor.
Edgard Tailhades.
Gabriel Tellier.
Vahrullen.
Verdeille.
Vourc'h.

Se sont abstenus volontairement :

MM.
Ajavon.
Augarde.
Pierre Boudet.
Mme Marie-Hélène
Cardot.
Claireaux.
Clerc.
Mamadou Dia.
Fousson.
Gatuing.
Giauque.
Gondjout.

Léo Hamon.
Louis Ignacio-Pinto.
Yves Jaouen.
Kalenzaga.
Koessler.
Le Gros.
de Menditte.
Menu.
Motais de Narbonne.
Novat.
Paquirissampoullé.
Ernest Pezet.
Alain Pöher.

Poisson.
Razac.
François Ruin.
Saller.
Yacouba Sido.
Diongolo Traore.
Vauthier.
Voyant.
Wach.
Maurice Walker.
Joseph Yvon.
Zéle.

N'ont pas pris part au vote :

MM.
Biaka Boda.
Capelle.
René Coty.

Courroy.
Estève.
de Fraissinette.
Houdet.

Lachèvre.
RaliJaona Laingo.
Le Digabel.
Vandaele.

Absent par congé :

M. de Villoutreys.

N'ont pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République,
et M. Kalb, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	285
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.....	160
Pour l'adoption.....	189
Contre	96

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformé-
ment à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN (N° 152)

Sur l'ensemble de l'avis sur la proposition de loi relative
à la conversion du métayage en fermage.

Nombre des votants.....	272
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.....	160
Pour l'adoption.....	199
Contre	73

Le Conseil de la République a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abel-Durand.
Alic.
Louis André.
Philippe d'Argenlieu.
Armengaud.
Robert Aubé.
Baratgin.
Bardon-Damarzid.
Charles Barret (Haute-
Mame).
Bataille.
Beauvais.
Bels.
Benchiha Abdelkader.
Renhabytes Cherif.
Georges Bernard.
Bertaud.
Jean Berthoin.
Biatarana.
Boisrond.
Jean Boivin-Cham-
peaux.
Raymond Bonnefous.
Bordeneuve.
Borgeaud.
Boudinot.
Bouquerel.
Bousch.
André Boutemy.
Boutonnat.
Brizard.
Charles Brune (Eure-
et-Loir).
Capelle.
Jules Castellani.
Frédéric Cayrou.
Chambriard.
Chapalain.
Chastel.
Robert Chevalier
(Sarthe).
Paul Chevallier
(Savoie).
de Chevigny.
Claparède.
Clavier.
Colonna.
Henri Cordier.
André Cornu.
René Coty.
Coudé du Foresto.
Coupigny.
Courroy.
Cozzano.
Mme Crémieux.
Michel Debré.
Jacques Debû-Bridel.
Mme Marcelle Delabie.
Delalande.
Claudius Delorme.
Delrieu.
Deutschmann.
Mme Marcelle Devaud.
Jean Doussot.
Driant.
René Dubois.
Roger Duchet.
Dulin.
Charles Durand
(Cher).

Jean Durand
(Gironde).
Durand-Réville.
Enjalbert.
Estève.
Ferhat Marhoun.
Fléchet.
Pierre Fleury.
Bénigne Fournier
(Côte-d'Or).
Gaston Fournier
(Niger).
Franck-Chante.
Jacques Gadoin.
Gaspard.
Julien Gautier.
Etienne Gay.
de Geoffre.
Giacomoni.
Gilbert Jules.
Hassen Gouled.
Grassard.
Robert Gravier.
Jacques Grimaldi.
Louis Gros.
Hartmann.
Hoeffel.
Houcke.
Houdet.
Alexis Jaubert.
Jézéquel.
Jozeau-Marigné.
Jean Lacaze.
Lachèvre.
de Lachomette.
Georges Laffargue.
Henri Lafleur.
Lagarrosse.
de La Gontrie.
Landry.
René Laniel.
Lassagne.
Laurent-Thouverey.
Le Basser.
Le Bot.
Leccia.
Le Digabel.
Robert Le Guyon.
Lelant.
Le Léannec.
Marcel Lemaire.
Claude Lemaître.
Le Sossier-Boisauné.
Emilien Lieutaud.
Liot.
Litaise.
Lodéon.
Longchambon.
Longuet.
Mahci Abdallah.
Georges Maire.
Malécot.
Gaston Manent.
Marcilhacy.
Marcou.
Jean Maroger.
Maroselli.
Jacques Masteau.
de Maupeou.
Henri Maupoil.

Georges Maurice.
Michelet.
Milh.
Marcel Molle.
Monichon.
Monsarrat.
de Montalembert.
de Montullé.
Charles Morel.
Léon Muscatelli.
Jules Olivier.
Hubert Pajot.
Parisot.
Pascaud.
François Patenôtre.
Paumelle.
Pellenc.
Perdereau.
Georges Pernot.
Perrot-Migeon.
Peschaud.
Piales.
Pidoux de La Maduère.
Raymond Pinchard
(Meurthe-et-Moselle).
Jules Pinsard (Saône-
et-Loire).
Pinton.
Marcel Plaisant.
Plait.
Plazanet.
de Pontbriand.
Gabriel Puaux.
Rabouin.
Radius.
de Raincourt.
Ramampy.
Restat.
Réveillaud.
Reynouard.
Rivière.
Paul Robert.
Rochereau.
Rogier.
Romani.
Rotinat.
Marc Rucart.
Marcel Rupied.
Sahoulba Gontchomé.
Satineau.
François Schleiter.
Schwartz.
Sclafer.
Séné.
Sid-Cara Cherif.
Tamzali Abdenour.
Teisseire.
Gabriel Tellier.
Ternynck.
Tharradin.
Mme Jacqueline
Thome-Patenôtre.
Jean-Louis Tinaud.
Henry Torrès.
Amédée Valeau.
Vandaele.
Henri Varlot.
Vourc'h.
Michel Yver.
Zafimahova.
Zussy.

Ont voté contre :

MM. Assahit. Auberger. Aubert. de Bardonnèche. Henri Barré (Seine). Jean Bène. Berlioz. Marcel Boulangé (ter- ritoire de Belfort). Georges Boulanger (Pas-de-Calais). Bozzi. Brettes. Mme Gilberte Pierre- Brossolette. Nestor Calonne. Canivez. Carcassonne. Chaintron. Champaix. Gaston Charlet. Chazette. Chochoy. Pierre Commin. Courrière.	Darmanthé. Dassaud. Léon David. Denvers. Paul-Emile Descomps. Amadou Doucouré. Mlle Mireille Dumont (Bouches-du-Rhône). Mme Yvonne Dumont (Seine). Dupic. Durieux. Dutoit. Ferrant. Franceschi. Jean Geoffroy. Mme Girault. Grégory. Hauriou. Louis Laforgue. Albert Lamarque. Lamousse. Lasalarié. Léonetti. Waldeck L'Huillier. Jean Malonga. Georges Marrane.	Pierre Marty. Hippolyte Masson. Mamadou M'Bodje. Méric. Minvielle. Montpied. Marius Moutet. Namy. Naveau. Arouna N'Joya. Charles Okala. Alfred Paget. Pauly. Péridier. Général Petit. Pic. Primet. Ramette. Alex Roubert. Emile Roux. Soldani. Southon. Symphor. Edgard Tailhades. Vanrullen. Verdeille.
--	--	---

Se sont abstenus volontairement :

MM. Ajavon. Augarde. Pierre Boudet Mme Marie-Hélène Cardot. Claireaux.	Clerc. Mamadou Dia. Fousson. Gatuing. Giauque. Gonéjout. Léo Hamon.	Louis Ignacio-Pinto. Yves Jaouen. Kalenzaga. Koessler. Le Gros. de Menditte. Menu.
--	---	--

Motais de Narbonne. Novat. Paquirissamypoullé. Ernest Pezet. Alain Poher. Poisson.	Razac. François Ruin. Saller. Yacouba Sido. Diongolo Traore. Vauthier.	Voyant. Wach. Maurice Walker. Joseph Yvon. Zéle.
---	---	--

N'ont pas pris part au vote :

MM. Biaka Boda. Martial Brousse.	Julien Brunhes (Seine). de Fraissinette.	Haïdara Mahamane. RaliJaona Laingo. Mostefaï El Hadi.
--	--	---

Absent par congé :

M. de Villoutreys.

N'ont pas pris part au vote :

M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République,
et M. Kalb, qui présidait la séance,

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	273
Majorité absolue des membres composant le Conseil de la République.....	160
Pour l'adoption.....	200
Contre	73

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformé-
ment à la liste de scrutin ci-dessus.